

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DES AVANTAGES DE LA MISE EN SOCIÉTÉ
POUR UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE,
COMMERCIALE OU AGRICOLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Jeudi 1^{er} Juin 1933, à 15 heures

PAR

EDMOND COLLOT

Lauréat de Faculté

JURY

Président : M. VIGNES, Professeur, Doyen honoraire.

Suffragants { M. JAPIOT, Professeur.
 { M. DUMONT, Professeur.

DIJON

1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**DES AVANTAGES DE LA MISE EN SOCIÉTÉ
POUR UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE,
COMMERCIALE OU AGRICOLE**

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

DES AVANTAGES DE LA MISE EN SOCIÉTÉ
POUR UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE,
COMMERCIALE OU AGRICOLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Jeudi 1^{er} Juin 1933, à 15 heures

PAR

EDMOND COLLOT

Lauréat de Faculté

JURY

Président : M. VIGNES, Professeur, Doyen honoraire.

Suffragants { M. JAPIOT, Professeur.
 { M. DUMONT, Professeur.

DIJON

—
1933

AVANT-PROPOS

La préhistoire, puis l'histoire nous enseignent combien lents furent les premiers progrès de l'humanité dans l'ordre matériel. Cependant, au cours des millénaires des premiers âges, nous savons que l'art et la technique des hommes s'améliora peu à peu. A mesure que l'on se rapproche de notre époque, la somme des connaissances humaines continua de s'accroître, toujours plus vite, pour atteindre depuis un siècle, avec la prodigieuse floraison des inventions scientifiques, une profondeur et une étendue dont on n'aperçoit pas les limites et qui, parfois, déconcertent l'esprit.

Dans le domaine moral, dans le domaine des idées, la progression, si tant est qu'elle existe, a été infiniment plus lente et plus limitée.

Cependant, certains principes, vrais de tous les temps, ont trouvé de plus vastes applications à notre époque moderne en raison directe des progrès matériels et parallèlement à eux : tel est le principe de l'association. Les hommes ont toujours eu tendance à se réunir, parce qu'isolés il se sentaient trop faibles pour lutter contre les bêtes féroces, les ennemis ou contre la nature elle-même. De nos jours, la nécessité de se grouper est plus impérieuse encore pour réussir dans les entreprises qui sont le but de la vie moderne : agriculture, industrie, commerce, grands travaux.

Et les hommes ont continué de rassembler non plus leurs forces physique, mais leurs intelligences et leurs capitaux.

Des principes se sont fait jour qui ont constitué la charte de ces groupements, qui ont réglementé les rapports du groupe avec les tiers comme les rapports entre eux des membres du même groupe et ainsi ont pris naissance les sociétés modernes.

Le développement actuel des sociétés est très vaste; plus vaste encore est le champ qui leur reste ouvert.

Aussi une question qui se pose et qui continuera à se poser très fréquemment à l'esprit d'innombrables intéressés est la suivante: « Quels sont les avantages de la société, et, en particulier, quel bénéfice peut-on s'attendre à retirer de la mise en société d'une entreprise déjà existante? »

Beaucoup penseront, et avec apparence de raison, que le grand avantage de la société réside dans la mise en commun de capitaux permettant les grandes entreprises.

Il est vrai, mais ce n'est pas tout.

L'idée du groupement de capitaux est à ce point familière qu'aux yeux de ceux qui ne sont ni juristes, ni techniciens, elle pourra rejeter dans l'ombre d'autres caractères de l'institution qui présentent le plus vif intérêt dans la pratique. En réalité l'accroissement de la puissance financière d'une affaire est loin d'être le seul motif qui puisse nécessiter ou légitimer la constitution d'une société et les facteurs d'ordre purement financier seront dans bien des cas relégués au second plan.

Dans notre législation, la société est une personne morale soumise à des règles très particulières. Cette personne morale a la faculté d'exercer le commerce et elle bénéficie de certains avantages qui ne sont pas accordés à une per-

sonne réelle. Aussi très fréquemment un industriel ou un commerçant mettra son affaire en société, non point pour bénéficier de l'apport de capitaux nouveaux, mais dans le seul but d'exercer le commerce par l'intermédiaire de cette société et de profiter des avantages y attachés. Il continuera en fait de diriger son entreprise et d'en toucher les bénéfices. Aussi bien, il en demeurera le seul maître. Pour que soit sauf le caractère social, il suffira qu'un ou plusieurs de ses parents, amis ou subordonnés soient possesseurs de quelques parts ou actions.

La supériorité de la forme sociale s'affirme également aux points de vue civil, économique et fiscal; pour un praticien cette vérité est hors de discussion.

Mais cette supériorité de la forme sociale par rapport au commerçant isolé ne se dégage pas immédiatement et facilement — nous a-t-il semblé — de l'étude des lois et des ouvrages consacrés aux sociétés.

Les grands traités commentent longuement la législation, laquelle est fort complexe; ils déterminent les conditions d'existence de la société; ils en examinent minutieusement les différents rouages; ils étudient son fonctionnement et son régime fiscal, tout au long de son existence. Les ouvrages spéciaux, les études, les thèses, les articles de revues se consacrent le plus souvent à l'examen de questions controversées, de points particuliers très précis, de décisions de jurisprudence; plus rarement à des vues d'ordre général.

De ces divers ouvrages, souvent touffus, il faut extraire le suc et l'on est amené à faire des rapprochements et des comparaisons dans des domaines très variés.

On trouve bien, de ci, de là, quelques parallèles entre

les diverses formes de sociétés et de rares allusions à la situation du commerçant isolé. Mais ces aperçus sont noyés dans l'étude approfondie du mécanisme social. En fait, c'est au lecteur qu'il appartient de tirer les conclusions pratiques.

Aussi nous avons pensé qu'il pourrait être intéressant de formuler ces conclusions et de grouper des notions généralement éparses dans la littérature juridique. Notre ambition serait que cette étude contribuât à donner une vue d'ensemble suffisamment claire de tous les avantages à retirer de la constitution d'une société.



APERÇU SUCCINCT DE L'HISTOIRE DES SOCIÉTÉS

§ 1. ORIGINE DE L'IDÉE D'ASSOCIATION.

§ 2. LES SOCIÉTÉS A L'ÉPOQUE ROMAINE ET AU MOYEN AGE.

§ 3. ÉVOLUTION DES SOCIÉTÉS DU MOYEN AGE A NOS JOURS.

§ 4. AVANTAGES RÉSULTANT DE L'UNION DES CAPITAUX ET DES INTELLIGENCES.

§ 1. — L'étude de l'origine et de l'évolution des sociétés montre que de tous les temps un instinct profond a poussé les hommes à s'unir.

L'idée d'association est aussi ancienne que le monde parce qu'elle est de nature de l'homme. Dès les premiers âges de l'humanité, l'individu isolé a eu conscience de sa faiblesse et il a réfréné par nécessité toute velléité d'indépendance (1). La famille ou la tribu furent les premières

(1) TROPLONG, *Du contrat de société civile et commerciale*, Paris 1843 (Préface):

« L'homme, considéré dans ce qui tient à l'association de ses intérêts privés, se trouve placé entre deux directions contraires par le sentiment de sa force et le sentiment de sa faiblesse. Le premier le conduit à l'indépendance et l'indépendance à un orgueilleux

sociétés, hors lesquelles la vie était impossible et l'homme n'a fait que suivre son instinct en appliquant l'idée d'association à l'administration de ses intérêts. « La nécessité de s'associer, dit ARTHUYS, pour obtenir par la réunion du travail et des ressources matérielles, un résultat plus fructueux que par les efforts isolés, s'est imposée à toutes les époques et dans les conditions les plus variées ». (1). Cette notion s'est progressivement élargie et développée au cours des siècles.

De très bonne heure les commerçants songèrent à mettre en commun leur fortune et leur industrie. Ils augmentèrent ainsi leurs affaires et corrélativement l'amplitude de leurs bénéfices. Cette pratique se généralisa. Bientôt se fit sentir le besoin d'une réglementation des rapports que les associés pouvaient avoir soit entre eux, soit avec des tiers, et le droit dégagea peu à peu les lois de ce nouveau genre de contrat.

§ 2. — Les Romains connaissaient plusieurs espèces de sociétés (2); en particulier la société portant sur un seul bien, un fonds de terre, un esclave (*societas unius rei*) et

isolement; le second lui fait sentir le besoin d'un appui et rechercher dans l'association un remède à son insuffisance.

« L'apologue a dépeint ingénieusement cette double situation. Le lion, symbole de la force, n'accepte pas de société; le renard et son compagnon ne sont pour lui que fragiles instruments; il les brise à sa volonté: lui seul est maître de la proie. Pour peindre l'esprit d'association dans sa vérité, l'apologue met en scène deux êtres affligés des infirmités de la vie: un estropié qui ne peut marcher s'unit à un aveugle qui ne peut se guider. L'aveugle prend l'estropié sur ses épaules; l'estropié dirige l'aveugle, et tous deux arrivent à bon port. »

(1) ARTHUYS, *Traité des sociétés commerciales*, Paris 1906.

(2) GIRARD, *Manuel élémentaire de droit romain*, 7^e édition, Paris 1924, p. 605 et 606.

surtout la société formée en vue d'une série d'opérations communes, par exemple d'un commerce ou d'une industrie (*societas alicujus negociationis*). Les exemples abondent. On peut citer, par exemple, les sociétés de banquiers (*argentarii*), les sociétés de marchands d'esclaves (*venaliciarii*) et enfin celles des soumissionnaires des travaux publics et de la perception des impôts (*societas publicanorum vectigalium*). Et le rôle considérable de ces dernières sociétés avait fait admettre en leur faveur plusieurs dérogations aux règles du droit commun.

Les grandes invasions du cinquième siècle submergèrent les institutions romaines. Au cours des époques barbares et féodales l'activité commerciale fut assez réduite. La spéculation sur les objets mobiliers n'existait pas et la terre faisait à peu près seule l'objet de trafic entre les hommes. Nous trouvons cependant certains contrats de tenure qui ressemblent beaucoup à des sociétés; l'une des parties fournit le fonds et l'autre le travail.

La coutume bourguignonne connaît le bail à complant: le propriétaire cède au tenancier une pièce de terre en friche en vue d'y emplanter de la vigne. Au bout de quelques années la terre est partagée par moitié. On peut citer aussi diverses formes de métayage et de baux à cheptel.

§ 3. — Au moment de la renaissance commerciale du XII^e puis du XVI^e siècle, les sociétés contractuelles que l'on oppose souvent aux sociétés de fait ou communautés taisebles, prennent un nouvel essor.

Jusque-là l'association du travail et du capital n'avait pas pris de forme essentiellement commerciale. On rejette désormais dans une autre théorie le louage, le pariage, le

bail à métairie et à cheptel. Les règles du contrat de société s'élaborent progressivement si bien qu'au XVII^e siècle, DOMAT peut déjà donner la définition suivante qui vaut celle du Code Civil: « La société contractuelle est une convention entre deux ou plusieurs personnes, par laquelle ces personnes mettent en commun entre elles ou tout leur bien ou une partie, ou quelque commerce, quelque ouvrage ou quelque autre affaire pour partager ce qu'elles pourront avoir de gain ou souffrir de la perte de ce qu'elles auront mis en société. »

C'est le commerce maritime qui développa et généralisa les sociétés; celles-ci devinrent au surplus un moyen commode de tourner la prohibition du prêt à intérêt imposé par l'Eglise. La première forme commerciale d'association fut le contrat de commande: un capitaliste confie des marchandises ou de l'argent au propriétaire d'un navire à charge par celui-ci de revendre les marchandises ou de faire fructifier les capitaux. Jusqu'au XIV^e siècle on ne vit dans cette opération qu'un simple prêt ou dépôt. Puis on considéra qu'il y avait une société, mais qui ne produisait d'effet qu'entre les parties; les tiers connaissaient seulement la personne avec laquelle ils avaient traité. C'est ce que l'ancien droit appelait une société anonyme, tout à fait analogue à notre moderne association en participation. Au XVII^e siècle, enfin la responsabilité personnelle des commanditaires (limitée à leur mise) est reconnue et la commandite devient une véritable société au point de vue externe comme au point de vue interne.

Parallèlement se développaient les sociétés en nom collectif; l'article 7 du titre IV de l'ordonnance de 1673 en traite. Mais dans ces sociétés chacun des associés se trouve

personnellement et solidairement responsable des dettes des autres. Cette forme se prête mal aux grandes entreprises commerciales. Aussi à la fin de l'ancien régime, les sociétés en commandite étaient devenues le type même des grandes sociétés de commerce. On imagina encore de supprimer le nom même des associés, suppression qui entraînait celle de la responsabilité illimitée. Les sociétés anonymes telles que nous l'entendons aujourd'hui pouvaient être considérées comme des sociétés en commandite étendues : tous les associés étaient commanditaires ; la personne morale, la société représentait le commandité. Les créanciers n'ont plus pour seul gage que les biens sociaux.

Avec les temps modernes, les sociétés par actions (en commandite et surtout anonymes) ont pris une extension considérable en raison de la floraison prodigieuse des inventions : vapeur, électricité et du développement du machinisme. Elles ont permis de mener à bien de gigantesques travaux là où aurait échoué l'individu le plus riche et le plus audacieux. La construction de voies ferrées, le percement d'isthmes ou de montagnes, le lancement de paquebots transatlantiques, villes flottantes, sont des œuvres colossales. Seule peut les réaliser une société qui groupe les fortunes de nombreux actionnaires et qui a le temps d'attendre parce qu'elle ne meurt pas. Grâce à la formidable puissance financière des sociétés par actions, on peut dire qu'au cours de ce dernier siècle les conditions de la vie de l'homme ont été complètement changées et ce résultat a pu vivement impressionner les imaginations.

Mais indépendamment de ces organismes géants, les sociétés de personnes dont la forme convient mieux à des entreprises de plus modeste envergure se sont également

multipliées. Grâce à celles-ci l'individu possédant ses seules facultés de travail peut trouver les capitaux qui lui sont indispensables pour que son activité soit réellement fructueuse. Inversement le capitaliste qui a des fonds disponibles peut trouver dans l'industrie et le commerce des commandites très rémunératrices.

Les sociétés à responsabilité limitée ont été récemment et heureusement introduites dans notre législation (loi du 7 mars 1925). La souplesse de cette forme nouvelle ne pourra qu'accentuer encore la faveur des sociétés.

§ 4. — L'origine des sociétés, aussi bien que l'histoire de leur évolution prouve clairement que parmi les avantages sociaux, le plus évident, le plus anciennement et universellement connu est l'accroissement de force qui résulte pour un groupe de l'union des capitaux et des intelligences.

Cette proposition pourrait être posée en axiome car elle n'a guère besoin d'être démontrée. Nous la sentons vraie instinctivement. L'homme, a dit PASCAL, est un roseau pensant: il est faible, mais intelligent aussi et il sait qu'en s'alliant à son semblable il atténuera cette faiblesse qui est de sa nature même.

La notion d'association a pénétré partout et elle est maintenant familière à tous les esprits. Nul n'ignore qu'en unissant leurs moyens d'action, capitaux ou travail, les individus accroissent leur puissance. Nous ne nous appesantirons pas sur cette idée qui est de nos jours tellement évidente qu'elle est devenue un lieu commun: elle est très vigoureusement condensée dans l'adage populaire « L'union fait la force. »

Après ces vues historiques succinctes, nous allons aborder le sujet essentiel : Pour décrire l'utilité de la mise en société d'une entreprise, il nous a semblé logique d'exposer successivement d'abord les avantages que présente la société comparée à la fois à une entreprise individuelle et à une entreprise indivise — et ensuite les avantages particuliers qu'offre une société comparée spécialement à une entreprise indivise.

De là le plan que nous nous proposons de suivre et qui comporte trois parties ou Livres.

Dans un premier livre, nous démontrerons la supériorité des sociétés, spécialement des sociétés de capitaux, à la fois sur l'entreprise individuelle et sur l'indivision.

Puis viendra un second livre consacré à la supériorité particulière des sociétés, spécialement des sociétés de capitaux, sur l'indivision.

Mais nous ne pouvions dissimuler les inconvénients qu'entraîne parfois la mise en société. Ils feront donc l'objet de la troisième partie de cette étude.



LIVRE I

**Supériorité des sociétés, spécialement des sociétés
de capitaux, à la fois sur l'entreprise individuelle
et sur l'indivision**

ELLE SE MANIFESTE :

PAR LA LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS ET
PARFOIS MÊME DES ADMINISTRATEURS OU GÉRANTS (OBJET DU
CHAPITRE I^{er}) ;

PAR LES FACILITÉS DE CRÉDIT (OBJET DU CHAPITRE II) ;

PAR LES AVANTAGES DE TOUTE CONCENTRATION ÉCONOMIQUE
(OBJET DU CHAPITRE III) ;

PAR LES FACILITÉS DE TRANSMISSION ENTRE VIFS OU A CAUSE
DE MORT DES PARTS D'ASSOCIÉS (OBJET DES CHAPITRES IV ET V) ;

PAR LA PÉRENNITÉ DES SOCIÉTÉS (OBJET DU CHAPITRE VI) ;

ENFIN PAR CERTAINS AVANTAGES FISCAUX (OBJET DU CHAPI-
TRE VII).

CHAPITRE I

Limitation de la responsabilité pécuniaire des associés ainsi que des administrateurs de sociétés anonymes et des gérants de sociétés à responsabilité limitée

§ 1. DIFFÉRENCES DANS LA RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS
SUIVANT LES DIFFÉRENTES FORMES SOCIALES.

§ 2. ALÉAS DES ENTREPRISES COMMERCIALES.

§ 3. AVANTAGES ET LÉGITIMITÉ DE LA RESTRICTION DE LA
RESPONSABILITÉ PERSONNELLE DES ASSOCIÉS.

§ 4. ACCESSION AUX FONCTIONS CONSULAIRES DES ASSOCIÉS NON
COMMERÇANTS.

§ 1. — L'étendue de la responsabilité pécuniaire des associés relativement aux dettes sociales varie avec les différentes formes de sociétés :

Dans la société civile, tous les associés sont tenus indéfiniment des dettes sociales pour une part virile, mais sans solidarité entre eux.

Dans la société en nom collectif tous les associés sont tenus indéfiniment et solidairement des dettes sociales.

Dans les sociétés en commandite (simple ou par action), les commandités sont tenus des dettes sociales indéfiniment; les commanditaires ne sont obligés que jusqu'à concurrence du montant de leur commandite ou de leurs actions.

Dans la société à responsabilité limitée, les associés, gérants ou non, et dans la société anonyme, les actionnaires, administrateurs ou non, ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs parts ou actions.

Ces différences influenceront souvent sur le choix de la forme à adopter par les fondateurs d'une société et il semble bien que les formes sociales emportant la responsabilité indéfinie des associés aient tendance à être de plus en plus abandonnées (1).

§ 2. — Il est, en effet, avantageux de pouvoir entreprendre des opérations civiles ou commerciales en limitant les risques à une mise déterminée d'avance.

A la vérité, il semble que certaines opérations purement civiles présentent assez peu de dangers d'engloutir la totalité du capital social. La mise en valeur d'un domaine agricole ou la régie d'immeubles urbains, par exemple, peuvent rapporter des bénéfices variables, mais ne menacent guère le capital de la société exploitante et moins encore le patrimoine personnel des associés.

Il n'en va pas de même pour d'autres entreprises purement civiles et pour la plupart des entreprises commerciales qui sont aléatoires. Elles peuvent rapporter des bénéfices considérables comme elles peuvent périliter, malgré la prudence et la compétence des dirigeants. En ce dernier

(1) Cf. Statistiques, *infra*, p. 161.

cas, si le propriétaire de l'affaire n'a pas eu la prévoyance de constituer une société et n'a pas pris soin de restreindre sa responsabilité en adoptant une des formes adéquates, il peut se trouver totalement ruiné.

Et cette éventualité n'est pas rare, surtout actuellement. Le monde subit une crise sans précédent et nous vivons une époque sans stabilité d'aucune sorte. Une affaire saine aujourd'hui peut être déficitaire demain, malgré toutes les précautions prises. Certaines industries et certains commerces sont dans la nécessité d'avancer d'énormes capitaux et de se trouver à découvert. Telles sont, par exemple, les entreprises de travaux publics qui, en raison d'une concurrence intense, doivent ouvrir des chantiers avec une provision souvent insuffisante. Elles peuvent toujours craindre que certains débiteurs (et l'Etat tout le premier) ne tiennent pas exactement leurs engagements et les mettent en difficulté. Les banques sont aussi à la merci d'une panique qui précipitera à leurs guichets la masse des déposants: nous en avons eu récemment de trop nombreux et retentissants exemples.

§ 3. — Il est donc naturel que l'homme entreprenant et actif qui cherche la réalisation de larges bénéfices dans le commerce et l'industrie veuille parer au danger de sa profession en mettant à l'abri de toute éventualité une partie de sa fortune. Cette préoccupation très légitime devrait être celle de tout père de famille avisé.

Nous estimons que dans la plupart des cas, un commerçant peut et doit limiter l'étendue de sa responsabilité à la valeur de son entreprise, fonds de roulement compris. Mais, bien mieux: cette limitation peut être encore poussée plus

loin. Rien n'empêche la cession d'une partie des actions ou parts après la constitution de la société. Il suffit au fondateur de conserver la majorité des titres pour demeurer le maître des destinées sociales.

Et même, pendant de longues années, la création d'actions à vote plural fut tolérée: ainsi pouvait-on conserver la direction d'une société tout en ne possédant qu'une fraction plus ou moins minime du capital. Cette pratique qui tendait à une excessive généralisation a été prohibée expressément (toutefois sans effet rétroactif) par la loi du 26 avril 1930 (art. 6) (1).

Le fondateur garde, en outre, la possibilité de créer des parts de fondateurs ou parts bénéficiaires qui, sans qu'il courre le moindre risque, lui réservent des droits sur les bénéfices futurs. Ces droits peuvent devenir extrêmement importants si la société prospère et particulièrement si elle augmente son capital initial.

Il serait faux de dire, comme on l'objecte parfois, que la limitation de la responsabilité frustre les créanciers sociaux. Le montant du capital des sociétés emportant limitation de la responsabilité est publié dans un journal d'annonces légales lors de la constitution, et les statuts sont déposés aux greffes de la Justice de Paix et du Tribunal de Commerce (2).

(1) Il est difficile de décider si l'on doit regretter la suppression des actions à vote plural ou bien s'en féliciter. Les services rendus furent certains; non moins certains les abus. Des polémiques nombreuses et passionnées ont précédé et accompagné le vote de la loi du 26 avril 1930.

Il semble bien que, comme la langue d'Esope, l'action à vote plural soit à la fois la meilleure et la pire des choses; tout dépend de l'usage qu'on en fait.

(2) HUPIN, *Traité général théorique et pratique des Sociétés civiles et commerciales*, 6^e édition, 1927, n^{os} 1722 et s.

Ces formalités de publicité, obligatoires aussi bien au lieu de l'établissement principal que pour chaque succursale, mettent les tiers à même d'apprécier la solvabilité de la société avec laquelle ils traitent; ils sont à l'abri de toute surprise et agissent en pleine connaissance de cause.

La limitation de la responsabilité des associés risque, ajoutera-t-on, de nuire au crédit de la société. Il est très vrai que la fortune personnelle d'un commerçant isolé ou d'associés en nom collectif, par exemple, sera une sécurité pour les tiers, pour les banques en particulier. Mais il ne faut pas exagérer l'influence de ce facteur. Il vaut mieux, à notre sens, pour le maître d'une affaire, resserrer un peu sa trésorerie que de courir le risque d'être tenu indéfiniment responsable des dettes sociales en cas d'opérations malheureuses.

Nous avons constaté dans quelques milieux commerciaux que la société à responsabilité limitée, de création relativement récente, était un peu tenue en suspicion, à ses débuts surtout. A cela nous ne voyons aucune raison. Le capital d'une société à responsabilité limitée offre au contraire un gage plus sûr que le capital d'une société anonyme. En effet, la loi du 7 mars 1925, art. 7, prescrit, à peine de nullité, la libération totale du capital des sociétés à responsabilité limitée. Au contraire, le capital d'une société anonyme peut n'être libéré que d'une fraction non inférieure au quart (L. 1^{re} août 1893, art. 1^{er}). En cas de faillite, certains des associés, qui sont tenus de verser la fraction non libérée de leurs actions, peuvent se trouver insolvable.

Au surplus, rien n'empêche un ou plusieurs des associés de se porter caution de la société si cela est nécessaire à

son crédit. Mais un tel engagement diffère sensiblement de la responsabilité solidaire et indéfinie. L'associé ne donnera sa garantie que s'il juge favorable l'avenir social et il appréciera cet avenir au moment même où il donnera sa signature et peut-être fort longtemps après la constitution. Il pourra limiter à son gré la garantie qu'il apporte et ne s'engager que pour une affaire déterminée, vis-à-vis d'une personne déterminée. En outre, si la société fait de mauvaises affaires, il profitera du bénéfice de discussion et, le cas échéant, de division.

Ajoutons, enfin, que l'associé qui n'est pas tenu indéfiniment et solidairement des dettes sociales n'est pas commerçant. Les gérants des sociétés à responsabilité limitée, comme les administrateurs de sociétés anonymes ne sont que des mandataires, salariés ou non. La société qui jouit de la personnalité morale, possède seule la qualité de commerçant.

De ce fait, l'incapable a la faculté de rester intéressé à des entreprises commerciales. Le capitaliste peut participer à un plus grand nombre d'affaires, varier ses placements, entreprendre un nouveau commerce aléatoire sans qu'un échec partiel puisse avoir de graves répercussions sur ses autres affaires.

L'associé non commerçant n'a pas à redouter la faillite ou la liquidation judiciaire avec le dessaisissement de l'administration de ses biens et toutes leurs autres conséquences. Sa fortune personnelle est à l'abri, et il n'a plus à craindre, en cas d'affaires malheureuses, que son nom et son honorabilité soient discutés. Toutes ces immunités dont bénéficie l'associé lui sont intégralement conservées dans les sociétés anonymes et à responsabilité limitée, même s'il est chargé

de la direction des affaires sociales. Les administrateurs des sociétés anonymes comme les gérants des sociétés à responsabilité limitée ne sont pas tenus personnellement des dettes de l'entreprise qu'ils dirigent. Ils sont considérés comme les simples mandataires de la société et sont assujettis aux seules obligations dont les mandataires sont ordinairement tenus. Il faudrait pour que leur responsabilité personnelle pût se trouver engagée qu'ils eussent commis des fautes graves dans l'exécution de leur mandat.

§ 4. — Nous ferons encore observer que les directeurs des compagnies françaises anonymes de finance, de commerce et d'industrie ont le droit de participer aux élections des membres du tribunal de commerce, malgré qu'ils ne soient pas commerçants (L. du 8 décembre 1883, art. 1 et 8). Ils peuvent être élus juges consulaires.

Il semble bien, par contre, que les directeurs des sociétés à responsabilité limitée soient privés de ce droit. En effet, la loi du 7 mars 1925 qui a créé ce nouveau type de société n'a rien prévu à ce sujet.

En principe, seuls les commerçants sont électeurs et éligibles; l'article 1 de la loi du 8 décembre 1883 énumérant les exceptions à cette règle nous paraît devoir être interprété restrictivement et, sans un texte formel, on ne saurait étendre aux sociétés à responsabilité limitée la faveur faite aux sociétés anonymes. Cette omission de la loi est regrettable: le directeur d'une société à responsabilité limitée, aussi bien que celui d'une société anonyme a l'intérêt le plus grand et le plus légitime à participer aux élections consulaires.

CHAPITRE II

Facilités de crédit

- § 1. EMPRUNT PAR UNE SOCIÉTÉ ET ÉMISSION D'OBLIGATIONS.
 - § 2. PLACEMENT DES OBLIGATIONS.
 - § 3. MODALITÉS AVANTAGEUSES D'EMPRUNT.
 - § 4. LES OBLIGATAIRES ET LES ASSOCIATIONS D'OBLIGATAIRES.
 - § 5. L'ÉMISSION D'ACTIONS.
-

§ 1. — La fortune propre d'une société est constituée par son capital social et ses réserves. Lorsqu'elle a besoin de ressources nouvelles elle peut recourir, soit à l'emprunt, soit à une augmentation du capital. L'emprunt sera souvent plus facile à réaliser, le public préférant en général être créancier de la société plutôt qu'associé et toucher un revenu fixe plutôt qu'un dividende aléatoire. D'autre part, les associés, s'ils ont foi dans l'avenir de leur affaire, aiment mieux profiter seuls des bénéfices qui seront ultérieurement réalisés après paiement des intérêts de l'emprunt.

Une société peut emprunter selon des modes variés tout

comme un individu; elle peut aussi emprunter par voie d'émission publique d'obligations, c'est-à-dire de titres négociables qui représentent chacun une fraction de l'emprunt. Ce procédé est surtout employé par les sociétés par actions; il ne convient pas aux sociétés de personnes et moins encore aux particuliers. Les villes, communes, établissements publics ou d'utilité publique l'utilisent également.

L'émission d'obligations présente de très grands avantages pour une société qui veut se procurer des capitaux.

Ce mode d'emprunt est le seul qui puisse convenir si la somme à trouver dépasse les possibilités d'un individu. Les grandes entreprises ont besoin de capitaux considérables. Le fonds social est fourni le plus souvent par de nombreux actionnaires. Seul le groupement de capitalistes nombreux a permis de créer certaines affaires ou de leur donner une large extension. Lorsque ces affaires ont besoin de capitaux nouveaux le principe reste le même. Seuls de nombreux capitalistes, les obligataires pourront couvrir un emprunt de quelque importance. Il n'est pas d'individu ou même de banque, si puissante soit elle qui puisse remplacer la masse des petits rentiers.

§ 2. — On pourrait croire que le placement des obligations est fort difficile. En pratique les banques se chargent de l'opération moyennant une légitime commission. Il est curieux d'observer avec quelle rapidité elles trouvent dans leur clientèle, les obligataires disposés à souscrire aux émissions nouvelles. Il existe très certainement chez les petits capitalistes un véritable fétichisme du papier (1). Tel

(1) Nous avons eu entre les mains des obligations émises par une

d'entre eux qui refusera de prêter quelque argent à un commerçant qu'il connaît n'hésitera pas à souscrire des obligations ou actions d'une société dont il ignore tout : le guichet de banque est roi.

Cet engouement est difficile à expliquer, mais il est un fait. Nous nous bornons à le constater.

A la vérité la crise mondiale qui sévit depuis 1929 a momentanément découragé l'épargne. Des émissions ont échoué. Les chutes verticales des actions et obligations dans toutes les bourses du monde ont, pour un temps, discrédité les placements mobiliers. Mais fatalement, un jour viendra où les affaires reprendront leur cours normal, l'argent thésaurisé rentrera en circulation et de nouveau le papier exercera sa séduction sur les petits épargnants.

§ 3. — La société qui émet des obligations fixe elle-même toutes les modalités de l'emprunt. Lorsqu'elle traite avec un particulier, elle doit discuter avec lui la durée du prêt, le taux de l'intérêt et toutes les autres conditions: si elle a un besoin de capitaux pressant, le bailleur de fonds imposera sa loi. En lançant une émission d'obligations une société offre au contraire aux futurs souscripteurs une sorte de contrat d'adhésion: toutes les clauses de l'emprunt ont été arrêtées par elle au mieux de ses intérêts. Le souscripteur est libre d'accepter ou de refuser.

société anonyme immobilière constituée pour édifier palaces et casinos sur des plages inconnues. Cette société, au capital de deux cent mille francs, avait émis deux ans après sa constitution plusieurs millions d'obligations. Ce seul exemple illustre l'immensité de la confiance du public aussi bien que l'habileté et la force de persuasion des placiers de titres. Un retraité des chemins de fer nous a avoué avoir vendu des fonds d'Etat pour acquérir ces mirifiques obligations.

Et les conditions que la société aura elle-même fixées lui seront toujours avantageuses:

D'abord un tableau d'amortissement sera établi par le conseil d'administration conformément à ses prévisions sur la marche de l'affaire et de façon que la trésorerie soit toujours à l'aise. La durée de l'amortissement pourra même être très longue: vingt, cinquante et même quatre-vingt-dix neuf ans (la société se réserve bien entendu en ce cas la faculté de rembourser par anticipation, ce qui lui ménage en outre la possibilité de conversions lorsque le loyer de l'argent a baissé). Or, un particulier qui fait un prêt direct n'aime pas en général être remboursé par petites fractions dont le emploi est difficile. Et il est bien exceptionnel qu'il accorde un délai de remboursement supérieur à cinq ou dix ans. Les puissantes sociétés, banques ou compagnies d'assurances hésitent aussi à bloquer leurs capitaux pour une plus longue durée. Tous préfèrent alors souscrire des obligations qui ont l'avantage d'être facilement négociables. (1)

(1) Observons que rien n'est plus dangereux pour un commerçant ou une société que les larges ouvertures de crédit consenties par les banques. Pendant de longues années, les banques peuvent accorder des avances à leurs clients et ceux-ci en arrivent à oublier que ces avances sont essentiellement temporaires; ils s'engagent au delà des limites prudentes.

Survient une crise. La banque demande brutalement le remboursement. On ne saurait lui en faire grief, car elle doit elle-même faire face aux retraits de fonds de ses déposants. Mais cette brusque suppression de crédit plonge commerçants ou sociétés dans de grands embarras financiers qui peuvent se traduire par une faillite, malgré la bonne marche des affaires.

La société aurait été bien avisée, en émettant des obligations pendant la période de prospérité économique. Le découvert dans les banques est utile, nécessaire même au commerce. Mais en raison de son danger, il doit être réduit au minimum indispensable.

Encore le taux d'intérêts dont se contentent les obligataires est nettement inférieur à celui qu'exigent les particuliers ou les banques. Certes, le taux de cet intérêt dépend pour une large part du crédit que possède la société qui emprunte; mais en règle générale le taux des obligations est toujours le plus bas. Ainsi nous voyons présentement que le taux d'intérêt des émissions varie de 4 1/2 % à 5 1/2 % ; il est de 6,50 % pour les prêts du Crédit Foncier (qui bénéficie d'immunités fiscales particulières), de 7 à 8 % pour les emprunts hypothécaires, de 8 à 10 et 11 % pour les découverts en banque.

Enfin, la plupart du temps, la société n'accorde aucune garantie réelle aux obligataires alors qu'un particulier aurait exigé des sûretés: constitution d'une hypothèque sur les immeubles sociaux, nantissement en gage de l'établissement industriel ou commercial. L'accord de ces garanties et les inscriptions d'hypothèque ou de nantissement qui en résultent diminuent le crédit de la société et risquent d'être une gêne pour la bonne marche de ses affaires.

§ 4. — Avant de formuler la conclusion qui se dégage des précédentes observations, nous voulons répondre à une question qui vient naturellement à l'esprit : quels seront les rapports de la société avec toute cette poussière de créanciers: les obligataires ?

En fait il n'y a guère de créanciers plus accommodant. Tous les actes de la société leur sont opposables, à moins, bien entendu, qu'ils n'aient été faits en fraude de leurs droits. Ils n'ont aucun pouvoir de surveillance sur les affaires sociales. « D'autre part, s'ils veulent agir contre la société leur initiative se trouvera le plus souvent paralysée,

soit à raison des frais qu'entraîneront des poursuites judiciaires, soit parce que, ne se connaissant pas, d'habitude, ils n'auront pas la possibilité de se concerter en vue d'une action collective. » (1)

Pour remédier à la faiblesse des obligataires en face de la société et en l'absence de toute législation sur ce point, on a tenté de les grouper en sociétés civiles ou plutôt en associations. Ce groupement des porteurs d'obligations semble utile surtout lorsque des sûretés réelles ont été accordées. Il aura à prendre toutes mesures pour en assurer l'efficacité; il interviendra également au concordat en cas de faillite. Le plus souvent, la règle « nul en France ne plaide par procureur » s'opposera à ce que le groupement puisse exercer une action judiciaire contre la société ou y défendre: il est impossible en effet d'énoncer dans un acte de procédure les noms de tous les obligataires surtout lorsque les titres sont au porteur. Il faudrait que la société ait formellement renoncé à se prévaloir de la maxime précitée.

La question des sociétés de porteurs d'obligations a suscité de très nombreux et abondants commentaires (2).

(1) HOUPIN, n° 588.

(2) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité de droit commercial*, 4^e édition, 1908, Tome II, Des sociétés, n° 593 bis.

ARTHUYS, n°s 97 et 530;

HOUPIN, n° 588;

HAYEM, *Domaine de l'association et de la société*, p. 21.

WAHL, J. S. 1898, 295;

THALLER, *Ann. dr. comm.* 1894, 65;

HAMEL, R. S. 1924, 250 et s.;

BOSVIEUX, J. S. 1924, 260;

JUGLAR, *Situation des oblig. en cas de faillite*, p. 39, 104 et suiv.

Une proposition de loi destinée à organiser et réglementer la représentation des obligataires a été adoptée par le Sénat, le 9 décembre 1924.

De très nombreuses décisions de jurisprudence ont trait à cette célèbre question.

On en peut retenir, semble-t-il, que la constitution d'une association des porteurs conforme aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 est régulière. Une telle association aura une personnalité civile atténuée et pourra ester en justice. (Loi du 1^{er} juillet 1901, art. 6.)

Nous pouvons donc penser que, parmi tous les modes d'emprunt, l'émission d'obligations réunit tous les avantages : larges possibilités de crédit, long terme et sécurité, faiblesse du taux d'intérêt et le plus souvent absence de garanties réelles.

§ 5. — Les sociétés ont un second moyen de se procurer les fonds dont elles ont besoin : c'est l'augmentation du capital social.

En certains cas les dirigeants d'une société de famille recherchent des capitaux à l'amiable et sans publicité auprès de leur entourage immédiat.

Le plus souvent, les grandes sociétés par actions, lorsqu'elles ont besoin de nouvelles et importantes ressources, procèdent par émission d'actions dans le public. Cette émission obéit aux mêmes lois que l'émission d'obligations; elle est cependant plus délicate et il importe au plus haut degré de choisir le moment opportun, car la méfiance des souscripteurs est plus facile à éveiller.

Pour qu'une émission d'actions réussisse bien, il est indispensable, d'une part que les conditions économiques s'y prêtent et d'autre part que les affaires sociales soient notoirement prospères. Ces circonstances doivent être étudiées d'autant plus attentivement qu'un échec est toujours nuisible au crédit et au bon renom de la société.

Lorsque l'émission d'actions paraît devoir être favorablement accueillie, on ne doit pas craindre d'y procéder, car ce moyen présente encore une supériorité sur le précédent : si la société cesse de réaliser des bénéfices, elle cesse *ipso facto* de distribuer un dividende aux actions (anciennes ou nouvelles), tandis que dans tous les cas elle est tenue de payer l'intérêt des obligations.

On peut objecter que l'émission publique permet à des étrangers d'acquérir des actions et leur facilite ainsi l'accès au conseil d'administration au détriment des fondateurs. Le danger serait réel pour certaines sociétés de famille, d'envergure moyenne, dont les titres ne sont pas cotés en bourse. Il est inexistant pour les grandes sociétés par actions, et ce, pour diverses raisons : d'abord les porteurs d'actions anciennes possèdent généralement un droit de préférence à exercer lors de la souscription ; et le plus souvent il suffit à un groupe, pour rester à la tête de ces grandes affaires, de posséder une fraction relativement faible du capital social. Les actionnaires isolés ne sont pas mieux organisés que les obligataires.

Les actions à vote plural, dont la création est aujourd'hui prohibée, mais qui subsistent encore dans d'assez nombreuses affaires, ont encore singulièrement renforcé certaines situations de fait.

Nous ajouterons que souvent les actions sont émises avec une prime importante sur le pair, ce qui constitue une opération fort avantageuse pour la société. On en eut de nombreux, presque trop nombreux exemples, durant les années de prospérité qui précédèrent la crise économique actuelle.

On a dit bien souvent que certaines sociétés abusaient couramment des émissions de titres, procédés qui revien-

nent à faire sans risques des affaires avec l'argent d'autrui. Cette critique est parfois fondée.

Mais il demeure que l'émission d'actions et d'obligations constitue pour les sociétés un moyen qui leur est spécial, moyen particulièrement économique et sûr de se procurer des capitaux.

CHAPITRE III

Avantages de toute concentration économique des capitaux

§ 1. COMMENT LA FORME SOCIALE CONDUIT A LA CONCENTRATION.

§ 2. AVANTAGES DE LA CONCENTRATION. INTÉGRATION.

§ 1. — Les entreprises individuelles restent nécessairement enfermées dans des limites relativement étroites par le fait même que l'unique directeur ne peut pas souvent réunir les deux conditions nécessaires à une vaste extension: qualités commerciales et techniques d'une part; immense richesse d'autre part. Et nombreuses sont les affaires qui, pour cette raison, ne progressent pas rapidement.

Par l'adoption de la forme société, particulièrement de la forme anonyme, elles auront les moyens de trouver les concours financiers nécessaires, d'étendre leur champ d'action et de bénéficier des avantages de la concentration économique.

En effet, une entreprise en voie de croissance peut sans doute s'agrandir par ses propres ressources en réservant une partie des bénéfices au développement des moyens de vente et de production. Mais, par ce procédé, la progression sera relativement lente.

Il peut y avoir aussi fusion ou alliance avec d'autres entreprises.

Une nouvelle individualité économique et juridique peut naître de cette opération; c'est ce qui arrive lorsque fusionnent deux affaires d'égale importance. Dans d'autres cas, ce sera l'entreprise la plus puissante qui absorbera la plus petite et la fera disparaître. On comprend à quel point la forme « société par actions » facilite ce genre d'opérations, particulièrement au point de vue fiscal. (Cf. *infra*, p. 50 et 51.)

Mais l'union économique entre deux ou plusieurs affaires peut avoir lieu sans que la fusion ou l'absorption soit effectivement réalisée. La solidité du traité conclu sera d'autant plus facile à renforcer que seront en présence des sociétés par actions et non des individus.

Pour consolider le pacte que les sociétés auront scellé entre elles, elles procéderont le plus souvent à des échanges d'actions; ainsi chacune d'elles sera directement intéressée à la prospérité des autres. De cette façon, un groupe financier qui détient la majorité des actions de plusieurs sociétés en apparence indépendantes, peut les gouverner en fait, puisqu'il sera maître de la nomination des administrateurs. Ce procédé a d'ailleurs été utilisé par les trusts.

§ 2.— La concentration industrielle et commerciale résultant de l'union ou de l'alliance de sociétés anonymes est un

fait si universellement connu qu'il est devenu banal de le constater. (1)

Cette concentration se justifie par une série d'avantages que nous allons examiner.

1° Dans une grande exploitation, il est possible de pousser au maximum la taylorisation et la division du travail, aussi bien pour l'homme que pour la machine. Chaque ouvrier peut se spécialiser à l'extrême, fournissant ainsi un rendement supérieur parce qu'il connaît à fond le travail qu'il exécute et qu'il accomplit les gestes habituels avec une vitesse et une précision extrêmes. La spécialisation des machines de travail offre des avantages identiques.

2° La puissance financière de la grande entreprise lui permet d'avoir un personnel d'élite et un outillage de premier ordre. Elle peut s'attacher les directeurs et les techniciens les plus capables. Elle peut aussi acheter les machines les plus modernes, faire des essais même les plus coûteux, mettre au point des procédés nouveaux et améliorer sans cesse la capacité de production et le rendement.

3° Les frais généraux ne s'accroissent pas proportionnellement au volume des affaires traitées et ils diminuent, relativement, à mesure qu'une entreprise prend de l'extension. (Il en est ainsi par exemple des frais de chauffage, d'éclairage, d'assurances.)

4° En raison de l'importance de ses affaires, la grande entreprise est en état d'obtenir de ses fournisseurs des conditions d'achat exceptionnellement favorables. Elle peut aussi se passer d'intermédiaires et forcer des débouchés,

(1) BOURGUIN, *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, 3^e édition, Paris 1907, p. 134 et s.

car elle peut se permettre de vendre à des prix moins élevés que ses concurrents, se contentant d'un bénéfice moindre sur chaque transaction, mais augmentant ainsi le chiffre des affaires. (1)

Notons encore que la concentration peut être accompagnée ou non d'intégration. L'intégration suppose une diversité d'objets concourant à une même fin économique. Par exemple, une même entreprise peut extraire le charbon et le fer de ses mines, fabriquer le coke, la fonte et l'acier, traiter elle-même les sous-produits. (2)

L'intégration supprime l'antagonisme qui existe souvent entre le producteur de matières premières et le producteur d'objets déjà transformés ou manufacturés. En outre, la diversité des productions permet d'atteindre une clientèle plus étendue et d'atténuer les risques commerciaux par leur diversité même.

Tels sont les éléments les plus généraux de la supériorité de la grande entreprise. Seule la forme sociale permet d'y atteindre.

(1) Henri TRUCHY, *Cours d'économie politique*, Paris 1923, T. I., p. 160 et s.

(2) VIGNE: « Le Bassin de Briey et la politique de ses entreprises sidérurgiques ou minières », *Revue d'économie politique*: 1912, p. 669 et s.; 1913, p. 1, 304, 578, 681 et s.

CHAPITRE IV

Facilités de transmission entre vifs

SECTION I.—Facilités de transmission des parts et actions.

SECTION II.—Economies réalisées sur la transmission des parts et actions.

§ 1. MODICITÉ DES DROITS DE TRANSMISSION.

§ 2. AISANCE APPORTÉE A LA CIRCULATION DES BIENS. FUSIONS
ET ALLIANCES DE SOCIÉTÉS.

§ 3. RESTRICTIONS APPORTÉES PAR LA LOI DU 30 NOVEMBRE 1928.

§ 4. AVANTAGES SUCCESSORAUX.

§ 5. COMMODITÉ EN CAS DE PARTAGE.

La nature du droit de l'associé devrait varier avec la composition de l'actif social. Elle devrait être mobilière, immobilière ou mixte selon que la société possède seulement des meubles, seulement des immeubles ou encore des biens des

deux sortes (1). Or, l'article 529 c. civ. déclare meubles « les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie, encore que des immeubles dépendant de ces entreprises appartiennent aux compagnies ».

Cette solution découle directement de la notion de personnalité juridique (2). La propriété du fonds social appartient à la société être moral et non point aux associés personnellement; ceux-ci n'ont qu'un droit aux bénéfices nécessairement mobilier. Ils ont encore un droit éventuel au capital qui ne pourra s'exercer qu'après la dissolution de la société. Jusqu'à la dissolution, ce droit sera mobilier: la perte de ce caractère obligatoire coïncidera avec la disparition de l'être moral. (3)

(1) PLANIOL, *Traité élémentaire du droit civil*, Paris, 1925, T. I, n° 2258.

(2) Une autre théorie essaie de justifier le caractère mobilier des parts et actions par l'affectation spéciale du patrimoine social. Elle distingue deux sortes de patrimoine chez les associés: le patrimoine personnel et la part du patrimoine social. Cette dernière serait affectée à une destination exclusive qui la soustrait au gage commun des créanciers. Cette théorie ingénieuse explique cependant assez mal le caractère mobilier du droit de l'associé, lorsque la société est possesseur d'immeubles.

SALEILLES, *Histoire des sociétés en commandite* (*Annales de droit commercial*, 1897 et 1898, spécialement n°s 49 à 63).

MONGIN, *Etude sur la situation juridique des sociétés dénuées de personnalité* (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1890, p. 697).

(3) On s'est demandé si le droit de l'associé, de nature complexe, est personnel ou réel. On l'analyse généralement comme un droit de créance purement personnel. Il en résulte que la cession de ce droit, s'il n'est pas représenté par un titre transmissible suivant les formes commerciales, sera soumise aux formalités prévues par l'art. 1690 c. civ. (signification à la société ou acceptation par elle dans un acte authentique). La constitution en gage de ce droit sera soumise aux mêmes formalités (art. 2075 c. civ. et 91 c. com.).

HOUPIN, p. 71, note 2.

ARTHUYS, N° 122.

J. S. 1898, 44, Cass., 23 févr. 1891 (S. 91, T. 73).

Le caractère mobilier des parts et actions emporte pour les associés les avantages suivants :

1° La transmission des parts et actions est plus facile que celle des biens dont elles ont la représentation.

2° Elle est plus économique.

Nous allons les examiner successivement.

SECTION I

Facilités de transmission des parts et actions.

La cession à titre onéreux de tout ou partie des droits d'un associé est une opération juridique particulièrement simple à réaliser. (1)

S'il s'agit de titres transmissibles par la seule voie civile, un acte écrit de cession est rédigé, puis enregistré et signifié à la société. La signification peut être remplacée par l'acceptation de la société dans un acte authentique (art. 1690 c. civ. — Cf. *supra*, p. 46, en note).

La cession des titres nominatifs s'opère par une déclaration de transfert signée du cédant et généralement du cessionnaire, inscrite sur les registres de la société (art. 36, c. com.) ; celle des titres à ordre (2), par endos ; celle enfin des titres au porteur par la simple tradition (art. 35 c. com.).

Il n'y a pas de formalités à accomplir : pas de transcription au bureau des hypothèques, ni publications d'aucune

(1) Nous admettons, bien entendu, que le consentement des co-associés pouvant être imposé par la loi (pour certaines formes sociales) ou par les statuts (s'il y a lieu), a été obtenu.

(2) Forme extrêmement usitée en Amérique du Nord, mais assez rare en France.

sorte même si la société est possesseur d'immeubles ou fonds de commerce.

En outre, la capacité d'aliéner les meubles suffit pour la transmission des parts sociales. Une femme séparée de biens pourra aliéner sans l'autorisation de son mari ses droits dans une société même si celle-ci possède des immeubles. De même les actions et parts sociales appartenant à un mineur peuvent être vendues par le tuteur conformément à la loi du 27 février 1880, modifiée par la loi du 9 juillet 1931. Cette aliénation devra seulement être autorisée par le conseil de famille du mineur si la valeur des titres à vendre est inférieure ou égale à sept mille cinq cents francs et la délibération du conseil de famille sera soumise à l'homologation du tribunal si cette valeur est supérieure à ladite somme de sept mille cinq cents francs. Aucune condition n'est imposée quant au mode de l'aliénation : si les valeurs sont négociables en Bourse, l'aliénation sera opérée par le ministère d'un agent de change ; en cas contraire le conseil de famille déterminera la forme dans laquelle l'aliénation devra avoir lieu.

SECTION II

Economies réalisées sur la transmission des parts et actions.

§ 1. — La transmission à titre onéreux des parts et actions est soumise à des droits spéciaux : quelle que soit la nature de l'actif de la société, il n'est perçu aucun droit d'enregistrement de mutation. La modicité du tarif particulier applicable aux cessions de parts sociales

favorise leur circulation : nous étudierons au présent chapitre cet avantage d'ordre fiscal parce qu'il s'ajoute au précédent et le complète.

Les droits applicables aux cessions de titres ont assez fréquemment varié. Le système de perception et le taux de ces droits sont actuellement les suivants :

Si le titre n'est pas négociable suivant les formes commerciales, l'acte de cession civile doit être présenté à l'enregistrement et donne ouverture à un droit de 0.90 p. 100, en principal, soit 1.08 p. 100, décimes compris (Loi du 22 frimaire an VII, art. 22, et lois du 29 juin 1918 et du 28 décembre 1922). Si ultérieurement un transfert d'ordre vient à être opéré sur les registres de la société (au cas par exemple où une action d'apport a été cédée suivant les voies civiles pendant la période où elle n'est pas négociable), il ne donne lieu à aucun droit nouveau.

Le transfert des titres nominatifs est soumis à un droit de 0.64 p. 100 (Loi du 29 décembre 1929, art. 16).

Enfin l'endos d'un titre à ordre ou la tradition d'un titre au porteur ne donnent lieu à aucune perception. Sur ces titres l'impôt de transmission est remplacé par une taxe annuelle et obligatoire qui est payée directement à l'enregistrement par la société et récupérée par elle sur les associés lors de la distribution du dividende. Cette taxe forfaitaire est égale à 0.40 p. 100 du capital des actions évalué par leur cours moyen pendant l'année précédente, et à défaut de cours conformément aux règles établies par les lois sur l'enregistrement (décret de codification du 28 décembre 1926, art. 30. Loi du 29 décembre 1929, art. 16).

Quelle que soit la forme des titres, les droits perçus sur leur transmission sont donc extrêmement modiques si on

les compare aux droits de mutations sur les immeubles (12 p. 100) ou sur les fonds de commerce (8 p. 100), sans même tenir compte de la taxe de 3 p. 100 sur les premières mutations. Lorsqu'une entreprise est mise en société, un associé peut céder tout ou partie de ses droits soit à un co-associé, soit à un tiers sans subir un impôt dont le taux est souvent prohibitif. Il suffit pour cela que toutes les parts et actions ne se trouvent jamais réunies dans les mêmes mains (ce qui entraînerait automatiquement la dissolution et donnerait ouverture aux droits de mutation) et que le nombre d'associés ne demeure pas inférieur au minimum fixé par la loi; conditions faciles à remplir si on y prend garde.

§ 2. — Immeubles ou fonds de commerce sont apportés une fois pour toute à une société. Lors de la constitution un droit d'enregistrement de 3 p. 100 est acquitté sur le montant du capital social; le droits de transcription (2.40 p. 100 avec les décimes) est en outre perçu sur les apports immobiliers ainsi que la taxe hypothécaire. Ces frais une fois payés, les parts et actions qui sont cependant la représentation du capital social circulent au tarif mobilier réduit que nous avons indiqué. En particulier, le régime des titres au porteur qui peuvent librement changer de mains permet de fréquentes et nombreuses transactions. La Bourse, baromètre de l'activité commerciale, lui doit une grande part de son développement.

Cet avantage fiscal est absolument général et profite à toutes les sociétés, quelle que soit leur importance. Il est apparent surtout pour les affaires dont le capital est considérable. Il arrive souvent qu'un groupe financier cède à un

autre groupe le contrôle d'une société importante; l'exigibilité de droits au tarif immobilier ou seulement au taux de 8 p. 100 (fonds de commerce) rendrait impossible une cession de ce genre et paralyserait toute opération de grande envergure.

La législation fiscale particulière aux titres permet aux sociétés bien dirigées une ascension plus rapide : elles peuvent acquérir la majorité des actions des entreprises similaires ou connexes sans avoir à déboursier les lourds droits de mutation. Par la suite peut être réalisée la fusion des différentes sociétés dont les intérêts ont été ainsi groupés. L'art. 8 de la loi du 19 mars 1928 avait institué pour une durée de trois ans un tarif très réduit pour l'enregistrement des fusions de sociétés. Cette disposition législative destinée à favoriser l'expansion du commerce et de l'industrie a été prorogée et complétée par l'art 7 de la loi du 16 février 1932.

Sans fusionner nécessairement, les sociétés peuvent contracter des alliances. Deux sociétés ayant le même objet peuvent avoir intérêt à ne pas se concurrencer sur certains marchés, ou à effectuer ensemble des achats pour obtenir des prix moins élevés ou encore à organiser des services communs pour réduire les frais généraux. Il est procédé en ce cas entre les dirigeants des sociétés ou entre les sociétés elles-mêmes à un échange d'actions si bien que chacune d'elles devient directement intéressée à la prospérité de l'autre. De telles alliances sont également fréquentes entre sociétés dont les objets sont connexes : industries d'extraction et de transformation par exemple.

§ 3. — Les avantages de la législation fiscale sur la circulation des titres sont si grands qu'ils ont donné naissance

à des abus et qu'en certains cas le Trésor s'est trouvé lésé. La loi du 30 novembre 1928 (art. 24) y a apporté des restrictions. Les cessions d'actions d'apport effectuées pendant la période de non négociabilité sont considérées au point de vue fiscal comme ayant pour objet les biens en nature représentés par les titres cédés. Cette disposition est applicable aux cessions de parts d'intérêts, dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions, quand ces cessions interviennent dans les deux ans de la constitution définitive de la société.

Ainsi pendant une période de deux années, les acquéreurs d'actions ou parts représentant un immeuble ou un fonds de commerce apporté en nature, devront payer les droits de mutation à 12 p. 100 ou à 8 p. 100 (et la taxe de première mutation, s'il y a lieu).

Cette loi récente, dont M. Charles Dumont a donné les motifs dans son rapport au Sénat, a eu pour objet de réprimer la fraude consistant à dissimuler une vente sous l'aspect d'un apport en société. « Pour échapper, dit-il, au paiement des droits de vente d'immeubles ou de fonds de commerce, les parties cherchent parfois à dissimuler la vente sous la forme d'un apport en société des biens à vendre, suivi de la cession d'actions au profit de l'acquéreur. »

« S'il s'agit par exemple, d'un immeuble, la vente donne ouverture au droit d'enregistrement de 15 p. 100 et la taxe de première mutation de 7 p. 100, soit 22 p. 100 (1) ; la combinaison de l'apport en société ne rend exigible par contre, que le droit d'apport à 3 p. 100, le droit de transcription à

(1) Tarif en vigueur en décembre 1928.

2.40 p. 100 et le droit de cession des actions à 0.75 p. 100 (1), soit au total 6.15 p. 100; et le Trésor se trouve ainsi frustré de 15.85 p. 100. »

« Les actions d'apport peuvent ensuite faire l'objet de plusieurs cessions successives, soumises uniquement au droit de 0.75 p. 100, de telle sorte que les biens apportés peuvent être revendus plusieurs fois sans acquitter le droit de vente. »

On peut s'étonner que le législateur ait tant tardé à réprimer ce genre de fraude. Cela tient à ce que celle-ci ne s'est généralisée qu'assez récemment. Les années qui précédèrent la loi de 1928 virent, en effet les impôts sur les mutations augmenter dans d'énormes proportions en même temps qu'était créé le type nouveau des sociétés à responsabilité limitée : la dissimulation se trouva dès lors plus tentante, plus facile aussi.

Avant 1925, les fraudeurs devaient choisir entre une forme sociale engageant *ad infinitum* leur responsabilité personnelle et la forme anonyme. Celle-là présentait de trop graves dangers, celle-ci était trop compliquée pour des opérations à dénouement rapide. La forme à responsabilité limitée convint à merveille et telle fut aussitôt la facilité d'éluder l'impôt qu'une loi dut mettre un terme à ce mode d'évasion fiscale.

A la vérité, la loi du 13 juillet 1925 (art. 44) donnait également déjà à l'administration le droit de rétablir le véritable caractère des contrats et de réclamer outre les droits simples afférents aux conventions réelles des parties un double droit en sus. En fait la preuve de la dissimula-

(1) Tarif en vigueur en décembre 1928.

tion était difficile à administrer ; le trésor se trouvait souvent désarmé.

On ne saurait critiquer la loi de 1928 en observant qu'elle a établi une présomption pour un délai de deux ans seulement, et que passé ce délai la fraude reste possible. En réalité ce délai est amplement suffisant ; les fraudeurs sont gens pressés et un vendeur se refusera le plus souvent à attendre deux ans pour encaisser un prix de vente.

§ 4. — Le caractère mobilier des parts et actions est encore un avantage au point de vue des droits successoraux. Lorsque des immeubles ou fonds de commerce dépendent d'une succession, les ayants-droits sont tenus d'en faire une estimation sur laquelle est assise la perception de l'impôt. L'administration a un délai de deux ans (six mois seulement pour les fonds de commerce) à compter de la déclaration de succession pour contester les estimations qui y sont contenues. Si l'insuffisance reconnue est supérieure à un huitième, elle donnera ouverture outre les droits et les frais d'instance, à une amende énorme (égale au double-droit) : le contribuable devra verser ainsi au fisc plus de trois fois ce qu'il aurait dû payer normalement.

Or, le déclarant est tenu de faire lui-même l'estimation. Il ne peut pas demander l'avis de l'administration. Une évaluation immobilière à un huitième près est toujours contestable, si bien que la menace d'une lourde amende pèsera sur le déclarant malgré sa sincérité et sa bonne foi. (1)

(1) Cf. A. JAVAL, *Mes luttes avec Monsieur Lebureau* (Flammarion, éd., Paris 1930, p. 96 à 104).

Sur ce sujet, M. JAVAL a écrit quelques pages humoristiques reflé-

Si au lieu d'immeubles ou fonds de commerce la succession comprend des valeurs mobilières, l'inconvénient n'existe plus:

Les valeurs cotées à la Bourse sont déclarées au cours inscrit le jour du décès du *de cujus*; aucune contestation n'est possible en ce cas.

Les valeurs non cotées sont évaluées par l'héritier ou ayant-droit. L'enregistrement peut, il est vrai, critiquer cette évaluation, mais la vérification lui est beaucoup plus difficile. Et surtout, si un forçement est relevé, il ne donne ouverture qu'au droit simple, sans amende autre que les intérêts de retard.

tant assez bien l'état d'esprit du contribuable en présence du sphinx fiscal. Nous ne résistons pas à la tentation de citer le savoureux extrait qui suit:

« Lorsqu'un immeuble est transmis par héritage, vente ou donation, il faut l'évaluer: c'est une affaire que l'on fait avec le fisc et il serait logique de s'entendre. Mais le fisc vous dit: « En vertu de l'article premier de la loi du 27 mai 1918, c'est à vous seul qu'incombe le soin de déterminer la valeur vénale de votre immeuble par voie de déclaration estimative. Je suis là pour vous surveiller et non pas pour vous conseiller. Faites l'acte définitif et enregistrez-le. Puis, quand vous serez bien pris dans l'engrenage et que vous ne pourrez plus reculer, j'arriverai avec ma matraque et si votre évaluation ne me convient pas, je vous assénerai sur le crâne un de ces coups dont vous ne pourrez pas vous relever. Si, entre votre appréciation et la mienne, il y a plus d'un huitième d'écart, je vous mettrai à l'amende. Mon système est de vous attendre au coin des bois. Je vous donne six mois pour faire votre déclaration; mais je me donne deux ans pour la contrôler et je ne vous préviendrai, selon mon habitude, que dans les derniers jours du délai, de façon que vous n'ayez plus le temps de réfléchir, ni de consulter, ni de négocier. »

« Comme personne ne peut évaluer un immeuble, ni même un meuble à un huitième près, le fisc a pris pour règle de contester à peu près toutes les déclarations par le procédé de l'intimidation.

« Quand vous avez donné votre chiffre, il ne répond pas par le sien, mais par une invitation à modifier le vôtre; il vous suggère de faire des enchères sur vous-même sans vous dire où il en veut

Ainsi la constitution d'une société évitera des difficultés fiscales lors de l'ouverture d'une succession.

§ 5. — Ajoutons enfin que les droits sociaux sont généralement divisés en parts ou actions d'assez faible valeur: cinq cents francs ou mille francs par exemple. Cette division permet de fractionner commodément les droits dans une affaire qui peut être indivisible par nature. Il en résulte souvent une plus grande facilité dans les règlements de famille: en cas de partage il sera possible d'attribuer en nature à chacune des parties le montant de ses droits, ce qui est conforme à l'esprit du Code civil.

Si l'actif à partager comprend un fonds de commerce

venir, et en laissant planer sur vous la perspective de l'amende et du procès, mais il n'aime opérer que dans l'ombre et plaide rarement, parce que, lorsqu'il perd, il est dans une situation ridicule.

.. .. .

« Le fisc vous tient par la terreur des frais qui sont formidables, même si l'on ne va que jusqu'à l'expertise. D'après les lois, d'ailleurs contradictoires des 22 mars 1924 et 13 juillet 1925, si l'estimation dépasse d'un huitième la vôtre, ne serait-ce que d'un franc, vous supportez tous les frais, plus le double droit sur l'excédent, plus six pour cent d'intérêts pendant les deux ans que l'administration a mis pour vous répondre.

« La prétention du fisc de faire évaluer des immeubles à un huitième près est une preuve évidente qu'il veut se réserver, en toutes circonstances, le droit à la chicane, sans s'empêtrer dans les questions de bonne foi.

.. .. .

« Les gros propriétaires immobiliers ont pris l'habitude, pour atténuer les risques de difficultés fiscales, de mettre leurs immeubles en société. Ainsi, on transmet des actions et non plus des bâtiments, et l'estimation d'un titre donne lieu à moins de surprises.

« Ces mises en société de biens qui, en réalité, n'appartiennent qu'à un propriétaire, sont un exemple entre mille de la domination exercée sur nous par la législation fiscale qui nous conduit à faire tous les jours et à toutes les minutes de notre existence, des choses que l'on n'aurait jamais imaginées sans cela. »

ou un immeuble non partageable en nature, il faudra les attribuer à un seul ayant-droit, à charge par celui-ci de payer une soulte à ses co-partageants. Or, les droits d'enregistrement applicables au partage ne sont pas très élevés (0.60 p. 100 sur la masse), mais le partage avec soulte est assimilé à une vente et les droits de vente sont perçus sur le montant de la soulte. Ces droits seront de 12 p. 100 ou 8 p. 100 selon que la soulte devra s'imputer sur un immeuble ou un fonds de commerce. D'autre part une cession de droits successifs n'est pas toujours réalisable; et elle donne ouverture aux mêmes droits.

Si, au contraire, l'immeuble ou le fonds ont été apportés en société préalablement à l'évènement donnant naissance à une indivision (ouverture de succession, dissolution de communauté) on pourra soit attribuer à chacune des parties des parts ou actions en quantité égale au montant de ses droits, soit encore attribuer à l'une d'elle un plus grand nombre de parts ou actions à la charge de payer une soulte. Mais en ce dernier cas, la soulte sera imputée sur des valeurs mobilières et les droits seront calculés au taux réduit qui leur est spécial.

En pratique on cherche autant que possible dans un partage, à composer les lots de manière à éviter le paiement de droits de soulte au tarif élevé. Si une société a été constituée en temps opportun, cet écueil fiscal est beaucoup plus facile à éviter.

CHAPITRE V

Influence favorable à la natalité par la facilité des partages successoraux

§ 1. LE PROBLÈME DÉMOGRAPHIQUE ET LE RÉGIME SUCCESSORAL
DU CODE CIVIL.

§ 2. EFFETS QUI POURRAIENT ÊTRE OBTENUS PAR L'APPORT DES
PROPRIÉTÉS RURALES A UNE SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ
LIMITÉE.

§ 1. — La mise en société d'une exploitation commerciale, industrielle ou agricole, comporte des avantages réels pour les individus qui se sont associés. L'Etat lui-même semble avoir intérêt, du moins dans une certaine mesure à la généralisation de la forme sociale, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une exploitation agricole.

De nombreux pays souffrent d'une crise de leur natalité. Cette crise est aiguë en France; elle dure depuis longtemps déjà; elle est une lourde menace pour l'avenir. Le problème de la dépopulation est complexe, ses causes sont nom-

breuses et variées. Tous ceux qui les ont recherchées et approfondies s'accordent pour reconnaître que l'une des plus actives, sinon la principale, est le régime successoral institué par notre Code civil. (1)

Notre législation impose le partage égal d'un héritage entre tous les enfants et ce partage doit avoir lieu en nature (art. 832 C. civ., cf. *infra*, p. 131). Pour éviter le démembrement de leurs biens, un grand nombre de petits propriétaires restreignent volontairement leur descendance. Il nous est apparu que le morcellement des propriétés pouvait toujours être évité par la constitution d'une société. Cet avantage capital des sociétés est, croyons-nous, trop méconnu surtout dans les milieux ruraux. Il permet dans tous les cas de conserver pour une longue durée à un domaine sa valeur et son unité. La diffusion de cette vérité serait souhaitable et peut-être pourrait-elle atténuer, si peu que ce soit, l'influence néfaste des lois successorales sur notre situation démographique.

La stabilité et la fécondité des familles dépendent en grande partie des principes qui gouvernent la dévolution des successions et la puissance et la prospérité d'un Etat sont liées directement à la force et à l'unité de la famille. « Il est impossible, écrivait Jean Bodin, au XVI^e siècle, que la République vaille rien, si les familles, qui sont les piliers d'icelle, sont mal fondées. »

La famille reste attachée au sol et prolifique dans les

(1) LE PLAY, *La réforme sociale en France déduite de l'observation comparée des peuples européens*. Ed. 1878, T. I.

Dans cet ouvrage, tout le livre deuxième est consacré à la propriété. LE PLAY y a fait une étude célèbre et extrêmement complète des inconvénients résultant de notre régime successoral.

pays de liberté testamentaire. Elle ne craint pas que la terre lui échappe. « Le domaine indivisible, symbole et asile des traditions et des vertus domestiques représente la famille immuable, celle d'hier, d'aujourd'hui, de demain; il demeure le centre commun de tous ses membres » (1). Ce domaine est le plus souvent attribué à l'aîné des enfants; les cadets essaient, mais en quelque lieu qu'ils aillent se fixer, ils savent que la terre natale demeure intacte aux mains de l'un d'eux, représentant le père de famille défunt.

Au contraire, le système du partage égal et obligatoire des héritages incite les parents à restreindre leur descendance. A chaque génération il faut vendre le domaine patrimonial; il faut diviser le sol en parcelles qui devront elle-mêmes être subdivisées au décès des héritiers. Ainsi s'effritent les propriétés familiales qui perdent par surcroît une partie de leur valeur, du fait même de leur désagrégation (2). La quotité disponible réservée au père de famille est trop faible pour compenser efficacement les effets du partage forcé. Le paysan français est passionnément attaché à la terre. Il a décidé de n'avoir qu'un ou deux enfants mais que sa terre lui survivrait.

Le grand historien Michelet, au début de son « Histoire de France » a jugé le régime du partage égal qui était propre aux Celtes: « Cette loi de succession égale (des Celtes), impose à chaque génération une nécessité de partage et change à chaque instant l'aspect de la propriété. Lorsque le possesseur commençait à bâtir, cultiver, amélio-

(1) Fernand AUBURTIN, *Une législation qui tue: Le régime successoral du code civil*, Paris, 1922. (Publié par l'Alliance Nationale pour l'accroissement de la population française.)

(2) Dr CHAUVEAU, *Le remembrement de la propriété rurale*, cf. *infra*, p. 131, en note.

rer, la mort l'emporte, divise, bouleverse et c'est à recommencer... Le partage est aussi l'occasion d'une infinité de haines et de disputes. Ainsi cette loi de succession égale... était une cause continuelle de troubles, un obstacle au progrès, une révolution éternelle... Tandis que les familles germaniques s'immobilisaient, que les biens s'y perpétuaient, que les agrégations se formaient par les héritages, les familles celtiques s'en allaient, se divisant, se subdivisant, s'affaiblissant. Cette faiblesse tenait principalement à l'égalité des partages. Cette loi... a fait la ruine des races ». (1)

Les observations de Michelet, quant à nos lointains ancêtres, sont aussi vraies de nos jours. Notre régime successoral ravage nos campagnes et dépeuple notre pays. Balzac, très clairvoyant, en observait les effets dès son époque. « Le Titre des Successions du Code civil, disait-il, qui ordonne le partage des biens est le pilon dont le jeu perpétuel émiette le territoire, individualise les fortunes en leur ôtant une stabilité nécessaire et qui, décomposant sans recomposer jamais, finira par tuer la France. »

§ 2. — Ce redoutable partage qu'impose notre législation est-il réellement inéluctable? La loi du 12 juillet 1909 a prévu la constitution d'un bien de famille insaisissable; mais elle s'est avérée assez peu efficace. Son champ d'application est restreint et ses dispositions sont rarement invoquées en pratique. De même en est-il de la loi du 30 novembre 1894 (modifiée par la loi du 12 avril 1906) sur les habitations à bon marché.

(1) MICHELET, *Histoire de France*, I, p. 149.

Il reste cependant un procédé, auquel on n'a pas recours assez souvent: la mise en société du patrimoine familial.

Si un propriétaire foncier a plusieurs enfants et qu'il veuille maintenir intangible, même après son décès, l'unité de tout ou partie de ses domaines, il a la ressource de constituer une société et d'y apporter tels de ses biens qu'il juge utile. La forme à responsabilité limitée convient admirablement pour le but qu'il poursuit; nous ajouterons même que c'est la seule qui soit pleinement satisfaisante en ce cas; antérieurement à la loi du 7 mars 1925, nous n'aurions envisagé qu'à titre d'exception la solution que nous préconisons. (1)

Comme associés, le père de famille prendra ses enfants, s'ils sont majeurs, ou bien les parents ou amis qu'il aura choisis: ces parents ou amis seront possesseurs de quelques parts seulement et la quasi-totalité du capital restera aux mains du chef.

Le fondateur de la société conservera la gérance de son vivant et il indiquera dans les statuts celui de ses enfants qui sera appelé à lui succéder: son fils aîné, par exemple. C'est celui-ci qui, au décès de son auteur, assumera seul la direction de l'entreprise. Ses frères et sœurs posséderont chacun des parts sociales qui leur donneront droit à une portion des bénéfices, mais sans qu'ils puissent s'immiscer dans l'administration. Pour renforcer l'autorité de son

(1) Avant 1925, on aurait pu hésiter entre la forme civile et la forme anonyme: aucune d'elles n'est satisfaisante. La forme civile, un peu désuète, entraîne la responsabilité des associés *ad infinitum* pour leur part virile, et le capital social ne peut être commodément fractionné en parts d'égale valeur. La forme anonyme exige des rouages trop complexes; et elle est, en outre, plus lourdement imposée.

futur successeur, le père de famille pourra, s'il le veut, lui vendre un certain nombre de parts ou encore les lui donner ou léguer dans les limites de la quotité disponible.

La rédaction des statuts d'une société à responsabilité limitée est d'ailleurs extrêmement souple; elle peut prévoir les hypothèses les plus diverses et s'adapter exactement à chaque cas particulier.

Le père de famille fondateur de la société peut décéder laissant tous ses enfants mineurs. Il peut être statutairement décidé, par exemple, qu'en ce cas, une tierce personne, même non associée et encore une autre à son défaut prendront la gérance de la société en attendant que celui des enfants désigné puisse à son tour être gérant après avoir été émancipé. Ainsi se trouvera assurée la transition entre le père et son successeur.

Les statuts pourraient encore prévoir dans des conditions analogues le remplacement d'un fils aîné décédé; ils pourraient même autoriser la co-gérance de deux frères sans nuire au but poursuivi.

Il serait oiseux, au surplus, d'énumérer d'autres hypothèses. Toujours on pourra rédiger les statuts de telle sorte que la gérance de la société soit fermement assurée entre les mains d'un chef pour un temps assez long.

Par le moyen indirect de la constitution d'une société, le résultat recherché sera obtenu, à savoir le maintien de l'unité patrimoniale. Le partage en nature deviendra impossible; l'administration du domaine familial appartiendra à un seul: ainsi seront évités les écueils de l'indivision (cf. *infra*, p. 115 et s.).

Et même il n'y aura aucune inégalité flagrante susceptible de blesser les sentiments de justice du père de famille

français (1). Chacun des enfants sera rempli du montant de ses droits au moyen de l'attribution d'un nombre déterminé de parts sociales aux lieu et place d'immeubles et exploitations à diviser.

Certes, le système peut être critiqué.

En premier lieu, la mise en société ne peut guère être envisagée que si le domaine est suffisamment important. En outre, elle entraînera certains frais (cf. *infra*, p. 143 et s.) dont l'avance immédiate sera gênante. Cependant, ces frais une fois payés, les impôts cédulaires à la charge de la société ne seront pas alourdis: malgré sa forme commerciale, la société demeurera imposée à la cédule des bénéfices agricoles pourvu que son objet reste purement civil. Et nous faisons abstraction ici de tous les avantages inhérents à la forme sociale et qui compensent largement les frais de constitution.

On peut objecter aussi que la durée d'une société est nécessairement limitée et que, malgré le subterfuge que nous avons indiqué, le père de famille ne pourra jamais assurer la pérennité absolue du patrimoine familial. Cela est vrai, mais il faut bien convenir que toutes les entre-

(1) La liberté testamentaire est la base de la législation successorale des peuples anglo-saxons. Ils ne sont nullement choqués des avantages qui sont accordés par le père de famille au profit d'un de ses enfants et au détriment des autres. La libre disposition de ses biens par un propriétaire leur paraît chose équitable et conforme à l'intérêt général. Et nous ne saurions, sans outrecuidance, dénier à ces peuples le sens du juste et de l'injuste.

Au contraire, le régime déjà ancien du code civil a profondément influé sur l'idée que le citoyen français se fait de son devoir successoral. La notion d'égalité a été érigée en dogme intangible et en France le père de famille hésite même à faire jouer la quotité disponible pour avantager l'un de ses enfants. Ce faisant, il craint de heurter l'opinion, en même temps qu'il croit manquer à l'équité.

prises humaines sont essentiellement précaires. Et il n'est pas indifférent de pouvoir organiser l'avenir d'une famille pour une ou deux générations.

Nous ne nous exagérons pas la portée de nos observations; nous n'avons point trouvé là un remède à la dénatalité capable de relever la situation démographique en France. Il faudrait une refonte radicale de notre régime successoral. Le moyen détourné que nous proposons n'est qu'un faible palliatif; il était intéressant pourtant de le signaler.

Nous sommes persuadé qu'en certains cas il pourrait donner au père de famille une confiance et une sécurité plus grandes et l'inciter par là même à ne point restreindre volontairement sa descendance.

CHAPITRE VI

Pérennité de la société

La société, être moral, naît et meurt comme une personne physique, mais elle obéit à des lois qui lui sont particulières. Sa vie n'est pas nécessairement liée à la vie des associés: en certains cas, elle en sera même totalement indépendante, indépendante même de leur volonté. Là, bien souvent, résidera un avantage réel.

Une société naît par la volonté de ses fondateurs, sa validité étant subordonnée à diverses conditions de forme et de fond.

Sa naissance est entourée de certaines formalités impératives. Lorsqu'un individu vient au monde, son nom doit être inscrit sur les registres de l'état-civil. De même, la constitution d'une société doit être régulièrement publiée pour que le milieu des affaires soit averti de l'existence d'une personne nouvelle susceptible de contracter.

Une fois créée, la société vit, et elle ne peut être dissoute que dans des cas bien déterminés. Les fondateurs ont créé un être qui s'est détaché d'eux-mêmes et qui pourra leur survivre pour le temps qu'ils ont fixé (1). Ils savent que cet

(1) En principe, le pacte social prévoit la durée du contrat, durée qui peut aller jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf années. Mais les statuts

être continuera l'œuvre qu'ils ont commencée et qu'il sera plus tard un lien puissant entre leurs descendants. C'est un facteur de sécurité pour l'avenir.

A l'expiration de la durée fixée par le pacte social, la société se trouve dissoute de plein droit (1). Ce terme a été prévu, voulu par les fondateurs. Nul ne peut en être surpris, ni s'y opposer. C'est la mort naturelle de la société.

Cette solution n'est pourtant pas inéluctable. Souvent les associés désireront le maintien d'une situation qu'ils jugent favorable, et s'ils sont d'accord ils peuvent proroger la société (2). Un tel accord doit être unanime s'il s'agit d'une

peuvent être muets sur ce point et en ce cas la durée est illimitée. (Il serait plus rationnel de dire: durée indéterminée.)

Il est dangereux de ne pas fixer à l'avance la durée d'une société (*infra*, p. 71 et s.); et même dans certains cas une longue durée déterminée peut être assimilée à une durée illimitée et présenter les mêmes inconvénients (*infra*, p. 73, en note).

Rien ne s'oppose à ce que la durée prévue soit fractionnée en périodes, comme le sont un grand nombre de baux. Une société pourrait être constituée, par exemple, pour dix, vingt, trente, quarante, cinquante ou soixante années. A l'expiration de chaque période, l'un des associés peut demander la dissolution. Si cette éventualité ne se produit pas, la société continue d'exister pour une nouvelle période de dix ans.

Cette solution peut rendre des services. Elle exclut d'une part tous les frais de prorogation à la fin de chaque période et d'autre part l'écueil inhérent aux durées illimitées paraît bien être évité.

(1) Les biens sociaux sont liquidés: le passif est réglé et le surplus de l'actif est réparti entre les associés.

(2) On s'est demandé si la prorogation équivalait à la constitution d'une société nouvelle. Si la prorogation est décidée avant l'expiration du terme fixé pour la dissolution, on peut penser, semble-t-il, que la même société continue. Une vie nouvelle lui a été infusée. En cas contraire, il y aurait naissance d'une personne morale différente de la première. La seule expiration du terme emporte en effet dissolution, et l'on ne saurait faire revivre un être qui a cessé d'exister.

Cf. HOUPIN, n° 206.

TROPLONG, n° 915.

PONT, *Commentaire-traité des sociétés civiles et commerciales*, 2 vol. (1872-1880), n° 686.

société civile ou d'une société de personnes; s'il s'agit d'une société par actions, il suffira d'un vote favorable d'une assemblée générale extraordinaire.

La société peut aussi se trouver dissoute avant l'expiration du terme fixé. Les fondateurs ont créé une œuvre qui devait, dans leur esprit, durer pendant un temps déterminé: cette œuvre peut se trouver brusquement en péril.

Diverses causes peuvent entraîner la dissolution anticipée; ce sont les cas de mort accidentelle de la société. Souvent ils n'ont été ni prévus, ni voulus lors de la constitution et il nous faut les examiner successivement; il est intéressant de voir dans quelle mesure ils diminuent la sécurité que procurerait l'immutabilité absolue de la durée fixée par le pacte social.

Nous laisserons de côté certains d'entre eux, inéluctables: l'extinction de la chose, c'est-à-dire la disparition totale des biens servant à l'exploitation, et la consommation de la négociation, c'est-à-dire l'achèvement complet des opérations en vue desquelles la société a été constituée (1) (art. 1865, c. civ., § 2). L'entreprise cesse nécessairement; elle cesserait de la même façon si l'affaire était aux mains d'un individu isolé; la dissolution va de soi, faute d'objet.

L'article 37 de la loi du 24 juillet 1867, spécial aux sociétés anonymes, prévoit un cas se rapprochant des précédents: « En cas de perte des trois quarts du capital social, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. » Après une telle perte, une

(1) HOUPIN, n^{os} 208 et 209.

affaire n'est plus viable. La dissolution n'est pas impérativement imposée par la loi, mais l'assemblée générale devra se réunir et une réorganisation pourra être nécessaire. On procédera le plus souvent à une réduction suivie d'une augmentation de capital.

Il peut arriver aussi que les associés s'entendent pour dissoudre la société par anticipation. Leur accord est nécessaire dans les mêmes conditions que pour la prorogation.

Si, dans une société par actions, le nombre des associés vient à se trouver inférieur au minimum fixé par la loi (quatre associés pour les sociétés en commandite; sept associés pour les sociétés anonymes), la dissolution peut être prononcée sur la demande de toute partie intéressée, lorsqu'un an s'est écoulé depuis l'époque où le nombre des associés s'est trouvé inférieur au minimum. Cette cause de dissolution est toujours facile à éviter.

L'article 1871 c. civ. prévoit encore une cause de dissolution des sociétés absolument générale: un associé peut demander la dissolution avant l'expiration du terme convenu s'il a de justes motifs; leur légitimité sera appréciée par les tribunaux.

Ces motifs ne sauraient être énumérés limitativement. En certaines circonstances qui peuvent être très variées, l'intérêt social ou même l'intérêt de quelques-uns des associés peut se trouver dangereusement menacé (1). La dissolution ne joue pas de plein droit; elle doit être demandée et prononcée judiciairement.

(1) Citons le cas d'un associé en nom collectif ou d'un commandité, qui, sans être interdit, donnerait des signes de déséquilibre mental, ou bien qui spéculerait à la bourse, ou encore qui serait personnellement engagé dans une affaire risquant d'entraîner la ruine, et par contre-coup celle de la société.

Cette faculté accordée aux associés est très utile, car elle permet de dénouer les situations difficiles ou dangereuses. Son abus n'est pas à craindre puisque l'appréciation des faits est laissée aux tribunaux. Il y aurait lieu de redouter plutôt les lenteurs de la procédure.

Cette cause de dissolution s'appliquera surtout aux sociétés de personnes. Elle sera exceptionnellement exercée dans les sociétés par actions. (1)

Dans tous les cas que nous avons envisagés jusqu'à présent, nous ne voyons rien qui heurte la volonté des fondateurs ou préjudicie aux associés.

Plus choquant est le cas prévu par les articles 1865, § 5, et 1869 c. civ. Les sociétés à durée illimitée peuvent être dissoutes par la volonté de l'une des parties : cette volonté se manifeste par une renonciation notifiée à tous les associés. La renonciation doit être faite de bonne foi et non à contre-temps.

L'art. 1870 c. civ. ajoute : « La renonciation n'est pas de bonne foi lorsque l'associé renonce pour s'approprier à lui seul le profit que les associés s'étaient proposés de retirer en commun. Elle est faite à contre-temps lorsque les choses ne sont plus entières et qu'il importe à la société que sa dissolution soit différée. »

Si la première proposition de cet article est très précise, la seconde nous paraît l'être beaucoup moins. C'est une question de fait soumise à l'appréciation des tribunaux. Il a été jugé qu'une renonciation devait être tenue pour nulle lorsqu'elle se produisait en temps de crise, ou pendant la période de premier établissement, ou encore lorsque la

(1) HOUPIN, n^{os} 223, 1449.

société avait des stocks particulièrement importants à écouler.

Il demeure qu'en règle générale une société à durée illimitée peut se trouver dissoute par la seule volonté de l'une des parties. Le contrat social est subordonné à une condition résolutoire purement potestative. Chacun des associés peut rompre à son gré le lien social.

La précarité de l'existence des sociétés à durée illimitée nous paraît choquante et dangereuse, d'autant plus qu'il n'est pas permis aux associés de renoncer à la liberté que leur laisse l'article 1869 c. civ., lequel est considéré comme étant disposition d'ordre public.

On admet cependant que les associés ne peuvent pas user de leur droit de renonciation si les statuts autorisent la cession de leurs parts sociales ou actions à un tiers. On considère en ce cas que leur liberté est suffisamment protégée par la faculté qu'ils ont de se substituer quelqu'un dans la société (1). Il en est ainsi pour les sociétés par actions et, selon nous, pour les sociétés à responsabilité limitée.

Voyons maintenant quelles sont les sociétés à durée illimitée. Il importe de les connaître exactement, vu le danger que présente leur instabilité. Le code civil a omis de nous en donner une définition. Voici celle de M. Houpin: « La durée d'une société est dite illimitée lorsque le contrat ne lui assigne pas un terme ou lui assigne un terme plus long que la vie humaine, et que d'un autre côté la nature de l'entreprise de la société ne limite pas sa durée à un temps inférieur à la vie des associés. Ainsi est à durée illimitée la société contractée à vie (c'est-à-dire pour toute l'existence

(1) HOUPIN, n° 222.

des associés), ou jusqu'au premier décès survenu parmi les membres, ou pour quatre-vingt-dix-neuf années, ou encore pour l'exploitation d'une mine. » (1)

Si l'on redoute la menace permanente d'une dissolution, il sera prudent, lors de la constitution d'une société de personnes, d'étudier la clause fixant sa durée d'une manière particulièrement attentive.

Les sociétés civiles et les sociétés de personnes peuvent encore finir par la mort, l'interdiction ou la déconfiture de l'un des associés (article 1865 c. civ., § 3 et 4). On considère, en l'absence de texte, que la faillite et la liquidation judiciaire peuvent être assimilées à la déconfiture.

Ces règles ne s'appliquent ni aux sociétés à responsabilité limitée, ni aux sociétés par actions.

Ces dernières causes de dissolution sont graves. La durée des sociétés qui s'y trouvent soumises est incertaine, puisque subordonnée à des événements imprévisibles. Le décès brusque de l'un des associés peut provoquer une liquidation au moment le plus défavorable et sans qu'aucune mesure ait pu être prise en vue de cette éventualité. Et puis, il faut bien dire que l'intérêt capital présenté par beaucoup de

(1) La plupart des auteurs s'accordent pour déclarer illimitée la durée d'une société qui excède la longueur d'une vie humaine.

Cette affirmation nous semble des plus embarrassantes. Admettons qu'une société constituée pour quatre-vingt-dix-neuf ans soit indiscutablement à durée illimitée; les associés majeurs lors de la constitution seront décédés avant l'expiration du délai prévu par les statuts. Mais que faut-il penser d'une société constituée pour quatre-vingt-dix-huit ans, ou pour quatre-vingt-dix ou pour cinquante. Si même l'un des fondateurs est âgé de soixante-cinq ans, par exemple, pourra-t-on porter la durée à quarante années, sans qu'on puisse la qualifier d'illimitée? Il n'existe pas de durée légale pour la vie humaine et nous ne voyons pas le moyen d'utiliser ce critérium.

sociétés est précisément la survivance de l'être moral à l'individu.

En l'absence de clause contraire des statuts, la société doit être dissoute. Les héritiers de l'associé décédé peuvent, il est vrai, désirer prendre la place du *de cujus*. En ce cas, il leur faut constituer avec les associés survivants une société nouvelle qui devra être régulièrement publiée et qui donnera ouverture à de nouveaux droits d'enregistrement. Et si, parmi les héritiers, il se trouve un mineur, cette solution ne sera pas toujours possible.

La pratique a essayé de remédier à ces inconvénients. Les règles édictées par l'art. 1865 c. civ., § 3 et 4, ne sont pas d'ordre public. Les statuts peuvent y contredire.

L'article 1868 c. civ. permet de stipuler qu'en cas de décès de l'un des associés, la société ne sera pas dissoute et continuera avec ses héritiers.

Si la société est civile, elle pourra continuer même si les héritiers sont mineurs. Pourtant, en ce cas, la société ne pourra plus être prorogée, ni les statuts modifiés. (1)

S'il s'agit d'une société en nom collectif, la jurisprudence admet, si les statuts l'ont stipulé, que la société pourra également continuer avec les héritiers de l'associé décédé, même s'ils sont mineurs. (2) Certains auteurs sont toutefois d'un avis contraire : les mineurs devenant associés, il

(1) HOUPIN, T. I, p. 236, note 2.

(2) HOUPIN, J. S. 1900, 285.

THALLER, *Ann. dr. com.*, 1894, II, 241 (J. S. 1895, 143).

AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, 5^e édition, 1920, T. IV, n^o 384.

PONT, n^o 716.

BAUDRY et WAHL, *De la société, du prêt, du dépôt*, 3^e édition, 1907, n^o 394.

paraît choquant qu'ils puissent être tenus indéfiniment des dettes sociales. (1)

Il vaut mieux convenir — et la clause suivante est de pratique courante — qu'en cas de décès d'un associé, la société continuera entre les associés survivants comme seuls associés en nom collectif et les héritiers et représentants de l'associé décédé comme simples commanditaires. On peut même préciser: la société restera en nom si tous les héritiers sont majeurs; elle se transformera en commandite si l'un d'eux est mineur.

Tous ces procédés ne sont pas parfaits. Il est beaucoup plus simple d'adopter une forme sociale excluant cette dernière cause de dissolution.

En définitive, nous voyons que seules peuvent paraître dangereuses les dissolutions causées par la mort, l'interdiction, ou la faillite d'un associé, ou encore celle que provoquerait une simple manifestation de volonté.

Pour que soient solides les bases d'une société, il suffira que sa forme soit judicieusement choisie et ses statuts bien rédigés.

(1) LYON-CAEN, note s, 1888, II; 145.

TESTOUD, *Rev. crit. de législ.*, 1889, 167.

LYON-CAEN et RENAULT, n° 319.

ARTHUYS, n° 728.

LÉON LACOUR et JACQUES BOUTERON, *Précis de droit commercial*, 2^e éd. (1921), n° 332.

CHAPITRE VII

Avantages fiscaux

VARIABILITÉ DES IMPOTS SELON QU'ILS S'APPLIQUENT A UN INDIVIDU ISOLÉ OU A UNE SOCIÉTÉ DE FORME DÉTERMINÉE.

SECTION I. — Application aux sociétés de la contribution des patentes (centimes additionnels).

§ 1. APERÇU SUR L'ORIGINE ET L'IMPORTANCE DES CENTIMES ADDITIONNELS DES PATENTES.

§ 2. DIFFÉRENTS MODES D'APPLICATION.

SECTION II. — Avantages accordés aux gérants, administrateurs et directeurs en matière d'impôt cédulaire.

§ 1. CAS DES SOCIÉTÉS ANONYMES.

§ 2. CAS DES SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

SECTION III. — *Faculté de constituer des réserves.*

§ 1. NOTIONS GÉNÉRALES SUR LES RÉSERVES.

§ 2. AVANTAGES FISCAUX DES RÉSERVES.

§ 3. EXEMPLES CONCRETS.

SECTION IV. — *Exemption de l'impôt général sur le revenu.*

Il existe de nombreuses et importantes différences entre les impôts qui frappent une entreprise, selon qu'elle appartient à une société ou à un individu isolé. Ces différences favorisent tantôt l'associé, tantôt le commerçant isolé.

Les impôts varient d'ailleurs avec les diverses formes de sociétés. Il faut une étude spéciale de chaque cas particulier pour déterminer d'une façon au moins approximative l'étendue des avantages fiscaux que procurerait la mise en société d'une affaire déjà existante. Il faut porter certains bénéfices à l'actif de la société, certains frais et charges à son passif et faire la balance. En général, la constitution d'une société est fiscalement avantageuse à condition que la forme choisie soit appropriée à l'entreprise; cependant il faut bien constater que, depuis quelques années, les avantages vont toujours s'amenuisant et si l'on observe les tendances toujours plus fiscales et socialisantes du législateur, on peut craindre que ces avantages ne viennent un jour à s'évanouir totalement.

Le présent chapitre sera consacré aux seuls avantages

fiscaux de la société, les inconvénients seront examinés plus loin (*infra*, p. 147 et s.).

Nous ne nous dissimulons pas que cette partie de notre étude sera la plus caduque. Notre législation et plus particulièrement notre législation fiscale est extrêmement ondoyante depuis la guerre. Le taux des impôts, leur assiette, leur mode de perception changent sans cesse. Chaque année, des lois nouvelles modifient notre régime fiscal et nous craignons que pendant longtemps il en soit encore ainsi. De ces continuelles variations, il résulte qu'un ouvrage traitant des impôts est périmé au bout de deux ou trois ans. La présente étude n'échappera pas à la règle; nous pouvons penser cependant que certains principes et arguments y exposés seront un peu moins éphémères et resteront vrais plus longtemps, en dépit de l'oscillation constante du taux des impôts.

Trois questions retiendront notre attention: l'application de la contribution des patentes aux sociétés; les avantages accordés aux gérants en matière d'impôt cédulaire; la possibilité pour une société de constituer des réserves.

SECTION I

Application aux sociétés de la contribution des patentes (centimes additionnels).

§ 1. — La contribution des patentes n'est pas identiquement applicable au commerçant isolé et à la société. Rappelons brièvement tout d'abord en quoi consistent les patentes.

L'impôt des patentes, qui remonte à la Révolution, a été

réglementé par la loi fondamentale du 15 juillet 1880 et n'a été que très peu modifié par les lois postérieures. Il a pour but de taxer l'activité économique des individus et des collectivités. (1)

Sa caractéristique est d'être un impôt essentiellement forfaitaire, sans relation directe avec les bénéfices réalisés. Il est basé exclusivement sur certains signes extérieurs : nature et conditions d'exercice de la profession, nombre des éléments utilisés (ouvriers, machines...), chiffre de la population du lieu où s'exerce la profession, importance de l'habitation et des locaux professionnels.

La loi du 31 juillet 1917 a supprimé le principe de la contribution (part de l'Etat), qui a été remplacée par des impôts cédulaires (2). Mais les départements et les communes ont continué à percevoir leur part de contributions représentée par les centimes additionnels calculés sur un principal fictif. Les centimes départementaux et communaux se sont à tel point développés que l'impôt des patentes demeure de nos jours un des plus lourds. C'est la plus impopulaire des vieilles contributions.

Les patentes comportent un droit fixe applicable à chaque profession, variant à raison de la nature même de la profession ou des signes extérieurs, et un droit proportionnel déterminé par la valeur locative des locaux servant à l'exercice de la profession et des locaux d'habitation.

(1) ALLIX, *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*, 4^e édition, Paris, 1921, p. 499 et s.

(2) La loi du 31 juillet 1917 modifia profondément notre système fiscal. D'une part elle abolit la part de l'Etat dans les contributions mobilière, des portes et fenêtres et des patentes. D'autre part, elle créa quatre impôts cédulaires nouveaux : sur les bénéfices industriels et commerciaux, sur les bénéfices agricoles, sur les traitements et salaires, et sur les professions non commerciales.

§ 2. — Le mode d'application de cet impôt aux sociétés de commerce est assez particulier. Toutes les sociétés régulièrement constituées sont personnes morales (cf. p. 107 et s.). Cependant il nous faut distinguer : en matière de contribution des patentes le fisc ne reconnaît la personnalité juridique qu'aux sociétés anonymes et aux sociétés à responsabilité limitée. C'est un exemple assez caractéristique des innombrables divergences de fond qui existent entre le droit civil et le droit fiscal.

La société personne morale qui exploite une certaine entreprise commerciale devrait être seule assujettie au droit fixe. Or, tous les associés en nom collectif sont personnellement passibles du droit fixe, mais inégalement, et ce, même s'ils ne prennent pas part à la gestion des affaires. L'application de cette taxe est extrêmement curieuse : l'associé principal paye seul la totalité du droit fixe afférent à la profession. Le même droit est en outre divisé en autant de parts égales qu'il y a d'associés en nom collectif et une de ces parts est imposée à chaque associé secondaire. (1)

La même règle s'applique aux associés en nom d'une société en commandite ; les commanditaires sont exonérés. Les sociétés de fait et les associations en participation (du moins en ce qui concerne les membres connus) sont imposées de la même façon.

Le droit proportionnel sur les locaux commerciaux est imposable à toutes les sociétés, sans exception, ce qui est tout à fait normal.

Quant au droit proportionnel sur le local d'habitation.

(1) HOUPIN, n° 2444.

on pourrait croire qu'il ne s'applique pas aux sociétés. Une société n'a pas de local d'habitation. Elle utilise bien les locaux nécessaires à l'exercice du commerce ou de l'industrie qui font l'objet social, mais seuls les associés ont un domicile personnel. Logiquement la société devrait être imposée seulement sur les locaux qu'elle occupe effectivement et les associés ne devraient jamais payer patente sur leur habitation particulière.

Cependant, il n'en est pas toujours ainsi. La société paye dans tous les cas ses locaux commerciaux. En outre, certains associés en nom et commandités (1), qui sont pourtant des personnes distinctes de la société, sont personnellement passibles de la patente sur leur domicile privé. Au contraire, les commanditaires et les membres des sociétés anonymes ou à responsabilité limitée sont toujours exonérés.

De l'examen de ce régime incohérent, nous pouvons retenir ceci : les commerçants paient patente sur leur habitation particulière, tandis que les membres des sociétés anonymes ou à responsabilité limitée qui n'ont pas qualité de commerçant, en sont dispensés. Cette imposition est quel-

(1) Les associés en nom et commandités ont été personnellement imposés à cause de leur qualité juridique de commerçants. Cette qualité leur a été reconnue parce qu'ils sont responsables sur tous leurs biens des dettes sociales. Ils sont soumis à toutes les obligations des commerçants et par voie de conséquence, le législateur de 1880 a décidé qu'ils paieraient patente sur leur habitation personnelle.

Cette répercussion fiscale paraît abusive. La responsabilité solidaire qui pèse sur les associés en nom entraîne pour eux et par surcroît l'obligation d'acquitter une lourde contribution. Les sociétés de personnes sont personnes morales aussi bien que les sociétés de capitaux ; elles exercent seules le commerce et elles auraient dû seules être imposées. La notion de personnalité morale, il est vrai, n'a été clairement dégagée que postérieurement à la loi de 1880.

quefois extrêmement lourde (1) et peut représenter une fraction importante de loyer. Celui, par exemple, qui paie un loyer de douze mille francs pourra parfaitement avoir à acquitter une patente de quatre à cinq mille francs et même plus.

Si un commerçant apporte son fonds à une société anonyme ou à responsabilité limitée, il perd sa qualité de commerçant tout en restant le maître de son affaire. Il n'est plus imposable sur son appartement et de ce fait il réalise chaque année une très importante économie.

Peut-être cet énorme avantage ne durera-t-il plus très longtemps. En effet, la loi du 16 avril 1930 a stipulé que le droit proportionnel ne serait plus calculé que sur la valeur locative des locaux professionnels, à l'exclusion des locaux d'habitation, à partir du 1^{er} janvier 1931. Mais en raison du déficit qu'entraînait pour les départements et les communes la suppression sans contre-partie de leur principale ressource financière, la loi du 17 juillet 1930 a suspendu jusqu'au 1^{er} janvier 1932 cette disposition, qui à nouveau a été ajournée jusqu'à la refonte totale des impositions départementales et communales par le Parlement.

Quoi qu'il en soit, l'ancien système des patentes est toujours en vigueur. Sa modification est au programme du Parlement, mais changer l'assiette d'un vieil impôt est chose délicate, particulièrement à une époque de déficit budgétaire. Il serait présomptueux d'essayer de préciser le

(1) Il ne nous appartient pas ici de faire le procès de la contribution sur l'habitation personnelle.

Elle est unanimement critiquée. Entre autres griefs, on lui reproche d'imposer plus lourdement les chefs de familles nombreuses obligés d'occuper un vaste appartement. Ce qui est une insigne injustice.

retard que subira la réforme projetée. Elle peut être votée rapidement comme elle peut rester des années à l'état de projet, à moins encore qu'elle ne soit abandonnée. En attendant nous continuerons à inscrire à l'actif des sociétés l'avantage concret que nous venons d'exposer.

SECTION II

Avantages accordés aux gérants, administrateurs et directeurs en matière d'impôt cédulaire.

Les bénéfices réalisés par une société sont imposés à la cédule qui correspond à l'objet social : parfois cédule des bénéfices agricoles ou des bénéfices des professions non commerciales si l'objet est agricole ou comporte des opérations de nature non commerciale (et ce même si la société a une forme commerciale) ; le plus souvent, cédule des bénéfices industriels ou commerciaux.

Dans les sociétés en nom collectif, chacun des associés est personnellement imposé pour la part des bénéfices sociaux correspondant à ses droits dans la société. De même, dans les sociétés en commandite simple, l'impôt est établi au nom de chacun des commandités pour sa part de bénéfices ; la société est imposée pour la fraction des bénéfices revenant aux commanditaires. Ce mode de procéder permet aux associés en nom de profiter des réductions d'impôts pour charge de famille.

Les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée sont imposées pour les bénéfices qu'elles réalisent directement sous leur dénomination et non pas aux noms des associés, administrateurs, directeurs ou gérants. Mais,

sous ces deux formes sociales, certaines rémunérations allouées aux administrateurs ou gérants peuvent être distraites des bases de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, sauf à être frappées de l'impôt sur les traitements et salaires.

Cette dernière imposition étant, pour une répartition déterminée, beaucoup moins lourde que l'autre, il en résulte un avantage important au profit des administrateurs et gérants. Nous allons examiner successivement le cas des sociétés anonymes, puis des sociétés à responsabilité limitée.

§ 1. — SOCIÉTÉS ANONYMES :

Les rémunérations diverses, jetons de présence, traitements et tantièmes alloués aux administrateurs des sociétés anonymes, sont en certains cas passibles du seul impôt sur les traitements et salaires :

Ceux qui sont versés aux administrateurs à raison de leur seule qualité d'administrateur sont soumis à l'impôt de 18% (actuellement 16%) établi sur les tantièmes d'administrateurs par l'article 12 de la loi du 13 juillet 1911 et les lois postérieures.

Ceux, au contraire, qui sont payés à raison de services particuliers rendus par les administrateurs à titre de directeurs de la société ou même d'administrateurs-délégués sont imposables à la cédule de l'impôt sur les traitements et salaires créé par la loi du 31 juillet 1917 et modifiée par les lois subséquentes.

Toutes ces rémunérations sont à déduire du bénéfice brut de la société pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices

industriels et commerciaux (à l'exception toutefois des tantièmes alloués au conseil d'administration tout entier).

Cette situation assez complexe a été précisée par l'instruction n° 3937 du 7 janvier 1927 de la Direction générale de l'Enregistrement et des Contributions directes. (1)

(1) L'article 12 de la loi du 13 juillet 1911 a soumis à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières les bénéfices distribués aux membres des conseils d'administration des sociétés et entreprises désignées à l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872.

L'impôt était exigible quelle que fût l'étendue de la mission conférée aux membres des conseils d'administration, et il atteignait, notamment, les bénéfices qui leur étaient alloués en qualité d'administrateurs-délégués ou d'administrateurs-directeurs.

Depuis lors, les articles 79 de la loi du 13 juillet 1925 et 17 de la loi du 26 avril 1926 ont modifié le champ d'application de la loi du 13 juillet 1911: l'un en limitant la perception de l'impôt aux bénéfices distribués aux administrateurs en leur dite qualité, l'autre en soumettant à la taxe les jetons de présence et rémunérations diverses des administrateurs des sociétés par actions.

Il résultait de ces deux dispositions que la fraction des tantièmes, jetons de présence et rémunérations alloués aux administrateurs-directeurs en leur qualité de directeur échappait à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, pour être imposée dans la cédule des traitements et salaires.

Par contre, les administrateurs-délégués qui agissent toujours comme mandataires du conseil d'administration et non comme employés de la société, restaient passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières pour l'intégralité des bénéfices, jetons de présence et rémunérations diverses qui leur revenaient.

L'article 4 de la loi du 19 décembre 1926 supprime la distinction ainsi établie, au point de vue de l'exigibilité de la taxe, entre les administrateurs-directeurs et les administrateurs-délégués. Aux termes de cet article, « les allocations de toute nature, tantièmes, jetons de présence et rémunérations diverses perçues par l'administrateur-délégué, en sus de celles attribuées aux autres membres du conseil d'administration, et en tant qu'elles sont destinées à la rémunération de son travail de direction, ne sont soumises qu'à l'impôt sur les traitements et salaires ».

Par suite, tout ce qui est attribué à l'administrateur-délégué, soit sous la forme de tantièmes, soit sous la forme de jetons de présence ou d'autres allocations, pour le rémunérer de ses fonctions spéciales de direction, échappe à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières; cet impôt n'atteint plus que la quotité des tantièmes et

Le tableau synoptique ci-après permet de déterminer facilement les impositions applicables à chaque cas particulier. (1)

NATURE DES ALLOCATIONS ET QUALITÉ DES BÉNÉFICIAIRES	TAXE sur les revenus mobiliers	IMPOT sur les traitements et salaires	IMPOT sur les bénéfices industriels et commerciaux
1° Jetons de présence et autres rémunérations ayant le caractère de charges sociales reçues par :			
<i>Les administrateurs.</i>	Imposables	Non imposables	Non imposables
<i>L'administrateur-délégué :</i>			
a) En tant qu'administrateur	id.	id.	id.
b) En tant qu'investi de fonctions spéciales.	Non imposables	Imposables	id.
<i>L'administrateur-directeur :</i>			
a) En tant qu'administrateur	Imposables	Non imposables	id.
b) En tant que directeur	Non imposables	Imposables	id.
2° Tantièmes perçus par :			
<i>Les administrateurs.</i>	Imposables	Non imposables	Imposables
<i>L'administrateur-délégué :</i>			
a) En tant qu'administrateur	id.	id.	id.
b) En tant qu'investi de fonctions spéciales.	Non imposables	Imposables	Non imposables
<i>L'administrateur-directeur :</i>			
a) En tant qu'administrateur	Imposables	Non imposables	Imposables
b) En tant que directeur	Non imposables	Imposables	Non imposables

De l'examen de ce tableau ressort une sensible économie fiscale à réaliser par la mise en société anonyme d'une affaire. (2)

des autres rémunérations que reçoit l'administrateur-délégué en sa qualité de membre du conseil d'administration.

(Instruction n° 3937.)

(1) HOUPIŒ, n° 2437.

(2) Nous examinons ici les seuls avantages de la société anonyme. Il ne faut pas perdre de vue que le bénéfice que nous signalons peut être d'autre part, contre-balancé par l'impôt à 16 % sur les revenus mobiliers, perçu sur les dividendes distribués aux action-

Tous les bénéfices d'un commerçant isolé sont frappés de l'impôt de 15% (cédule des bénéfices industriels et commerciaux). (1) Si ce commerçant isolé constitue son entreprise en société anonyme il pourra prendre le titre d'administrateur-délégué ou d'administrateur-directeur (ce qui lui sera facile, puisqu'il sera propriétaire de la grande majorité des actions).

De ce chef, il aura la faculté de s'attribuer des tantièmes ou autres rémunérations qui seront passibles du seul impôt à 10 % sur les salaires. Seuls les actionnaires pourraient protester contre l'importance excessive de ces tantièmes et rémunérations; or, cette éventualité ne saurait se produire dans le cas que nous envisageons, puisque par hypothèse le fondateur de la société et sa famille ou ses amis détiennent la quasi-totalité du capital social.

Cependant les traitements alloués aux directeurs ou administrateurs-délégués ne devront pas dépasser outre mesure certaines limites raisonnables en rapport avec l'importance de la société. Sinon l'administration des contributions directes pourrait y voir une fraude fiscale.

Prenons un exemple:

Supposons que l'administrateur-délégué d'une société touche une rémunération annuelle de 100.000 francs. L'im-

naires et se superposant à l'impôt de 15 % sur les bénéfices industriels et commerciaux (cf. *infra*, p. 150 et s.). Les économies à réaliser comme les pertes à éviter dépendent en grande partie de la façon plus ou moins judicieuse dont les bénéfices sont répartis entre les différents postes (dividendes, traitements et tantièmes, réserves).

(1) L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux peut être cependant inférieur à 15 % si ces bénéfices sont eux-mêmes inférieurs à 50.000 francs. En ce cas, l'impôt est calculé conformément à un barème spécialement établi.

pôt sur les salaires à 10 % qui est applicable et qui comprend certaines déductions à la base s'élèvera à 8.000 fr.

Sur le même chiffre de 100.000 francs, qui correspond aussi bien au travail qu'il a personnellement fourni dans son affaire, le commerçant isolé doit l'impôt à 15 %, soit 15.000 francs.

L'économie réalisée dans le premier cas est de 7.000 fr.

§ 2. — SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE :

L'article 24 de la loi du 7 mars 1925, qui a institué dans notre législation la forme sociale à responsabilité limitée reconnaît expressément le droit pour la société de rétribuer spécialement les gérants, qu'ils soient associés ou non.

Le plus souvent, les associés ou les statuts eux-mêmes allouent un traitement fixe aux gérants.

Aux termes même de la loi de 1925, ceux-ci doivent être considérés comme des salariés et en cette qualité assujettis à l'impôt sur les traitements et salaires. Les rémunérations des gérants sont distraites du bénéfice de la société pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels ou commerciaux. (1)

Ce système connut une vogue énorme. Au lendemain de la promulgation de la loi, de nombreux commerçants adoptèrent la nouvelle forme sociale dans le seul espoir de bénéficier de l'avantage de 3 % sur les répartitions qui en résultait (impôt de 12 % au

(1) Du moins en ce qui concerne les traitements fixes. Les tantièmes alloués aux gérants associés sont considérés comme une distribution des bénéfices sociaux et restent compris par suite dans les bases de l'impôt. (*J. S.*, 1925, 606 et 615; 1927, 108.)

lieu de 15 %). L'écart est actuellement de 5 % (impôt de 10 % au lieu de 15 %).

Tous les associés étaient nommés gérants (afin d'éviter l'impôt à 18 % — actuellement à 16 % — sur les revenus mobiliers) et chacun d'eux recevait des émoluments proportionnés au bénéfice de telle sorte que celui-ci se trouvât totalement absorbé.

Le procédé était parfaitement régulier, mais il en résultait pour les sociétés à responsabilité limitée qui se multipliaient, un avantage jugé exorbitant. Le fisc estima que le Trésor était frustré, et qu'il supportait un préjudice menaçant de s'aggraver d'année en année.

Le législateur intervint et la loi du 30 décembre 1928 (art. 4) modifia le régime. (1)

Le gouvernement avait proposé un texte interdisant purement et simplement de comprendre dans les frais généraux les rémunérations des gérants associés. Cette disposition fut vivement critiquée comme excessive et d'ailleurs contraire à la réalité des faits. L'imposition des gérants associés au titre de l'impôt sur les traitements et salaires se justifie pleinement lorsque ces gérants accomplissent vraiment un travail salarié. Ainsi que l'a dit M. Charles DUMONT dans son rapport au Sénat, l'abus commence lorsque le nombre excessif des gérants ou leur absence de collaboration effective à l'administration de l'affaire montre que leur rémunération correspond à une participation au revenu du capi-

(1) Loi du 30 déc. 1928, art. 4: « Pour la détermination des bases des impôts cédulaires dus par les sociétés à responsabilité limitée, les rémunérations allouées aux associés gérants et portées dans les frais et charges ne sont pas admises en déduction lorsque la majorité des parts sociales est possédée par l'ensemble des associés gérants. »

tal et non à leur travail. (Rapport de M. Charles DUMONT au Sénat le 14 décembre 1928.) (1)

Le texte voté par le Parlement refusa la déduction des rémunérations allouées aux gérants, mais seulement lorsque la majorité des parts est possédée par l'ensemble des gérants (2). On considère en ce cas que les gérants n'ont pas tous effectivement qualité de mandataire, et que par conséquent, ils ne doivent pas bénéficier de l'avantage fiscal qui a été exposé plus haut.

La solution adoptée est tout à fait empirique; son seul avantage est d'être simple.

Qu'en résulte-t-il? Les associés désireux d'alléger leurs impôts sont pris dans un dilemme: ou bien ils sont tous ou presque tous gérants, possesseurs de la majorité des parts, et alors ils ne bénéficient d'aucun avantage sur l'impôt cédulaire (impôt à 15% sur les bénéfices industriels et commerciaux au lieu de l'impôt à 10 % sur les salaires); — ou bien les associés gérants ne possèdent ensemble que la moitié au maximum des parts sociales. En ce second cas, les gérants profitent bien de l'avantage procuré par l'impôt

(1) Doc. parl., Sénat, ann., n° 742.

(2) L'expression « l'ensemble des associés gérants » incluse dans la loi donna lieu à controverse lors de la promulgation. Certains commentateurs pensèrent que la restriction nouvelle ne pouvait être applicable qu'autant qu'il y avait plusieurs associés gérants. Et ils ajoutaient avec raison que si la société était administrée par un seul associé-gérant, il fallait bien que celui-ci s'occupât effectivement de la direction des affaires sociales et que, par conséquent, la rétribution qui lui était attribuée correspondait à une réalité indiscutable.

Ce raisonnement logique ne prévalut pas auprès de l'administration qui s'en tint à la lettre du texte; le salaire de l'associé gérant unique n'est pas déductible s'il détient à lui seul la majorité des parts.

cédulaire (impôt à 10 % sur les salaires au lieu de l'impôt à 15 % sur les bénéfices industriels et commerciaux), mais par contre, s'il y a distribution de bénéfices, les associés non gérants sont obligés de payer l'impôt de 16 % (revenus mobiliers) sur les dividendes leur revenant. Il semble donc qu'ainsi disparaît en grande partie l'avantage fiscal que nous avons signalé. (1)

En réalité, il n'en est rien, et un moyen existe de neutraliser les prescriptions de la loi du 30 décembre 1928.

En principe, les appointements prélevés par un commerçant isolé à titre de salaire de son travail personnel ne peuvent jamais être distraits des bénéfices imposables ; cette interdiction est tout à fait conforme à la théorie moderne des différentes catégories d'impôts sur les revenus du travail, du capital ou mixtes. (2)

(1) *Revue des sociétés* (mai 1929, p. 193 et s.), DROUETS: *De l'imposition des rémunérations allouées aux gérants des sociétés à responsabilité limitée d'après l'article 4 de la loi de finances du 30 décembre 1928.*

(2) C. d'Etat, 26 janvier 1923 (*D.*, 23-3-65) :

« Le Conseil d'Etat: Vu la loi du 31 juillet 1917; — Considérant que le sieur X... se fonde uniquement, pour demander décharge de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux auquel il a été assujéti, sur ce que la rémunération de son travail personnel devrait figurer parmi les dépenses d'exploitation de l'entreprise; — Considérant que le bénéfice net envisagé par l'article 4 de la loi du 31 juillet 1917, doit s'entendre de l'ensemble des profits que le contribuable retire de l'exercice de sa profession; que le travail de l'industriel directement intéressé à la prospérité de l'exploitation est rémunéré par son bénéfice net, et que les émoluments qu'il s'attribue ne peuvent être regardés comme constituant une charge effective de l'entreprise; — Considérant que de ce qui précède, il suit que le sieur X... n'est pas fondé à demander l'annulation de l'arrêté attaqué.

« Art. 1^{er}. — La requête est rejetée. »

En note: « C'est parce que les revenus commerciaux sont des revenus mixtes que le législateur a fixé le taux de l'impôt sur les

La même règle s'applique aux gérants des sociétés en nom collectif ou en commandite : comme en matière de patentes, le droit fiscal fait ici abstraction de la personnalité morale de la société. Il confond les personnes des associés gérants avec la société elle-même.

Or nous venons d'étudier le régime particulier aux sociétés à responsabilité limitée. Le fisc admet en principe la personnalité de la société à responsabilité limitée. Les personnes des associés sont considérées comme distinctes de la personne morale société.

Ainsi que nous l'avons vu, les rémunérations fixes des associés gérants étaient primitivement assujetties au seul impôt sur les salaires. La loi du 30 décembre 1928 a prévu un cas très particulier et elle doit être interprétée restrictivement; elle a simplement apporté une exception au principe qui n'a pas varié.

En vertu de ce principe, les appointements alloués à des associés, mais cette fois non gérants, à titre de salaire et en rémunération d'un travail quelconque fourni à la société, doivent être passés par frais généraux. A cela, la loi de 1928 n'a absolument rien changé, puisqu'elle a visé les seuls associés gérants et que ses prescriptions ne sauraient être étendues au cas des associés non gérants.

Il résulte de ces faits que, malgré l'impression assez pro-

bénéfices commerciaux à un chiffre intermédiaire entre le taux maximum réservé aux revenus du travail. Si le commerçant était admis à ventiler parmi ses bénéfices une part qui représenterait, d'après lui, la rémunération de son travail, et qui serait passible alors de l'impôt sur les traitements et salaires, tout le surplus constituerait un revenu dû à la seule possession d'un capital et devrait être frappé au taux maximum, ce qui serait directement contraire à la pensée du législateur et enlèverait toute raison d'être au taux intermédiaire de la cédule industrielle et commerciale. »

fonde qu'il produisit dans le monde des affaires, l'article 4 de la loi de finances de 1928 ne nous paraît pas très efficace. Seuls les statisticiens de l'administration de l'Enregistrement et des Contributions directes pourraient préciser les résultats obtenus. Si ces résultats sont appréciables, c'est vraisemblablement que beaucoup d'associés ne se sont pas avisés du moyen nouveau qui restait à leur disposition.

Il est presque toujours possible, en effet, soit par suite de la démission volontaire de gérants, soit au moyen de cessions de parts, de ramener le nombre des parts sociales détenues par les associés-gérants au-dessous du maximum prévu par la loi. Et les associés non gérants peuvent être personnellement salariés à des titres divers : directeur technique, directeur commercial, ingénieur, voyageur ou autres.

Et rien n'empêchera la totalité des bénéfices de se retrouver absorbée par les rémunérations distribuées d'une part aux associés gérants en leur qualité de gérants et d'autre part aux associés non gérants en paiement du travail fourni à la société. Tous les bénéfices distribués de cette façon relèvent du seul impôt sur les salaires, et non point de la cédule afférente aux bénéfices industriels et commerciaux, d'où l'avantage de 5 %, sans tenir compte des déductions à la base.

Supposons, par exemple, qu'en 1928, une société à responsabilité limitée se fût composée de trois membres, tous gérants et chacun possesseur du tiers des parts. Il suffisait, pour maintenir les avantages fiscaux, que deux des gérants donnassent leur démission. Un seul gérant, propriétaire du tiers des parts, eût subsisté. Les autres associés, ex-gérants, auraient pris, par exemple, dans la société, le titre de directeurs, ils auraient continué à s'occuper de la même

façon des affaires sociales et auraient été rémunérés comme par le passé. Pratiquement rien n'aurait été changé.

A ce nouveau système, on peut faire quelques objections; aucune ne nous paraît péremptoire.

Doit-on craindre tout d'abord les difficultés de la part de l'administration dans le cas où les rémunérations des gérants ou associés salariés sont excessives? (1) Le problème est le même que pour les sociétés anonymes. Il ne faut pas, en théorie, que le salaire soit hors de proportion avec le travail effectivement fourni. En fait, lorsque tous les associés sont d'accord pour allouer à l'un d'eux un salaire déterminé, on est bien obligé de présumer que ce salaire correspond à une réalité. Si l'administration soutient le contraire et élève une réclamation, elle doit démontrer le bien-fondé de ses prétentions. Sur elle pèse la charge d'une preuve extrêmement difficile à rapporter.

En second lieu, on peut craindre que l'impôt à 16% (revenus mobiliers), perçu sur les dividendes distribués aux associés non gérants, ne vienne détruire l'avantage obtenu. A ceci, nous répondrons que lorsque la plus grande partie des bénéfices est absorbée par les rémunérations et salaires aux associés, la question est secondaire. Rien n'oblige, au surplus, à répartir immédiatement le solde du bénéfice disponible et il est loisible aux associés de le mettre en réserve, manœuvre qui évite l'impôt sur les revenus mobiliers. Ce bénéfice pourra d'ailleurs rester cristallisé sous forme de réserves durant de longues années. C'est seulement au

(1) Nous avons connu une société dans laquelle une dame n'ayant de sa vie rédigé une lettre commerciale et ne parlant que sa langue maternelle, touchait d'appréciables appointements après avoir été investie des titres de directrice du personnel et de traductrice de la correspondance étrangère.

moment de sa répartition que l'impôt à 16 % pourra être perçu sur la portion revenant aux associés non gérants. Si même il se trouve précisément qu'au moment de cette répartition (cinq ou dix ans plus tard, par exemple), tous les associés soient à nouveau gérants, l'impôt à 16 %, semble-t-il bien, ne pourra jamais être réclamé.

On peut objecter enfin que la solution envisagée suppose une abdication des gérants démissionnaires qui se trouveront à la merci de celui qui demeurera seul gérant, et par conséquent, seul maître effectif de la direction des affaires. Cela peut être vrai, mais il faut reconnaître d'abord que dans beaucoup de sociétés à responsabilité limitée certains associés n'ont été nommés gérants que dans un but purement fiscal; au surplus, il est facile de pallier à cet inconvénient s'il apparaît comme une menace. Le gérant d'une société à responsabilité limitée peut n'être nommé que pour un temps déterminé et assez bref: un an, deux ans, par exemple. Il suffira d'user de cette faculté et ainsi les associés garderont le contrôle de l'administration du gérant qui pourra être remplacé à l'expiration de son mandat.

SECTION III

Possibilité de constituer des réserves.

§ 1. — Il arrive souvent dans les sociétés bien administrées que la totalité des bénéfices n'est pas intégralement distribuée aux associés et qu'une certaine portion de ces bénéfices est portée à un poste spécial ou compte de réserves, afin de faire face à des pertes éventuelles, de préparer

une extension nouvelle de l'entreprise, ou pour toute autre cause.

Aux termes mêmes de l'art. 36 de la loi de 1867, les sociétés anonymes sont tenues de faire annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social.

A côté de la réserve légale, les sociétés anonymes peuvent d'ailleurs créer des réserves extraordinaires qui sont purement facultatives et susceptibles de distribution pendant le cours de la société. (1)

De même toutes les sociétés, quelles que soient leurs formes, peuvent créer des réserves. Elles ne font en cela qu'imiter les commerçants isolés qui créent souvent de semblables postes.

Mais lorsque c'est une société et non un particulier qui met en réserve certains bénéfices, il faut bien remarquer qu'en ce cas, les bénéfices réservés ne passent pas dans le patrimoine de l'associé et restent, au moins provisoirement, la propriété de la société.

§ 2. — On peut se poser, au sujet de ces bénéfices réservés, une double question fiscale: sont-ils assujettis à l'impôt cédulaire et sont-ils assujettis à l'impôt général sur le revenu ?

Le premier point ne fait pas de doute; la loi du 31 juillet 1917 (art. 4) édicte que l'impôt cédulaire est applicable au bénéfice net, après déduction de toutes charges, y compris

(1) HOUPIN, n° 1393.

la valeur locative et les amortissements. La déduction ne saurait être étendue aux réserves, pas même à la réserve légale qui résulte cependant d'un texte impératif. En effet, le prélèvement des réserves sur les bénéfices ne constitue en aucun cas une charge pour la société. (1)

Le second point est plus complexe.

Il s'agit de savoir dans quelle mesure les associés seront imposés à l'impôt général sur le revenu sur les bénéfices mis en réserve par la société. Il y a lieu de distinguer :

Les associés en nom des sociétés en nom collectif et en commandite, acquittent l'impôt général « sur la totalité de la part revenant à chacun d'eux dans les bénéfices réalisés par la société, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les sommes effectivement perçues par les intéressés et celles qui ont été affectées à la dotation de réserves » (2). L'administration impose les réserves à leur formation, sans attendre leur distribution (3). Elle confond en ce cas le patrimoine de la société avec celui de l'associé. Une fois de plus, au point de vue fiscal, la personnalité des sociétés de personnes n'est pas prise en considération. (4)

Au contraire, s'il s'agit d'une société par actions, l'impôt général sur le revenu payé par les actionnaires pour une année déterminée ne porte que sur les bénéfices réellement encaissés au cours de l'année précédente — ou tout

(1) LYON-CAEN et RENAULT, *Traité*, n° 898 et s.

BANÈS, *Les amortissements industriels, les réserves et le report à nouveau au point de vue fiscal*, Thèse, Paris, 1925.

Cf. Réponse du ministre des finances à M. Charles BERNARD, député (*J. Off.* du 19 mai 1923) et à M. ROQUES (*J. Off.* du 8 mars 1923).

(2) HOUPIN, n° 2457.

(3) Arrêts du C. d'Etat des 5 février 1925 et 19 novembre 1926.

(4) Cf. BANÈS, *op. cit.*, p. 130 à 147.

au moins sur les bénéfices qui se sont trouvés payables et à la disposition des actionnaires, même si ceux-ci n'ont pas encore encaissé les sommes leur revenant. Ainsi, « la part des bénéfices d'une société par actions qui est mise en réserve, et dont, par conséquent, la distribution n'est pas autorisée, ne peut être considérée comme ayant été à aucun moment à la disposition des actionnaires, et par suite, il ne doit pas en être tenu compte dans la détermination du revenu servant de base à l'impôt général dû personnellement par ces derniers. C'est seulement dans le cas où les réserves viendraient à être distribuées qu'elles entreraient dans le revenu imposable des intéressés ». (1)

Identique est la règle s'appliquant aux sociétés à responsabilité limitée: les associés paient l'impôt général seulement sur les sommes mises effectivement à leur disposition et non point sur celles qui sont affectées aux réserves. (2)

§ 3. — De ces principes, il résulte que les sociétés de personnes et les commerçants isolés se trouvent en situation d'infériorité vis-à-vis des sociétés anonymes ou à responsabilité limitée, ainsi que le démontreront deux exemples:

Supposons qu'un industriel ou un commerçant gagne pendant cinq années consécutives 250.000 francs; nous supposons encore qu'il dépense 80.000 francs, personnellement, et qu'il laisse 170.000 francs chaque année dans son affaire.

(1) Réponse du ministre des Finances à M. Ernest LAMY, député (*J. Off.* du 6 décembre 1919).

(2) Réponse du ministre des Finances à MM. ESCOFFIER et COUTEAUX, députés (*J. Off.* du 5 août 1925), et à M. BILLIET, sénateur (*J. S.*, 1926, 594).

Il devra payer un impôt sur le revenu annuel de:

Pour 250.000 francs	31.000 fr.
Soit pour 5 ans	155.000 »

Si l'affaire de cet industriel ou ce commerçant était en société anonyme ou à responsabilité limitée, son chef pourrait s'allouer comme administrateur-délégué ou gérant une somme de 80.000 francs pour ses dépenses personnelles, et porter le surplus des bénéfices, soit 170.000 francs, à un compte de réserve (nous négligerons ici l'économie réalisée quant à l'impôt cédulaire sur les 80.000 francs de traitement qui pourront être imposés comme salaire au lieu de bénéfices industriels ou commerciaux).

En ce cas, il paiera chaque année un impôt sur le revenu de:

Pour 80.000 francs	3.733 33
Soit pour 5 ans	18.666 65

Et la puissance financière de l'affaire se trouverait accrue en cinq années de 155.000 fr. — 18.666 fr. 65=136.333 fr. 35.

On peut objecter à ce raisonnement que ce gain de 136.333 fr. 35 serait récupéré par le fisc le jour où les bénéfices mis en réserves seront répartis. Mais cette répartition peut être ajournée extrêmement longtemps, même jusqu'à l'expiration de la durée de la société. Ce bénéfice pourra même n'être jamais distribué si, par la suite, la société supporte des pertes. Enfin, celui qui possède des parts ou actions de la société peut les céder si bon lui semble avec plus-value: l'impôt sera acquitté beaucoup plus tard par les porteurs subséquents. Et en tout cas, particulièrement

dans le commerce, il est toujours avantageux de pouvoir retarder le plus longtemps possible le paiement de sommes importantes, surtout lorsqu'elles ne produisent aucun intérêt.

Imaginons encore que la comptabilité d'un commerçant isolé indique pendant cinq années les bénéfices suivants :

1 ^{re} année	300.000 fr.
2 ^e année	0
3 ^e année	0
4 ^e année	200.000 »
5 ^e année	0

L'impôt sur le revenu à acquitter s'établira ainsi :

Pour la première année	42.000 fr.
Pour la troisième année	21.333 33
Soit au total	63.333 33

L'affaire de ce commerçant étant en société, supposons cette fois que le bénéfice soit tout entier réparti sous forme d'appointements annuels de 100.000 francs, à l'administrateur-délégué ou au gérant (ce qui est réalisable en faisant jouer le compte de réserve tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre).

L'impôt sur le revenu sera de.

Pour 100.000 francs	6.000 fr.
Soit pour 5 ans	30.000 »

Le gain net réalisé sera de 63.333 fr. 33 — 30.000 fr. = 33.333 fr. 33.

L'hypothèse envisagée n'est pas du tout paradoxale. Les entreprises dont les bénéfices varient peu d'une année à l'autre sont privilégiées. Nombreux sont les industries et les commerces spéculatifs dont les gains sont très irréguliers.

L'emploi judicieux des réserves permet d'éviter les trop grands écarts entre les bénéfices de chaque année. Il vaut mieux gagner deux années consécutives 150.000 francs (impôt sur le revenu: $13.000 \times 2 = 26.000$ francs) que d'avoir une année nulle et de gagner l'année suivante 300.000 francs (impôt sur le revenu: 42.000 francs).

Le compte de réserve sert en quelque sorte de volant régulateur. (1)

SECTION IV

Exemption de l'impôt général sur le revenu.

Les sociétés, personnes morales, ne sont pas assujetties à l'impôt général sur le revenu créé par la loi du 15 juillet 1914 et modifié par les lois subséquentes.

C'est encore là un avantage fiscal des sociétés; il serait peut-être plus exact de dire que c'est un inconvénient qu'elles ne présentent pas : une telle imposition aurait

(1) Un récent projet financier risquerait, s'il était adopté, de porter une grave atteinte aux avantages des réserves. Il comporte, pour les sociétés possédant des réserves, la suppression de la déduction des déficits des exercices antérieurs, ces déficits devant être imputés, à due concurrence, sur les réserves.

Ce projet paraît oublier volontairement que les réserves ont déjà payé l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. L'emploi obligatoire des réserves pour combler le déficit, sans dégrèvement

allongé la liste des surcharges fiscales spéciales aux sociétés, surcharges déjà trop nombreuses et que nous étudierons plus loin. (Cf. *infra*, p. 147 et s.)

Le législateur a voulu imposer non pas les personnes morales, mais seulement les personnes physiques (1) (observation étant faite que l'impôt général a par ailleurs un caractère non individuel, mais collectif, puisqu'il est établi par foyer).

Les articles 6 et 9 de la loi du 15 juillet 1914 n'ont cependant formulé aucune précision à ce sujet. Seuls les débats parlementaires qui ont précédé le vote peuvent apporter des éclaircissements sur les intentions des auteurs de la loi. (2)

Voici comment s'exprimait M. Aimond dans son rapport au Sénat: « D'une part, en effet, l'établissement d'un impôt global et progressif est étroitement lié aux notions de nécessaire et de superflu, lesquelles ne peuvent s'appliquer à des personnes morales. D'autre part, en dehors des établissements publics et des œuvres ayant un objet d'utilité générale, pour lesquels l'exemption peut se justifier en tout état de cause, les collectivités envisagées comprennent, d'un côté, des associations n'ayant aucun but lucratif, et dont

de l'impôt antérieur, reviendrait à la taxation d'un bénéfice finalement nul.

L'injustice d'une telle disposition serait éclatante; elle aurait pour résultat de pénaliser les entreprises prudentes et de favoriser les entreprises imprévoyantes qui resteraient seules soumises au droit commun.

(Cf. article de M. J.-M. CAQUAS, dans *L'Information* du 1^{er} mars 1933.)

(1) Instr. Dir. Gén. du 30 mars 1918.

Le projet voté en 1909 par la Chambre des députés excluait formellement les personnes morales.

(2) Sénat, séance du 7 juillet 1914 (*J. Off.*, déb. parl., p. 1083 et s.)

les ressources sont prélevées sur les revenus déjà taxés des associés ; de l'autre, des sociétés commerciales et industrielles dont les bénéfices sont finalement répartis entre leurs membres et entrent, par suite, dans les bases de cotisation individuelle de ces derniers. Dans l'un et l'autre cas, il y aurait donc un double emploi manifeste si l'impôt atteignait à la fois les collectivités dont il s'agit et les personnes qui les composent, à raison des mêmes revenus. »

L'impôt général sur le revenu pèse donc seulement sur les associés pris individuellement, lesquels doivent comprendre dans leur déclaration les bénéfices qu'ils retirent des sociétés dont ils font partie. (1)



(1) Lucien BOCQUET, *L'impôt sur le revenu cédulaire et général*, 3^e édition, Paris, 1926, p. 623 et 624.

LIVRE II

**Supériorité particulière de la société,
spécialement de la société de capitaux,
sur l'indivision**

ELLE CONSISTE :
DANS LA PERSONNALITÉ DE LA SOCIÉTÉ (OBJET DU CHAPITRE I^{er})
ET DANS DIVERS AUTRES AVANTAGES (OBJET DU CHAPITRE II).

CHAPITRE I

Personnalité juridique de la société

§ 1. EXTENSION DE LA PERSONNALITÉ A TOUTES LES FORMES SOCIALES.

§ 2. CONSÉQUENCES DIVERSES DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE.

§ 1. — Une société constitue un être moral distinct de la personne des associés. De ce seul fait découle directement la supériorité de la société sur l'indivision. Il importe d'étudier ce caractère essentiel. (1)

La société, en vertu d'une fiction, forme un être de raison, un être abstrait et indépendant, possédant un patrimoine particulier et capable d'avoir des droits et des obligations. Du jour où une société est constituée, la personnalité des

(1) La notion de personnalité juridique, longtemps laissée dans l'ombre, a donné lieu à d'abondantes controverses depuis une trentaine d'années.

Trois théories principales se trouvent en présence :

La plus ancienne soutient que l'être moral est une pure fiction créée de toutes pièces par la loi. Le procédé semble un peu artifi-

fondeurs et des associés est éclipsee: la société qui vient de naître vit sa vie propre. Pendant son existence, elle va administrer le capital dont on l'a dotée, agissant par l'intermédiaire de gérants ou d'administrateurs, ses mandataires; elle mourra comme une personne physique, soit au terme fixé pour sa dissolution, soit plus tôt, par suite de circonstances que nous étudierons plus loin. La liquidation de l'actif, — nous allons dire de la succession — sera effectuée conformément au pacte social.

A quelles sociétés appartient la personnalité juridique ? Aucun texte ne tranche formellement la question et la personnalité est seulement présumée par nos codes dans certains articles.

La tradition ne nous apporte que de faibles éclaircissements:

On a longtemps discuté sur certains textes du droit romain; il semble que la personnalité ait été accordée à certaines sociétés, en particulier aux sociétés de publicains prenant à ferme la perception des revenus de l'Etat. (1)

ciel, mais explique assez bien les diverses conséquences de la personnalité juridique.

Un second système conclut à la réalité des personnes morales: le législateur se borne à constater l'existence matérielle d'un phénomène naturel. (MICHOUX, *La théorie de la personnalité morale*, Paris, 1906, T. I, p. 68 et s. — HAURIOU, *Revue générale du droit*, 1898, p. 5, et *Leçons sur le mouvement social*, Paris 1899, p. 92 et s., et 2^e Append., p. 144 et s.)

Enfin, un troisième système, qui paraît être un aspect du collectivisme, déclare les personnes morales inexistantes. (IHERING, *L'esprit du droit romain*, traduct. de Meulenaere, T. IV, p. 342 et s. — LÉON DUGUIT, *Etudes de droit public: L'Etat, le droit objectif et la loi positive*, 1901, p. 1 et s.) Certains effets découlant directement de la notion de personnalité restent inexplicables (V. p. 112, en note).

Cf. BAUDRY-LACANTINERIE, *Précis de droit civil*, 13^e édition, Paris, 1922, T. I, n^o 184.

(1) ARTHUYS, n^o 140; GIRARD, p. 247 à 250.

Dans notre ancien droit, si nous laissons de côté les époques barbares et féodales, le caractère de personnalité morale paraît s'être fait jour surtout sous l'influence des canonistes. Mais il est attaché à la corporation et, comme en droit romain, ce caractère, quoique non douteux, ne semble admis qu'en faveur des associations relevant du droit public. (1)

Certains auteurs soutiennent même que l'idée de personne morale et celle de corporation étaient confondues et que l'on a essayé de les désassocier. (2)

En somme, dans notre ancienne jurisprudence, comme dans le droit romain, la fiction de la personnalité résultait d'une concession de la loi et toutes les sociétés de commerce étaient loin d'en bénéficier.

Et si nous admettions que le code civil et le code de commerce ont entendu conserver une coutume et des traditions séculaires en matière de sociétés, nous pourrions penser qu'en l'absence de texte, il ne doit pas y avoir de personnalité morale.

Pourtant, cette personnalité appartient sans aucun doute aux sociétés commerciales, à condition qu'elles soient régulièrement publiées. Les articles 529 c. civ. et 69, § 6, c. pr. civ., sans être catégoriques, paraissent probants sur ce point qui n'est d'ailleurs plus guère discuté aujourd'hui. (3)

(1) ARTHUYS, n° 141 et n° 146, note 2.

(2) SALELLES, *Ann. de dr. civ. et com.*, 1895, n°s 1 et 2, p. 10, et 1897, n°s 49 à 69, p. 99.

(3) LYON-CAEN et RENAULT, n° 105 et s.

GUILLOUARD, *Traité du contrat de société*, 2^e édition (1892), n° 21.

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, n°s 11 et s.

HOUPIN, n°s 56 et s.

Les sociétés civiles à formes commerciales sont également personnes morales (1), ce qui serait difficilement contestable quant à la forme de la commandite ou de l'anonymat depuis la loi du 1^{er} août 1893, dont l'article 6 dispose expressément que, « quel que soit leur objet, les sociétés en commandite ou anonymes qui seront constituées dans les formes du code de commerce ou de la présente loi seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce ». (2)

La question de savoir si les sociétés purement civiles jouissent de cette même faveur est encore très controversée en doctrine. (3)

Deux systèmes contraires s'affrontent, invoquant des arguments tirés de la tradition et de certains articles de nos codes et de nos lois; il arrive qu'un même texte soit interprété dans deux sens exactement opposés. Aucun de ces arguments ne nous semble bien décisif (4). Le fond de la discussion doit porter sur des raisons plus profondes.

Certains auteurs ont soutenu que la personnalité juridique était subordonnée à l'accomplissement des formalités de publicité dont sont dispensées les sociétés civiles. Il n'est pas sûr que telle ait été l'intention du législateur. La publicité imposée aux sociétés commerciales — en particulier à celles où la responsabilité des associés est limitée —

(1) Dès avant la loi de 1893, la jurisprudence avait consacré cette thèse, enseignée même par les principaux auteurs qui contestaient la personnalité des sociétés civiles ordinaires; Cass., 5 nov. 1855 et 1^{er} juin 1857. (D. 56, 1, 353; S. 58, 1, 614.)

(2) La cour de cassation admet même que la personnalité morale appartient aux associations sans but lucratif qui ont adopté la forme anonyme; Cass., 22 mars 1910 (S. 1913, 1, 405).

(3) MONGIN, *Rev. crit. de lég. et de jurispr.*, 1890, p. 697.

(4) HOUPIN, n° 59.

s'explique assez par l'intérêt qu'elle présente pour le crédit de la société. (1)

En réalité, nous semble-t-il, le point principal est de justifier la séparation qui existe entre le patrimoine des associés et le patrimoine de la société. L'affectation spéciale et exclusive du capital aux opérations sociales peut être expliquée soit par un droit réel autorisé par la loi, soit au moyen de la fiction de la personnalité juridique. Il faut choisir entre ces deux conceptions: la seconde est plus conforme au droit moderne, plus simple aussi.

C'est celle qui a été adoptée par la jurisprudence. (2)

Quant à l'association en participation, qui se classe dans une catégorie à part, elle ne constitue pas un être moral; ce principe est universellement admis aujourd'hui.

En résumé, dans notre législation, toutes les sociétés civiles ou commerciales, à l'exception des associations en participation, sont personnes juridiques. (3)

§ 2. — De cette qualité essentielle découlent directement ou indirectement de nombreuses conséquences ; nous en

(1) AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, 5^e édition (1920), T. VI, § 377, 16.

GUILLOUARD, n° 25.

BAUDRY et WAHL, n° 11.

LYON-CAEN, note (S. 87, II, 121); LABBÉ, note (S. 84, I, 361); MEYNIAL, note (S. 92, I, 497).

(2) Cass., 23 févr. 1891 (S. 92, I, 73); 2 mars 1892 (S. 92, I, 497); 22 févr. 1898 (J. S., 98, 250; D. 99, I, 593); Lyon, 3 juillet 1896 (J. S., 97, 432); Voy. MEYNIAL (S. 92, I, 73).

(3) Il faut remarquer qu'une société douée de la personnalité morale peut être membre d'une autre société et même administrateur, exactement comme un individu.

De même, elle peut figurer comme membre d'un syndicat professionnel lorsqu'elle a pour objet des opérations permettant à un individu qui en fait sa profession d'entrer dans ce syndicat. (Cf.

avons déjà rencontré quelques-unes au cours des précédents chapitres.

Il y a en quelque sorte séparation entre le patrimoine social et les patrimoines des associés. Sous certaines formes sociales, la responsabilité personnelle des associés sera limitée à leur mise (1) et la faillite de la société n'entraînera pas celle des associés (*supra*, p. 23 et s.).

Les droits de l'associé dans la société sont purement mobiliers, même si la société possède des immeubles : la capacité d'aliéner les meubles suffira pour la transmission d'une part sociale et les droits de mutation et transcription ne seront pas exigibles sur cette transmission (*supra*, p. 45 et s.).

Sous certaines formes sociales, l'associé n'a pas la qualité de commerçant : la société seule est commerçante et seule elle paiera l'impôt de la patente sur les locaux qu'elle occupe. Les associés non commerçants seront dis-

BOULLAIRE, *Manuel des syndicats professionnels agricoles*, Paris, 1888, p. 56; PIC, *Traité de législation industrielle*, 4^e éd., 1912, n° 396.)

Ainsi les sociétés peuvent bénéficier des avantages offerts par les syndicats professionnels (achat et répartition de marchandises, entremise pour la vente des produits).

(1) Quelques auteurs, négateurs de la personnalité, ont tenté de justifier les conséquences qu'elle entraîne sans admettre la fiction. Ils y sont parvenus, non sans peine, pour certaines d'entre elles; mais ils n'ont pas abordé, à notre connaissance, la question de la limitation de la responsabilité. Peut-être arriverait-on à trouver une explication plausible pour ce qui concerne les sociétés en commandite: le commandité, seul détenteur des valeurs sociales, serait envisagé par les tiers comme le propriétaire unique des biens de la société. La justification serait plus difficile pour les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée créées par la loi du 7 mars 1925.

Cf. SALEILLES, *op. cit.*

V. CAPITANT, *Introduction à l'étude du droit civil*, 4^e édition, 1921, p. 213 et s.

pensés de payer cet impôt sur leur appartement personnel (*supra*, p. 79 et s.).

L'idée de personnalité explique aussi que la société puisse en certains cas rémunérer les services rendus par des associés gérants ou administrateurs comme s'ils étaient étrangers. Ces associés sont considérés comme les salariés de la société dont ils sont membres et leur traitement est soumis en principe à l'impôt sur les salaires — plus avantageux que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Cette règle n'est d'ailleurs pas générale, car, il faut bien le reconnaître, elle a donné lieu à des abus: le législateur l'a restreinte à certains cas déterminés sans craindre de mettre une fois de plus le droit fiscal en discordance avec le droit civil (*supra*, p. 84 et s.).

Mais, parmi toutes les conséquences dérivant de la notion de personnalité morale, la plus directe comme la plus importante est la supériorité de la société sur l'indivision. Nous consacrerons à son étude le chapitre qui suit.

CHAPITRE II

Autres avantages de la société sur l'indivision

§ 1. ANALOGIES DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'INDIVISION.

§ 2. COMPARAISON ENTRE LA CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ ET LA NAISSANCE DE L'INDIVISION.

SECTION I. — La transformation de l'indivision en société est-elle réalisable ?

§ 1. DIFFICULTÉS DU PROBLÈME.

§ 2. INCAPACITÉ DE LA FEMME MARIÉE.

§ 3. INCAPACITÉ DU MINEUR.

SECTION II. — L'administration du patrimoine dans la société et l'indivision.

SECTION III. — Précarité de l'indivision comparée à la société.

§ 1. INSTABILITÉ DE L'ÉTAT D'INDIVISION.

§ 2. DES CONVENTIONS D'INDIVISION.

§ 3. PARTAGE AMIABLE OU JUDICIAIRE. INCONVÉNIENTS DU PARTAGE JUDICIAIRE.

SECTION IV. — Examen de quelques cas particuliers.

§ 1. SOCIÉTÉ CONSTITUÉE PAR UN CHEF D'ENTREPRISE AYANT DES ENFANTS MINEURS.

§ 2. MISE EN SOCIÉTÉ D'UN PATRIMOINE INDIVIS.

§ 3. RÉPERCUSSIONS POSSIBLES DU MARIAGE D'UN COMMERÇANT QUANT A L'AVENIR DE SON ENTREPRISE. EFFETS DE LA DISSOLUTION DE CE MARIAGE.

§ 1. — La société se rapproche d'autres contrats: louage, mandat, prêt, vente, avec lesquels il importe de ne pas la confondre. Elle se rapproche plus encore d'une situation de droit extrêmement fréquente: l'indivision ou communauté.

La société et l'indivision sont proches parentes par certains de leurs caractères; les différences qu'elles présentent sont toutes en faveur de la société, et là gît peut-être le plus grand de ses avantages. A tous égards la société est supérieure à l'indivision, état précaire et inorganisé qui présente de graves inconvénients.

Très souvent, un chef de famille, un commerçant atta-

cheront une importance exagérée aux profits et pertes fiscaux que la constitution d'une société est susceptible d'entraîner dans un avenir immédiat; ils négligeront les avantages civils à cause de leur échéance plus lointaine. Pour moins apparents qu'ils soient, ceux-ci nous semblent les plus concrets et les plus sûrs, et au premier rang d'entre eux il faut placer la supériorité de la société sur l'indivision; ceux-là sont infiniment plus incertains et précaires, tant est mouvante notre législation fiscale.

Précisons tout d'abord ce qu'est l'indivision ou communauté:

C'est l'état de plusieurs co-propriétaires dont les droits ne sont pas encore liquidés (1), et l'on définit la co-propriété comme le droit de propriété compétant à plusieurs personnes sur une seule et même chose qui n'appartient ainsi à chacune d'elles que pour une quote-part idéale ou abstraite (2). Chacun a un droit sur l'ensemble de la chose commune et la part de chacun n'est pas une part matérielle, mais une quote-part qui peut s'exprimer par un chiffre: un tiers, un quart, un dixième. (3)

Par exemple, lorsque plusieurs héritiers sont appelés à la même succession, ils ont tous un droit de même nature sur chacun des biens qui y sont compris: on dit qu'il y a indivision entre les co-héritiers.

La durée de cette indivision n'est pas déterminée; état essentiellement temporaire, l'indivision cesse par la demande en partage de l'un des communistes.

(1) AUBRY et RAU, 5^e édition, 1920, T. II, p. 578.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE, T. III, n° 690.

(3) PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, Paris, 1925, T. I, n° 2497.

Au présent chapitre, il ne sera question ni de la communauté conjugale, forme d'indivision à durée conventionnelle gouvernée par des règles spéciales, ni de certaines indivisions perpétuelles portant sur des choses destinées au service commun de plusieurs propriétés (passages et cours communs, sol et certaines parties des maisons divisées par étages et appartenant à plusieurs propriétaires, clôtures et murs mitoyens).

Indivision et société se ressemblent surtout par l'existence d'un patrimoine qui est la propriété commune de plusieurs personnes. Il faudrait dire, pour être précis, qu'en raison de la personnalité juridique dont elle jouit, c'est la société elle-même qui est propriétaire des biens sociaux et non les associés. Cela est très vrai. Il demeure néanmoins que les associés possèdent des parts ou actions qui représentent en fait une fraction du patrimoine social. La société, être moral, est en quelque sorte personne interposée.

L'existence de ce patrimoine commun est le point de contact qui engendre une certaine similitude entre les deux situations. Mais les règles qui gouvernent la gestion et le partage des biens sociaux ou des biens indivis diffèrent profondément, si bien qu'aux points de vue social et économique, l'indivision se trouve être bien inférieure à la société. La gestion du patrimoine indivis est inorganisée. La communauté est la source de discords d'autant plus déplorables qu'elles éclatent le plus souvent entre les membres d'une même famille. Le législateur de 1804, conscient de ces inconvénients, s'est montré hostile à l'indivision. Il a aggravé l'instabilité de cette situation en permettant à chaque communiste de demander le partage (art. 815 c. civil). Toutes ses faveurs ont été réservées à la société.

§ 2. — Avant toute comparaison, examinons rapidement comment naissent la société ou l'indivision dans notre droit.

La volonté des associés, dans les termes de l'art. 1832 c. civil, est nécessaire à la formation d'une société. La société est un contrat formé en vue de réaliser et partager des bénéfices, et il ne saurait exister sans une coopération volontaire plus ou moins accusée de tous les associés, ou « *affectio societatis* ». C'est là un caractère essentiellement actif de la société.

Dans l'indivision, au contraire, on ne rencontre pas ce caractère; l'« *affectio societatis* » n'existe pas. La communauté est un état essentiellement passif : les intérêts des communistes se sont trouvés confondus sans que leur volonté y soit pour rien. S'ils ont un but, c'est de sortir au moyen du partage de cet état provisoire à cause de son infériorité productive. (1)

La société naît toujours d'un contrat et on lui oppose assez communément — à l'exemple de Pothier — le quasi-contrat d'indivision (2). A la vérité, l'indivision prend parfois sa source dans un fait contractuel : un propriétaire peut céder une quote-part indivise de ses droits; plusieurs personnes peuvent acheter en commun un même bien. De tels exemples sont assez rares, et le plus souvent l'origine de l'indivision sera l'ouverture d'une succession *ab intestat* ou testamentaire, la dissolution d'une société non suivie de liquidation et partage, la dissolution par suite de décès, divorce ou séparation, d'une communauté entre époux (la communauté entre époux ne saurait être confondue avec l'indivision proprement dite).

(1) ARTHUYS, n° 83 et s.

(2) LÉON LACOUR, *Précis de droit commercial*, Paris, 1912, p. 124.

Très fréquemment, des incapables se trouveront être copropriétaires par suite d'un décès.

Nous répondrons d'abord à une question préjudicielle qui se pose naturellement à l'esprit. S'il est vrai que la société soit une forme supérieure, ne peut-on pas réparer l'imprévoyance du *de cujus* ? Et n'est-il plus temps, après le décès de l'auteur commun, de transformer la communauté en société ?

Puis nous verrons par quels traits la société est supérieure à l'indivision. Nous les ramènerons à deux principaux que nous étudierons successivement :

1° L'administration du patrimoine de la société est organisée par le pacte social et par la loi. Au contraire, l'administration du patrimoine indivis n'est organisée par rien, d'où son incohérence et la première faiblesse de l'indivision.

2° Une société est constituée pour une durée généralement déterminée à l'avance et les associés savent pour combien de temps ils sont liés. Au contraire, l'indivision est un état provisoire qui cessera par la simple manifestation de volonté d'un seul intéressé. La précarité de l'indivision est sa seconde faiblesse.

Nous examinerons enfin quelques cas particuliers.

SECTION I

La transformation de l'indivision en société est-elle réalisable ?

§ 1. — En principe, il est possible de transformer la communauté en société, à condition que tous les intéressés, sans exception, soient du même avis. Mais la présence extrême-

ment fréquente d'incapables complique singulièrement le problème.

Si nous admettons par hypothèse l'accord de toutes les parties, la transformation sera délicate, le plus souvent impossible, car les incapables sont, en principe, exclus du contrat de société, — ou ils n'y sont admis que moyennant l'accomplissement de certaines conditions.

S'il s'agit d'une société de personnes, on se heurte à de sérieux obstacles. Un incapable ne peut apporter sans danger à une société de personnes ses droits indivis dans une affaire. Il risque, en effet, de se trouver, à titre d'associé civil, d'associé en nom collectif ou de commandité, engagé sur tous ses biens, et sa fortune entière peut être compromise.

Des autorisations spéciales devront lui être accordées. Elles seront dans tous les cas fort difficiles à obtenir et leur validité n'est pas unanimement reconnue. En admettant qu'on les obtint, il serait assez imprudent à notre sens de constituer une société qui risque d'être viciée dès son origine.

§ 2. — La femme mariée pourra cependant être relevée de son incapacité, soit par son mari, soit par une décision de justice. Et elle devra obtenir non seulement l'autorisation d'être commerçante, mais encore d'être commerçante à titre d'associée (1). Un mari, surtout s'il est commun en

(1) Le mineur se trouvant dans les conditions prévues par l'art. 2 du code de commerce, ou la femme habilitée par son mari doivent être autorisés spécialement à faire le commerce en qualité d'associés. S'ils avaient seulement l'autorisation générale d'être commerçants, auraient-ils la capacité requise pour entrer dans une société? La question est controversée; on admet généralement que l'autori-

biens, hésitera toujours à accorder semblable autorisation, et plus encore un tribunal. S'il s'agit d'ailleurs d'une société commerciale, l'autorisation de justice ne saurait suppléer celle du mari.

Certains auteurs enseignent que l'autorisation tacite du mari pourrait être suffisante (1). Une telle situation serait, nous semble-t-il, des plus dangereuses pour les co-associés.

§ 3. — Quant au mineur, l'opinion dominante paraît admettre théoriquement qu'il peut entrer dans une société civile, qu'il soit représenté par son tuteur ou qu'il agisse lui-même avec l'assistance de son curateur s'il est émancipé.

En raison de l'aliénation éventuelle de tous ses biens, l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal seraient nécessaires. Il semble bien douteux en pratique qu'un conseil de famille prenne une aussi grave décision et que cette décision soit homologuée par un tribunal.

Lorsque le mineur veut entrer dans une société commerciale, il doit d'abord être émancipé. Il lui faut, en effet, comme pour la femme mariée, non seulement l'autorisa-

sation de faire le commerce ne comporte pas le droit de le faire en société. En effet, en donnant une telle autorisation, la personne investie du droit d'habiliter l'incapable estime qu'il est à même de juger sainement les affaires commerciales et d'engager sa fortune par les obligations qu'il aura contractées personnellement. Mais il est plus difficile de juger les gens que les choses, et il faut une plus longue expérience pour y réussir : avant de s'associer, l'incapable doit pouvoir apprécier sainement la valeur des individus auxquels il a l'intention de se lier. La nécessité d'une autorisation spéciale semble parfaitement justifiée.

(1) PONT, n° 33.

DÉMOLOMBE, *Traité du mariage*, T. II, n° 192 et s.

tion de faire le commerce, mais encore celle de le faire en qualité d'associé; autorisation difficile à obtenir et qui emporte l'émancipation, le tuteur ne pouvant pas représenter son pupille dans l'exercice d'un commerce.

La situation de l'interdit se rapproche de celle du mineur. On peut admettre à la rigueur qu'un interdit entre dans une société civile, mais pas dans une société commerciale. L'interdit ne peut jamais agir seul, il ne peut pas être émancipé et le tuteur ne peut pas exercer un commerce en ses lieu et place.

Enfin, les opinions divergent pour ce qui concerne l'individu pourvu d'un conseil judiciaire. En principe, il a le droit de faire tous les actes avec l'autorisation de son conseil et certains auteurs estiment qu'il ne doit pas y avoir d'exception pour le contrat de société. D'autres, au contraire, considèrent qu'en raison de ses répercussions possibles, une telle autorisation équivaldrait à une autorisation générale. Or, le conseil doit intervenir pour chaque acte isolément et il ne peut relever l'incapable de son incapacité, même partiellement.

Il sera plus facile pour un incapable de devenir commanditaire, ou actionnaire, ou membre d'une société à responsabilité limitée. En pareil cas, la qualité d'associé ne comporte pas celle de commerçant. En entrant dans la société, l'incapable ne fera pas acte de commerce si ses apports sont entièrement libérés; il y a ici placement et non point acte de commerce (1). Toutefois, l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal seront

(1) HOUPIN, n° 63.
ARTHUYS, n°° 18 et 19.

nécessaires si un tuteur veut effectuer l'apport d'immeubles ou de biens meubles d'une valeur supérieure à 7.500 francs (loi du 27 décembre 1880, art. 2, modifié par la loi du 9 juillet 1931).

Observons encore que, bien souvent, les personnes dans l'indivision voulant constituer une société se heurteront au principe suivant, assez généralement admis: un incapable ne peut former une société avec la ou les personnes qui sont investies du droit de l'habiliter. Il y a opposition d'intérêts et l'on estime que l'autorisation accordée à l'incapable ne présente pas de garanties suffisantes.

D'une part, une jurisprudence constante déclare nulles les sociétés entre époux, bien qu'elles ne soient formellement prohibées par aucun texte de loi. Mais elles sont considérées comme incompatibles avec l'exercice de la puissance maritale et la règle de l'immutabilité des conventions matrimoniales. (1)

D'autre part, on admet que le mineur ne peut pas entrer dans une société dont ferait également partie son curateur ou son tuteur.

On concevrait assez mal que le tuteur d'une part, et son pupilles, représenté par le subrogé-tuteur, d'autre part, constituent entre eux une société soit seuls, soit avec des tiers. L'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal seraient nécessaires, et, en admettant qu'on les obtint, nous pensons que la validité d'un tel contrat serait

(1) HOUPIN, n° 69.

ARTHUYS, n° 17.

J. HEMARD, *Théorie et pratique des nullités de sociétés et des sociétés de fait*, n°s 57 et s.

CAMBERLIN, *De l'illégalité des sociétés commerciales entre mari et femme*.

douteuse : l'abstention est par conséquent préférable. Quant au curateur, l'autorisation qu'il donnerait au mineur émancipé serait forcément intéressée.

Pour sauvegarder les intérêts du mineur, il faudrait donc lui reconnaître le droit d'opposer la nullité, non seulement à ses associés, mais encore aux tiers. (1)

Cette solution est rigoureuse. Elle interdit, par exemple, à un père de s'associer son fils mineur (art. 2 c. com.). Certains ont trouvé trop absolue cette prohibition qui ne se justifie par aucun texte formel. Il faudrait admettre comme valable en principe une société établie entre un mineur et celui qui l'autorise; la société serait seulement annulable en cas de fraude. (2)

Quoi qu'il en soit, on ne saurait conseiller un contrat de cette sorte. Les conséquences seraient trop incertaines. Les intéressés communistes seront obligés ou de demander le partage ou de rester dans l'indivision jusqu'à ce que les mineurs aient atteint leur majorité.

Ainsi, nous constatons qu'il sera toujours extrêmement délicat de transformer une indivision en société, surtout si on se trouve en présence d'un ou de plusieurs incapables. Et en tout cas, il faudrait obtenir un accord unanime, quelque minimes que soient les droits du ou des dissidents. Cette seule condition impérative sera souvent un obstacle insurmontable à toute entente amiable.

(1) Douai, 16 août 1896 (D. 70, II, 88); Paris, 14 novembre 1901 (D. 1902, II, 238).

(2) ARTHUYS, n° 16.

PONT, n° 827.

HEMARD, n° 78.

SECTION II

L'administration du patrimoine dans la société et l'indivision.

L'indivision est un obstacle à la bonne administration des biens. Les communistes ont des droits de nature identique sur le patrimoine commun. Aucun d'eux ne peut, sans le consentement de ses consorts, exercer sur la totalité de la chose commune, ni même sur la moindre partie physiquement déterminée de cette chose, des actes matériels ou juridiques emportant exercice actuel et immédiat du droit de propriété (1). Chacun peut exiger le respect de ses droits, mais doit respecter ceux des autres co-propriétaires. Le consentement de tous est nécessaire pour toute innovation matérielle et tout acte de disposition. Il en résulte que l'indivision tarit l'initiative sans laquelle une bonne gestion est impossible.

L'amélioration de la chose commune nécessite des innovations et toute innovation peut se heurter au droit de *veto* d'un seul (2). De même l'aliénation totale ou partielle, malgré une opportunité qui peut être manifeste, n'est réalisable qu'avec l'assentiment unanime des co-propriétaires.

La majorité ne peut pas imposer sa volonté à la minorité. Si un conflit éclate entre les communistes, il n'est point de solution, hors le partage. LOYSEL avait bien raison de dire : « Qui a compagnon a maître. »

La règle impérative de l'unanimité s'applique même aux

(1) AUBRY et RAU, T. II, p. 578 à 585.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE, T. III, n° 691.

actes de pure administration; ainsi un bail consenti par un seul des communistes n'est pas opposable aux autres.(1)

Frappés des énormes inconvénients de ce principe lorsqu'il est généralisé, certains auteurs ont essayé de soutenir que les actes de simple gestion échappent à la loi de l'unanimité, surtout si ces actes sont considérés comme nécessaires. La majorité aurait qualité pour ordonner des réparations, des modifications ne changeant ni la nature, ni la destination des biens, pour passer des baux ordinaires sans l'assentiment de la minorité. (2)

Cette solution n'est pas admissible. L'absence d'intérêt collectif et le droit personnel que la co-propriété confère à chaque communiste conduisent à interdire aussi bien les actes d'administration que les actes de gestion (3). En particulier, on ne saurait appliquer à l'indivision l'article 1859, § 1, c. civ., aux termes duquel les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. En l'absence de texte formel, il n'est pas permis de sous-entendre un mandat tacite et réciproque contraire à l'essence de l'indivision. (4)

Pour qu'un communiste puisse administrer régulière-

(1) Il faut noter toutefois que tous les actes d'aliénation, de constitution de servitudes ou d'hypothèques, aussi bien que les baux et actes de pure administration sont valables si le partage attribue à celui des communistes qui a souscrit un contrat les biens qui en ont fait l'objet. Mais ceci est une hypothèse assez particulière. Les biens dont il s'agit peuvent être attribués à un autre communiste après tirage au sort; ils peuvent aussi être licités et devenir la propriété d'une tierce personne.

(2) PONT, n° 557.

DÉMOLOMBE, T. II, n° 447.

(3) GUILLOUARD, n° 390.

BAUDRY-LACANTINIERE et WAHL, n° 552.

(4) ARTHUYS, n° 85.

ment, il faut qu'il ait reçu formellement les pouvoirs nécessaires de tous les autres communistes sans exception. D'ailleurs un tel mandat une fois consenti dans l'intérêt de tous ne peut être révoqué que d'un commun accord entre les mandants et le mandataire. (1)

Il peut se trouver cependant que, malgré l'absence de tout mandat, un des co-propriétaires administre la chose commune. En ce cas, il faudrait appliquer les règles de la gestion d'affaires telles qu'elles sont établies par les articles 1372 et s. du c. civ.

La loi de l'indivision est l'individualisme; celle de la société est l'altruisme, ou mieux la solidarité (2). Les associés ont un but commun qu'ils se proposent d'atteindre, et pour ce faire, chacun d'eux est soumis à des prescriptions légales d'intérêt général. Ainsi, il est interdit à un associé de concurrencer la société par ses propres ressources. De même et surtout, il doit accepter les décisions prises par la majorité. Les biens sociaux n'ont qu'un maître: la société. Ils sont administrés par une personne ou un groupe, gérant ou conseil d'administration, qui a le droit de prendre toutes les décisions utiles.

Les communistes n'ont pas de but commun; chacun d'eux est indépendant et libre d'agir à sa guise dans un intérêt égoïste. Les biens indivis ont plusieurs maîtres. Si leur accord n'est pas absolument parfait, le droit de gérer ces biens reste sans titulaire, ce qui est un non-sens économique. L'état amorphe et inorganique de l'indivision ne présente que des inconvénients.

(1) NYSSENS et CORBIAU, *Traité des sociétés commerciales* (1895), n^{os} 140 et 141.

(2) Paul PIC, *Répertoire pratique Dalloz* (1925), T. XI, sociétés, n^o 143.

SECTION III

Précarité de l'indivision par rapport à la société.

§ 1. — Le législateur de 1804 a fait de l'indivision un état provisoire et instable. Il a estimé, à juste titre, que l'indivision était déplorable aussi bien au point de vue économique qu'au point de vue social. A chacun, il a voulu donner les facilités les plus grandes pour s'évader d'une situation contraire à l'intérêt général et à l'ordre public. Tout co-propriétaire peut faire cesser l'indivision en demandant le partage de la chose commune. « Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision et le partage peut être toujours provoqué nonobstant prohibitions et conventions contraires. » Ainsi s'exprime l'art. 815, § 1^{er}, du c. civ.

L'indivision ne peut pas être perpétuée par la volonté de l'une des parties ou même d'un tiers. Un testateur pourrait être tenté, par exemple, de léguer ses biens à plusieurs personnes en leur interdisant de procéder entre elles au partage. Cette dernière disposition serait nulle et de nul effet. De même serait nulle toute convention par laquelle les communistes renonceraient à leur droit de demander le partage.

§ 2. — Notre législation admet cependant certaines dérogations à la règle. L'article 815, § 2, c. civ., dit qu'« on peut convenir de suspendre le partage pendant un temps limité : cette convention ne peut être obligatoire au delà de cinq ans, mais elle peut être renouvelée. » Ces conventions d'indivision rendent les plus grands services dans la pratique : chaque fois qu'un partage risque d'être particu-

lièrement dommageable aux parties, celles-ci peuvent, si elles sont d'accord, convenir de rester dans l'indivision pour une durée maxima de cinq années. On évite ainsi les frais d'un partage judiciaire lorsque l'un des communistes se trouve être mineur et sur le point d'atteindre sa majorité; ou bien encore, on évite la vente de biens non partageables, en nature, à une époque défavorable, « par suite d'événements transitoires tels qu'une guerre, une crise industrielle, commerciale ou agricole » (1).

En l'absence de toute convention d'indivision, convention qui requiert pour être valable l'assentiment unanime des communistes, le partage peut donc être demandé à tout instant (2). Ses conséquences peuvent être désastreuses.

§ 3. — On distingue le partage amiable et le partage judiciaire.

Le partage amiable ou conventionnel est un pacte librement consenti entre tous les intéressés. Il est soumis seulement aux règles qui gouvernent les contrats, laissant ainsi une liberté suffisante aux parties. En particulier, il permet de donner satisfaction aux co-partageants et d'attribuer à chacun le lot qui lui convient le mieux. Malheureusement, le partage conventionnel n'est pas toujours possible.

Le partage judiciaire est soumis à des règles impératives

(1) BAUDRY-LACANTINERIE, T. III, n° 695.

(2) Certaines lois particulières ont cependant dérogé aux règles impératives de l'article 815 lorsque le partage, jugé particulièrement nuisible, porte sur l'habitation familiale. Ainsi en est-il de la loi du 30 novembre 1894 (art. 8), modifiée par la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché, et de la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable. En pratique, ces dispositions sont rarement invoquées.

BAUDRY-LACANTINERIE, T. III, n° 697.

La masse partageable est divisée en lots de composition sensiblement identiques et l'attribution de ces lots est tirée au sort. A ce point de vue, le partage judiciaire présente certaines garanties d'équité et la fraude n'est pas à redouter. Mais le tirage au sort est aveugle et ne satisfait point les convenances de chacun.

Le partage judiciaire est, en outre, long et coûteux : les frais de justice absorbent une partie de l'actif.

Enfin, il aboutit parfois à la vente aux enchères publiques des meubles et immeubles non partageables en nature. L'article 832 c. civ. recommande d'éviter le morcellement des héritages et des exploitations, mais il prescrit également de faire entrer dans chaque lot la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur. Et ces deux propositions ne sont pas faciles à concilier.

D'une part, les biens communs vendus judiciairement risquent d'être adjugés moyennant un prix bien inférieur à leur valeur réelle si la vente a lieu à une époque inopportune. C'est l'écueil de toutes les ventes forcées et il peut en résulter de lourdes pertes pour les communistes.

D'autre part, le démembrement des héritages et des exploitations entraîne la plupart du temps la dépréciation de chacune des parcelles ou fractions qui ont été séparées et réparties entre plusieurs. La valeur d'un domaine ou d'une entreprise est fonction de son unité et de son homogénéité. (1)

(1) D^r CHAUMONT, *Le remembrement de la propriété rurale*, Paris, 1918, pages 9 et s.

Dans son ouvrage, M. le docteur CHAUMONT a dressé la liste des

Le partage judiciaire est inévitable dans trois cas :

1° Lorsque tous les indivisaires ne sont pas présents (art. 838 c. civ.). Ce cas se présente assez rarement. Il est presque toujours loisible à celui ou ceux qui ne sont pas présents de se faire représenter par un mandataire muni des pouvoirs nécessaires.

2° Lorsqu'il se trouve parmi les communistes des incapables : mineurs ou interdits (art. 838 c. civ.) et ce cas est extrêmement fréquent. Tout en voulant protéger l'incapable, notre législation l'écrase sous le poids des frais de justice. Afin d'éviter aux intéressés cette protection ruineuse, divers moyens ont été imaginés par la pratique, mais ces moyens ne sont pas satisfaisants et l'on ne peut pas toujours éviter le partage judiciaire, ses longueurs et ses frais. (1)

principaux griefs que l'on formule contre le morcellement des propriétés foncières :

D'abord la moins-value du capital foncier produite par la discontinuité des terres, croît en raison directe du nombre des parcelles qui le composent : plus les parcelles sont nombreuses, plus grand est le développement des contours et plus étendue la surface soustraite à la culture.

Puis l'obligation de laisser en friches certaines pièces éloignées ou mal situées et les difficultés culturales d'une exploitation morcelée.

Ajoutons enfin les pertes de temps et la gêne apportée aux améliorations foncières (drainages, irrigations, ouverture de chemins, établissement de pâturages, enclos).

(1) On a essayé de procéder au partage transactionnel conformément à l'art. 4207 c. civ., en supposant un litige à résoudre au moyen d'une transaction fictive. Mais une jurisprudence récente considère que cette voie n'est pas légitime s'il n'existe pas une contestation réelle pouvant donner lieu à une transaction véritable.

Souvent aussi on procède à un partage amiable, les majeurs se portant forts pour les mineurs. On peut se risquer à ce mode de procéder si les mineurs ne sont pas trop éloignés de leur majorité. Il présente néanmoins d'assez sérieux dangers.

3° Lorsque l'accord ne peut s'établir entre les communistes (art. 823 c. civ.). L'obstination ou la mauvaise volonté d'un seul d'entre eux suffira pour nécessiter un partage en justice. On voit même parfois des co-héritiers satisfaire de cette façon les petites rancunes qu'ils nourrissent contre certains de leurs parents: ils supportent eux-mêmes, mais ont le plaisir de faire supporter aux autres des frais élevés.

En tous cas, il n'y a pas d'autres moyens de sortir de l'indivision en cas de désaccord: le tribunal seul peut trancher le conflit.

Au surplus, si les co-propriétaires sont tous majeurs et capables, il leur sera toujours permis d'abandonner les voies judiciaires (art. 985 c. pr.).

Il est permis de conclure qu'un fonds industriel, commercial ou agricole est gravement menacé dès qu'il tombe dans l'indivision. C'est ce qu'il faut chercher à éviter chaque fois qu'il est possible: la constitution d'une société en offre toujours le moyen. Elle n'empêchera nullement l'ouverture d'une indivision, mais ce seront dès lors les parts et actions de la société qui seront indivises et non point l'affaire elle-même. Ainsi se trouveront assurées la gestion, l'unité et la continuité de l'entreprise qu'on aura voulu protéger.

SECTION IV

Examen de quelques cas particuliers.

§ 1. — L'exemple de quelques cas particuliers illustrera notre argumentation.

Supposons qu'une entreprise commerciale, industrielle ou agricole appartienne en propre à un père de famille.

Son devoir est de prendre les dispositions nécessaires pour qu'à son décès, sa succession se règle avec le minimum de difficultés. S'il a des enfants mineurs, il devra craindre la nécessité d'un partage judiciaire qui pourra s'imposer à ses héritiers. Pendant une longue période son entreprise demeurera sans chef, risquera de périr et ce, au détriment de tous. En outre, les divers éléments de cette entreprise risquent de se trouver vendus ou dispersés. Il peut se faire par exemple que les immeubles où le fonds est exploité soient attribués à l'un des héritiers, le fonds proprement dit à un second, les capitaux nécessaires à la bonne marche des affaires à un troisième.

Pour éviter les dangers de l'indivision qui s'ouvrira nécessairement au jour de son décès, le père de famille agira prudemment en constituant une société, soit avec ses enfants majeurs, soit avec des tiers (amis, directeurs commerciaux, bailleurs de fonds). A cette société, il apportera l'établissement qu'il dirige, les capitaux indispensables et, le cas échéant, les immeubles qui sont le siège de l'exploitation. Pour ne pas enfler outre mesure le capital social et en raison des droits supplémentaires de transcription (droits de transcription à 2,40 % et taxe hypothécaire à 0,48 %) qui frappent les apports immobiliers, il pourra conserver les immeubles dans son patrimoine et consentir à la société nouvelle un bail de durée suffisante; dix-huit années par exemple.

Lorsque s'ouvrira la succession du fondateur de cette société, l'actif comprendra non plus un fonds de commerce ou une entreprise agricole, mais des parts ou actions d'une société. Les parts ou actions seront extrêmement faciles à partager; les mineurs pourront rester intéressés à une

affaire rémunératrice sans pour autant avoir la qualité de commerçant. Enfin la direction de l'entreprise sera fermement assurée; les statuts d'une société doivent toujours prévoir le mode de renouvellement des gérants ou administrateurs.

Ainsi seront sauvegardés les intérêts de tous les co-héritiers.

Il arrive souvent qu'un père de famille partage de son vivant tout ou partie de ses biens entre ses descendants, afin d'éviter des contestations après son décès. Ce partage d'ascendant ou donation-partage, expressément prévu par la loi (art. 1075 et s., c. civ.), qui bénéficie par ailleurs d'avantages fiscaux appréciables, permet à l'ascendant donateur de manifester sa volonté et d'attribuer à chacun de ses enfants le lot qui lui convient le mieux. C'est un acte de pratique courante dans le notariat, extrêmement recommandable chaque fois qu'il est possible. Il nous semble bien que des intentions du même ordre doivent conduire un père de famille à mettre en société l'entreprise dont il est le chef. Comme la donation-partage, ce sera un acte de prévoyance qui maintiendra le bon accord entre tous les héritiers.

§ 2. — Il peut se présenter d'autres hypothèses où la constitution d'une société n'est pas moins souhaitable. Supposons qu'un certain patrimoine commercial se trouve indivis entre plusieurs personnes. Nous admettrons qu'elles s'entendent à merveille et qu'aucun désaccord risque jamais de les diviser.

Si ces personnes ne sont pas héritières présomptives les unes des autres, elles ont toutes le plus grand intérêt à s'associer. En effet, le décès de l'une d'entre elles étend

immédiatement l'indivision à tous ses héritiers, si lointains et si nombreux qu'ils soient. Il suffira que, parmi ces derniers, il se trouve une individualité peu accommodante ou même plus simplement une personne que l'affaire n'intéresse pas et qui désire liquider ses droits dans la succession pour que toute la marche de l'entreprise se trouve compromise ou menacée. Les autres ayants-droits pourront, il est vrai, essayer de racheter les droits successifs ou la part du dissident, mais encore faut-il que celui-ci y consente. On voit dans ce cas combien précaire demeure à tout instant la situation des communistes possesseurs d'un fonds bien homogène.

Mais cette situation ne sera guère plus stable si les communistes sont héritiers les uns des autres. Imaginons, pour donner un exemple concret, que ces communistes soient deux frères non mariés et leur mère qui ont recueilli un fonds de commerce dans la succession du père décédé (le cas est des plus courants). Si l'un d'eux décède, on peut penser que l'affaire ne sortira pas de la famille et demeurera indivise entre les survivants. Cela est très vrai, mais il faut encore admettre que le *de cujus* est mort intestat. S'il a institué un ou plusieurs légataires universels étrangers, les mêmes inconvénients que nous venons de signaler se retrouvent aussitôt. En outre, l'un quelconque des communistes peut se marier ou se remarier et aussitôt la situation redevient complexe.

D'une part, des enfants peuvent naître de ce mariage, et la condition que nous avons présupposée disparaît : les copropriétaires ne sont plus tous héritiers naturels les uns des autres. D'autre part, si aucun contrat n'a précédé ce mariage, si certaines précautions n'ont pas été prises dans

ce contrat, si les droits du futur époux dans le fonds de commerce ne lui ont pas été réservés propres, le conjoint acquiert aussitôt des droits personnels dans le fonds indivis ainsi que nous l'allons voir tout à l'heure. En cas de décès de l'un des conjoints, la femme ou ses héritiers entrent dans l'indivision et à nouveau l'intervention plus ou moins brutale d'étrangers sera à redouter.

Nous constatons donc encore dans ce cas que la constitution d'une société peut s'imposer comme une mesure de prévoyance et de prudence.

§ 3. — Imaginons enfin qu'une personne possède un fonds de commerce ou encore qu'elle soit propriétaire de droits indivis dans une affaire commerciale. Il est intéressant d'étudier quels seront les effets de son mariage et les conséquences de la dissolution de ce mariage, aussi bien vis-à-vis de la personne dont il s'agit que vis-à-vis des co-propriétaires.

Nous classerons à part l'hypothèse où les époux ont fait précéder leur mariage d'un contrat et ont adopté le régime de la séparation de biens. Chacun des époux conserve l'administration de ses biens personnels et les reprend lors de la dissolution du mariage. Seuls les actes d'aliénation de la femme concernant des immeubles sont soumis au contrôle du mari. Cette hypothèse se rencontre en pratique; elle est loin d'être la plus fréquente.

Si les époux sont communs en biens, comme il arrive le plus souvent, nous pourrions distinguer deux cas suivant que le fonds de commerce ou les droits indivis tombent ou non dans la communauté.

Les époux auront pu se réserver propres tous leurs biens

meubles et immeubles et en particulier toute affaire commerciale ou industrielle leur appartenant, ainsi que tous droits mobiliers. Ils auront pu stipuler que tous les biens de même nature qui leur écherront au cours du mariage, par succession, donation, legs ou autrement, leur demeureront également propres. Dans ce cas, arrivant la dissolution du mariage, les époux ou leurs héritiers et représentants ont le droit d'exercer la reprise de leurs propres, soit en nature, soit en deniers selon les conventions du contrat.

Lorsque la reprise en nature du fonds de commerce ou des droits indivis n'a pas été formellement stipulée au profit de l'époux apporteur, il y a vente à la communauté, et le conjoint acquiert par là même des droits dans l'affaire. De même une convention matrimoniale de pratique assez courante, dite « clause de fonds de commerce », peut réserver à l'époux survivant les fonds de commerce et droits sociaux communs, et même propres à l'époux, à charge par le survivant d'indemniser les ayants-droits de l'époux prédécédé (1). En cas de dissolution du mariage par décès, l'époux survivant (et après lui ses héritiers et représentants) restera seul propriétaire, s'il en manifeste la volonté, des fonds de commerce et droits sociaux ayant appartenu à son conjoint. Les droits indivis dans une entreprise commerciale que possédait l'un des époux pourront ainsi passer brusquement aux mains de l'autre époux; le changement ne manquera pas, bien souvent, de contrarier beaucoup les autres ayants-droits.

La femme n'a jamais aucun droit d'administration sur

(1) J. S., 1929, p. 465. — VIENOT, *De la convention matrimoniale autorisant l'époux survivant à prélever les droits sociaux propres à l'autre époux*.

les biens qui ont été réservés propres à son mari. Par contre, le mari gère les biens de la femme pendant le cours du mariage. Si la femme a des droits dans un fonds de commerce, la seule intervention du mari pourra être gênante pour les autres co-propriétaires.

Le fonds de commerce ou les droits indivis appartenant à l'un des époux peuvent aussi tomber dans la communauté. C'est ce qui arrivera si leur union n'est précédée d'aucun contrat. Les répercussions du mariage pourront être beaucoup plus profondes. En premier lieu, le mari aura les droits d'administration et de disposition sur les biens meubles dépendant de la communauté, même si ces biens proviennent du chef de la femme. En second lieu et surtout, le conjoint acquiert du fait du mariage des droits sur la communauté et ces droits pourront être exercés lors de la dissolution du mariage. (1)

A la dissolution du mariage, soit par décès, soit par divorce, chacun des conjoints ou ses héritiers et représentants peut demander la liquidation de ses droits et reprises et le partage des biens communs. Le danger de cette éventualité est manifeste. L'entreprise qui, primitivement, appartenait à l'un des époux, soit seul, soit dans l'indivision avec d'autres, se trouve directement menacée. Le mariage de l'un des propriétaires de l'entreprise peut donner des droits directs à des étrangers: conjoint survivant, conjoint divorcé ou héritiers du conjoint décédé. La plupart du temps, ces derniers n'auront aucun désir de conserver une participation dans une affaire qui leur est étrangère; ils pourront en demander brutalement la liquidation.

(1) J. S., 1928, p. 449. — BOURCART, *Des droits de la femme après dissolution de la communauté, sur la commandite souscrite par son mari.*

Tous ces dangers menaçants sont écartés par la constitution d'une société en temps opportun: les parts ou actions pourront sans inconvénient grave tomber dans la communauté en cas de mariage d'un associé. La gestion de la société sera toujours assurée; sa continuité aussi.

Remarquons au surplus que rien n'empêcherait de constituer une société postérieurement au mariage de l'un des communistes. Les biens apportés seront remplacés par des actions ou parts dans le patrimoine commun des époux. Si ces biens ont été réservés propres à l'un des époux, les actions ou parts attribuées en représentation de cet apport pourront demeurer propres, à condition d'observer s'il y a lieu, les formalités prescrites par les articles 1434 et 1435 c. civ. (1)

Nous n'insisterons pas davantage sur l'intérêt de la constitution d'une société lorsqu'il existe une indivision ou une menace d'indivision. La supériorité de la société est manifeste et le faisceau des arguments concordants qui ont été ci-dessus exposés nous paraît décisif.



(1) J. S., 1930, p. 401. — HOUPIŒ, *Du caractère des parts sociales attribuées en représentation de l'apport de biens propres à l'un des époux.*

LIVRE III

Inconvénients de la mise en société

ILS SE RÉSUMENT :

DANS LA CHERTÉ DES FRAIS DE CONSTITUTION ET LA COM-
PLEXITÉ DES ROUAGES SOCIAUX (OBJET DU CHAPITRE I^{er})

ET DANS LES SURCHARGES FISCALES (OBJET DU CHAPITRE II).

CHAPITRE I

Cherté des frais de constitution et complexité des rouages sociaux

§ 1. CHERTÉ DES FRAIS DE CONSTITUTION.

§ 2. COMPLEXITÉ DES ROUAGES SOCIAUX.

Nous avons examiné jusqu'à présent les avantages inhérents aux sociétés. Leur faisceau est impressionnant et nous offre un tableau des plus séduisants. Il existe pourtant quelques ombres qu'il serait vain de dissimuler.

La forme sociale présente aussi des inconvénients qu'il importe de mentionner afin que soit sincère l'opinion que nous essaierons de dégager dans notre conclusion.

§ 1. — Tout d'abord, la constitution d'une société entraîne certains frais.

Sans nous étendre sur les modalités et les détails de perception, nous indiquerons seulement que les droits prin-

cipaux d'enregistrement, qui étaient en 1914 de 0,25 %, s'élèvent aujourd'hui à 3 % sur le montant des apports. (1)

Si les apports comprennent des immeubles, il faut ajouter un droit de transcription de 2,40 % sur le montant de ces immeubles, plus la taxe hypothécaire à 0,48 %. (En certains cas et à cause de ces droits supplémentaires, l'apport immobilier peut être évité et remplacé par un bail suffisamment long.)

D'autre part, les apports-cessions constatés dans les actes constitutifs supportent le droit de mutation selon la nature des biens transmis.

La publication obligatoire de la société est également une source de frais, surtout si les succursales sont nombreuses. Les insertions dans les journaux d'annonces légales, en particulier, coûtent assez cher.

Mais, en définitive, l'ensemble des frais de constitution ne représente jamais qu'un pourcentage assez minime du capital social. L'amortissement peut en être rapidement effectué. Et dans des domaines variés, les bénéfices retirés de l'adoption de la forme sociale compenseront vite et au delà cette première et unique avance de fonds.

§ 2. — On oppose encore couramment aux avantages des sociétés la complexité de leurs rouages et la complication de leur fonctionnement.

Un tel reproche est certainement mal fondé quant aux sociétés de personnes et aux sociétés à responsabilité limi-

(1) HUPIN, n° 2229 et s.

WAHL, *Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières*, Paris, 1909.

tée; il contient une part de vérité en ce qui concerne les sociétés par actions.

A l'exception des sociétés en nom collectif et en commandite simple, toutes les sociétés sont assujetties au droit de communication. Mais en fait, cette considération a perdu beaucoup de son intérêt depuis que l'art. 32 de la loi du 31 juillet 1920 a étendu le droit de communication aux sociétés et aux commerçants dont le chiffre d'affaires est supérieur à cinquante mille francs. (1)

Les sociétés par actions sont soumises à des contraintes fiscales assez nombreuses, particulièrement pour le service des titres: actions et obligations; il n'en faut cependant pas exagérer l'importance, car, aussi bien, l'individu isolé est loin d'être épargné. (2)

En outre, dira-t-on, les décisions à prendre sont retardées par d'assez longues formalités: il faut que le conseil d'administration se réunisse, voire même l'assemblée générale. En réalité, dans la plupart des cas, le conseil d'administration délègue la plus grande partie de ses pouvoirs à l'un de

(1) BERTIN, *Les pouvoirs de contrôle du fisc en matière d'impôt sur le revenu* (Thèse, Nancy, 1928).

(2) L'un des vices absolument général de notre fiscalité est sa complication.

Dans « *L'Echo de Paris* » du 14 mai 1928, M. DELIGNE, ancien directeur général de l'Enregistrement, pouvait écrire: « On a parlé du maquis de la fiscalité et on a eu raison. Le régime actuel doit être remanié complètement. Mettons-nous à l'ouvrage sans tarder. Aérons, codifions, simplifions cette législation terriblement touffue, ce véritable bric-à-brac de textes souvent illisibles même pour nous qui sommes du métier et à plus forte raison pour le profane. Ah ! simplifions ces textes et rendons-les tels qu'ils puissent être compris du premier coup, non seulement par ceux qui perçoivent, mais aussi par ceux qui paient. »

Plaise à notre Parlement que ce vœu reçoive quelque jour un commencement d'exécution.

ses membres, qui prend le titre d'administrateur-délégué. Le conseil se réunit seulement pour trancher les questions les plus importantes et en pratique l'assemblée générale n'est que très exceptionnellement convoquée.

L'accusation de complexité excessive portée contre les sociétés ne nous semble donc pas très sérieuse. Il suffira, au surplus, de réserver la forme par actions aux seules affaires de moyenne ou grande envergure.

CHAPITRE II

Les surcharges fiscales

§ 1. LA TAXE DE MAINMORTE.

§ 2. L'IMPOT DU TIMBRE.

§ 3. L'IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.

§ 4. LES DOUBLES IMPOSITIONS.

Comme tous les autres contribuables, les sociétés ont à supporter la plupart des impôts de droit commun : contribution foncière, impôt sur les bénéfices industriels ou commerciaux, contribution des patentes, chiffre d'affaires, taxe spéciale sur le chiffre d'affaires, taxe d'apprentissage, droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèque, droits de douanes, contributions directes, etc...

Mais il existe dans notre législation d'autres impôts dont les contribuables ordinaires sont exempts, et qui, se superposant les uns aux autres, frappent spécialement les sociétés et plus particulièrement la société anonyme.

Tels sont l'impôt ou taxe de mainmorte et les trois taxes qu'on a coutume d'appeler les taxes des sociétés: taxe du timbre, taxe de transmission et taxe sur le revenu.

Nous avons déjà traité plus haut (p. 48 et s.) la question de la taxe de transmission. Nous rappelons simplement que les droits sont les suivants:

1,08 % s'il s'agit de titres non négociables selon les formes au porteur;

Et 0,64 % s'il s'agit de titres nominatifs.

Quant aux titres au porteur, ils paient à forfait une taxe annuelle et obligatoire de 0,40 % du capital évalué au cours moyen du titre pendant l'année précédente.

Ainsi que nous l'avons vu, cette taxe spéciale est compensée et bien au delà par l'exemption de lourds droits de mutation (1) (cf. *supra*, p. 49 et s.).

§ 1. — La taxe de mainmorte frappe « toutes les collectivités qui ont une existence propre et qui subsistent indépendamment des mutations qui peuvent se produire dans leur personnel, à l'exclusion des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple ». (Loi du 20 février 1849 et loi du 31 mars 1903, art. 2.)

La taxe atteint les biens immeubles passibles de la contribution foncière, qui sont la propriété des collectivités imposables, et elle s'élève à 72 centimes par franc de la contribution foncière pour les propriétés bâties et non bâties. (2)

(1) Pour être complet, il faut encore mentionner l'impôt sur les opérations de bourse (1 fr. pour 1.000 fr. ou fraction de 1.000 fr. du montant de l'opération, calculé d'après le montant de la négociation).

(2) HOUPIN, n° 2375 et s.

Il y a là pour les sociétés une surcharge que rien ne justifie, à notre avis, et qui nous paraît tout à fait arbitraire.(1)

§ 2. — Les sociétés par actions sont encore assujetties à l'impôt du timbre, qui leur est spécial. (2)

Chaque titre ou certificat d'action (ou d'obligation) est soumis à un impôt de 2 % si la durée de la société n'excède

(1) Beaucoup d'auteurs ont tenté de justifier la taxe de main-morte, et deux arguments ont été invoqués. (Cf. PLANIOL, op. cit., T. I, n° 3031 et s.; HOUPIIN, n° 2375; ALLIX, op. cit., p. 610).

On a dit en premier lieu que les immeubles appartenant à des associations ou des sociétés se trouvaient exclus du mouvement normal de circulation des biens, mouvement nécessaire à la vie économique. Si cette opinion a quelque apparence de vérité quant aux communautés religieuses, par exemple, elle est très certainement fausse, si on la rapporte aux sociétés de commerce, qui ont une activité souvent bien supérieure à celle des individus. Couramment, les sociétés commerciales achètent et revendent des immeubles, donnant ainsi ouverture aux droits de vente, exactement comme les particuliers. Le fisc ne s'en trouve nullement frustré, au contraire.

Le second argument est plus spécieux encore: il consiste à soutenir que, les sociétés ne mourant pas, le Trésor ne peut pendant toute leur durée, encaisser aucun droit de mutation par décès sur les immeubles leur appartenant. Le raisonnement est vicieux. Les immeubles sociaux constituent une fraction du capital et sont représentés par des parts ou actions. Ces parts ou actions sont possédées par des individus susceptibles, eux, de décéder; et elles sont portées pour leur valeur dans la déclaration de succession. En fait, les droits de mutation, au lieu d'être perçus sur les immeubles eux-mêmes, sont perçus sur le montant des parts ou actions qui en sont la représentation.

On peut objecter que si la société fait de mauvaises affaires, la valeur des parts et actions peut baisser et ainsi les immeubles échappent aux droits. A cela, il suffit de répondre que les individus aussi peuvent faire de mauvaises affaires; en ce cas, il existe un passif à déduire, et, de la même façon, les immeubles dépendant de la succession peuvent échapper à l'impôt.

Cf. DONNEDIEU DE VABRES, *La condition des biens ecclésiastiques en face de la séparation des Eglises et de l'Etat*, Thèse, Paris, 1905, p. 178.

(2) HOUPIIN, n° 2291.

pas dix ans, de 4 % si la durée est supérieur à dix ans. Cet impôt s'applique au capital nominal, auquel il faut ajouter, s'il y a lieu, le montant de la prime d'émission. (Loi du 14 juillet 1925, art. 72.)

Seuls, les titres d'actions négociables sont visés. (Loi du 5 juin 1880, art. 14 et 25.) Les parts d'intérêts, les actions qui ne sont pas représentées par un titre distinct du pacte social et celles qui sont transmissibles par les seules voies civiles prévues par l'article 1690 c. civ. sont exemptes. Par contre, les parts de fondateur y sont assujetties et, pour permettre d'asseoir l'impôt, les parties doivent faire une estimation de leur valeur réelle; cette estimation reste soumise au contrôle de l'administration.

L'impôt du timbre peut être remplacé par un abonnement payable pendant toute la durée de la société: le droit annuel à acquitter est de 20 centimes par cent francs du capital nominal des actions.

Si l'on suppose, par exemple, que le capital social rapporte un dividende de 8 %, l'impôt payé chaque année pour l'abonnement au timbre correspond à 2,50 % du revenu.

Le pourcentage devient plus élevé à mesure que le bénéfice diminue. Il faut toutefois reconnaître que la société qui n'a pas distribué de dividende (ou d'intérêts sur les obligations) pendant les deux dernières années, est dispensée du paiement du droit annuel. (L. du 5 juin 1850, art. 24; décr. de codif. du 28 décembre 1926, art. 7.)

§ 3. — Enfin, les valeurs mobilières sont soumises à un impôt spécial de 16 % (1) qui se superpose à tous les autres

(1) HOUPIN, n° 2436 et s.

et qui a été institué par la loi du 29 juin 1872, dont l'art. 1^{er} est ainsi conçu: « Indépendamment des droits de timbre et de transmission établis par les lois existantes, il est établi à partir du 1^{er} juillet 1872, une taxe annuelle et obligatoire: 1° sur les intérêts, dividendes, revenus, et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés, compagnies, ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit l'époque de leur création; 2° sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées; 3° sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêts et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions. »

Ces dispositions ont été complétées et précisées par les lois subséquentes des 13 juillet 1911 (art. 12), 29 avril 1926 (art. 17) et 19 décembre 1926 (art. 4), en ce qui concerne les rémunérations diverses et jetons de présence attribués aux conseils d'administration et aux administrateurs de sociétés anonymes. Par contre, une loi du 1^{er} décembre 1875 (art. 1) a exempté complètement les parts d'intérêts des sociétés en nom collectif et a restreint l'application de la taxe dans les sociétés en commandite dont le capital n'est pas divisé en actions, au seul montant de la commandite.

D'autre part, aux termes de l'article 42 (ancien) de la loi du 7 mars 1925 (sur les sociétés à responsabilité limitée), « l'impôt sur le revenu ne s'appliquera pas, dans les sociétés prévues par la présente loi, aux dividendes, intérêts, arrérages et autres produits revenant aux gérants, prévus à l'article 42 de la présente loi ».

La loi toute récente du 28 février 1933 (art. 47) a apporté des restrictions et a remplacé le premier alinéa de l'article 42 de la loi du 7 mars 1925 par la disposition suivante :

« Dans les sociétés prévues par la présente loi, les dividendes, arrérages et produits des parts revenant à deux associés gérants seulement et n'excédant pas 50.000 francs pour chacun, sont dispensés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. »

Dans de nombreuses sociétés à responsabilité limitée, tous les associés étaient gérants uniquement afin d'éviter la perception de cet impôt. C'est pour mettre fin à cet abus qu'intervint le législateur, limitant à deux le nombre des gérants profitant de l'exonération, et seulement jusqu'à concurrence de 50.000 francs pour chacun d'eux.

Mais, en ce nouveau domaine, nous constatons que les sociétés par actions sont encore les plus lourdement imposées. (1)

Cette taxe de 16 % sur le revenu des valeurs mobilières fait double emploi, nécessairement, avec un autre impôt : impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (lui-même augmenté de la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires), impôt sur les bénéfices des professions non commerciales, ou même, le cas échéant, impôt sur les bénéfices agricoles et impôt foncier. C'est un exemple classique de double imposition et le plus onéreux de tous. Pour être fort ancien, il n'en est pas moins injuste.

Il nous semble tout naturel que la taxe soit perçue sur les coupons d'obligations, comme plus généralement sur tous les revenus des créances, dépôts et cautionnements.

Il en va différemment pour ce qui concerne les actions.

(1) ALLIX, *op. cit.*, p. 551.

Les gains réalisés par la société supportent une première amputation de 15 % au titre des bénéfices industriels et commerciaux, puis une seconde de 16 % lors de la distribution des dividendes. Et dans ce calcul, nous ne tenons pas compte de l'impôt général sur le revenu, qui couronnera l'ensemble. L'abus est manifeste. Il n'a pas manqué d'être sévèrement critiqué à maintes reprises. Il subsiste néanmoins comme une tare saisissante, entre bien d'autres, dans notre législation fiscale.

Les sociétés qui sont aux mains d'une même famille ou d'un même groupe essaient de pallier partiellement à cette perte de substance en rémunérant plus largement les directeurs et administrateurs-délégués (cf. *supra*, p. 85 et s.). Les grandes compagnies, dont les titres sont classés dans un grand nombre de portefeuilles, se trouvent désarmées.

§ 4. — La superposition des impôts qui frappent les sociétés fait depuis longtemps déjà l'objet d'incessantes et légitimes protestations. L'exagération est reconnue même au Parlement. A la première séance de la Chambre du 13 mars 1929, M. CHASSAIGNE-GOYON, député, déclara, parlant de la société :

« Voilà longtemps déjà que le fisc l'a prise comme vache à lait, ou, si vous le préférez, comme poule aux œufs d'or. Autrefois, il se contentait de la plumer. Aujourd'hui, hélas, on croirait vraiment, dans certains cas, qu'il cherche à l'étrangler... N'a-t-elle pas (la fiscalité) causé la mort de nombreuses sociétés de constitution un peu fragile qui, n'ayant pu satisfaire à toutes ses exigences, ont dû disparaître ? » (1)

(1) *J. Off.* du 20 mars 1929, p. 1092.

Les conseils d'administration expriment, sans se lasser, d'unanimes doléances qui, depuis quelques exercices, reviennent dans les délibérations comme un *leit-motiv*. Tous les journaux financiers en sont l'écho. (1)

Voici quelques extraits des procès-verbaux de récentes assemblées générales de grandes sociétés, ainsi que des rapports des conseils et de notes distribuées aux actionnaires :

SOCIÉTÉ SAINT FRÈRES. — Assemblée ordinaire du 14 avril 1932 (Extrait de l'allocution du président) :

« Les impôts de toutes natures pèsent exagérément sur nos prix de revient; il est temps que les pouvoirs publics, non seulement mettent un terme aux charges fiscales et administratives qui se sont accrues sans cesse, mais se décident à les alléger sensiblement. C'est de l'industrie et du commerce que l'Etat tire la majeure partie de ses revenus; son intérêt est de ne pas les accabler; nous espérons que la prochaine législature saura le comprendre. » (2)

SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS. — Assemblée ordinaire tenue à Lille, le 13 juin 1932. (Extrait d'une note destinée aux actionnaires) :

Impôts

Les impôts de l'année 1931 se sont élevés aux chiffres ci-après :

(1) *Revue des Sociétés*, 1929, p. 407 et s. — VINCENT, *L'exagération des impôts des sociétés*.

(2) *Le Pour et le Contre*, 3 juillet 1932.

Abonnement au timbre	460.000	»
Taxe sur le chiffre d'affaires	7.937.316	38
Contribution foncière	1.045.821	59
Taxes diverses	267.827	31
Redevances sur les mines	15.106.139	31
Total	24.817.104	59

D'autre part, nos actionnaires ont eu à supporter les impôts cédulaires ci-après :

Droit de transmission sur les titres au porteur	4.524.000	»
Impôt sur le revenu (déduction faite de l'exonération sur le revenu des filiales) .	2.830.000	»
Total des impôts cédulaires	7.354.000	»

L'ensemble des impôts payés par la société, tant pour son compte que pour les impôts cédulaires sur titres, atteint une somme d'environ 32.171.000

Les actionnaires recevront net environ 20.846.000. » (1)

SOCIÉTÉ MATHIS. — Assemblée ordinaire des actionnaires du 21 juin 1932 (Extrait du rapport du conseil d'administration) :

« Peut-être nous sera-t-il permis de faire remarquer une fois de plus que l'industrie automobile ne trouve pas toujours, auprès des pouvoirs publics, la compréhension juste de ses intérêts et l'appui sur lequel son importance natio-

(1) *La Vie Financière*, 20 juin 1932.

nale lui donnerait le droit de compter. La fiscalité, notamment, reste extrêmement lourde. » (1)

ETABLISSEMENTS KUHLMANN. — Assemblée ordinaire du 23 juin 1932 (Extrait de l'allocution du président) :

« Quant aux charges fiscales, chacun s'accorde à dire qu'elle ont atteint un maximum dangereux. Cette année encore, les sommes versées au fisc par votre société sous des formes diverses, ont atteint 30 millions, soit 125 % du dividende qui vous est proposé et plus de 50 % des bénéfices réalisés après amortissement sur immeubles.

« Des prélèvements de cette importance, qui sont supportables aux heures de prospérité, risquent de devenir mortels aux heures de crise.

« Si l'Etat ne veut pas détruire la matière imposable, il lui faudra donc limiter son train de vie. » (2)

COMPAGNIE DES FORGES ET ACIÉRIES DE LA MARINE ET D'HOMÉCOURT. — Assemblée ordinaire du 28 novembre 1932. Extrait du rapport du conseil d'administration :

« Mais ces efforts et ces sacrifices seraient vains s'ils n'étaient pas prochainement soutenus et facilités par l'allègement des charges fiscales et des tarifs de transport dont nous avons si souvent signalé le poids. Les problèmes budgétaires, qui ont tant d'importance pour le pays, ont, sur notre industrie, une répercussion très directe. » (3)

Nous citerons encore quelques chiffres résultant d'une enquête faite par l'Association nationale des sociétés par

(1) *Le Pour et le Contre*, 28 août 1932.

(2) *La Vie Financière*, 25 juin 1932.

(3) *Le Pour et le Contre*, 4 décembre 1932.

actions, sous le contrôle de l'Institut de statistique de l'Université de Paris et s'appliquant à 119 sociétés représentant un capital nominal d'environ sept milliards de francs.

Il ressort que l'ensemble des impôts payés par ces sociétés se sont élevés :

En 1930, à 126,9 % du dividende net.

En 1931, à 154,6 % du dividende net.

(Et ce, non compris les impôts spéciaux à certaines natures d'industrie, tels que les droits d'enregistrement des polices pour les compagnies d'assurances, l'impôt sur le sel pour les salines; non compris également les impôts dus à l'occasion de certaines opérations spéciales, telles que l'augmentation de capital ou l'enregistrement de concessions.) (1)

Une telle fiscalité est excessive, même en période de prospérité. Elle décourage le travail et tue l'initiative. Lorsqu'un chef d'entreprise hésite à traiter une affaire qui présente des risques, s'il réfléchit que l'Etat s'appropriera les deux tiers des bénéfices éventuels, il préfère s'abstenir.

La politique financière qui conduit à de tels résultats est néfaste. Les lois fiscales qui accablent la société anonyme devraient être complètement refondues, dans l'intérêt même du pays. Il ne semble point, malheureusement, que le Parlement soit sérieusement disposé à s'engager dans la voie des réformes dont la nécessité apparaît chaque jour plus impérieuse.

(1) Renseignements donnés par l'« Agence Economique et Financière », supplément du 9 janvier 1933.

CONCLUSION

Les avantages de la forme sociale ont été examinés un à un; les inconvénients n'ont pas été dissimulés.

Nous avons essayé, dans notre étude, de rester aussi objectif que possible et nous espérons que rien d'essentiel n'aura échappé à notre examen.

Quel enseignement faut-il en tirer ?

Nous avons en quelque sorte présenté un bilan: les avantages sociaux ont été portés à l'actif, les inconvénients au passif. Sa seule lecture doit suffire à porter un jugement et il est à peine besoin, nous semble-t-il, de formuler une conclusion qui coule de source:

La mise en société s'impose pour le plus grand nombre des entreprises. Les commerçants et industriels qui méconnaissent cette vérité renoncent par ignorance ou par routine à profiter de toute une série d'avantages dont bénéficieront des concurrents plus avisés.

Bien entendu, la forme sociale n'est pas une panacée pour le commerce: elle ne suffit pas à faire prospérer une affaire malsaine et elle ne peut en aucun cas suppléer aux qualités des dirigeants, cela va sans dire. Mais la société est un instrument de travail plus souple et plus maniable aux mains de qui sait bien l'utiliser.

Une seule question peut embarrasser le chef d'entreprise: quelle forme de société doit-il adopter ?

A notre avis, il n'est possible d'hésiter qu'entre la forme à responsabilité limitée et celle de l'anonymat ; des éléments divers d'appréciation pourront faire pencher pour l'une ou pour l'autre. On peut dire en tous cas que la première convient mieux aux affaires moyennes et de famille ; la seconde aux affaires plus vastes.

Toutes les autres formes: civile, en nom collectif, en commandite, simple ou par actions, sont désuètes à notre époque et ne sauraient être adoptées que dans des cas particuliers assez rares. (1)

A ce sujet, il est intéressant de consulter les statistiques.

Voici quelques chiffres se rapportant aux sociétés publiées au greffe du tribunal de commerce de la Seine (2) :

(1) WAHL, T. II, p. 740 et 741.

Camille ESPINAUDEL, *Pour bien administrer une société anonyme*, Paris, 1927, p. 9 et s.

MOURLAQUE, *Transformation des sociétés existantes en sociétés à responsabilité limitée*, Thèse, 1925.

MOREAU, *Avez-vous intérêt à vous transformer en société à responsabilité limitée ?*

La forme d'une société n'est d'ailleurs pas nécessairement immuable. Elle peut être changée sans qu'il y ait création d'un nouvel être moral, ni perception de nouveaux droits d'enregistrement.

Il faut en principe que l'éventualité de la transformation ait été expressément prévue dans les statuts. Cette condition n'est cependant pas nécessaire s'il s'agit de transformer une société en nom collectif, en commandite, ou anonyme, en société à responsabilité limitée, ou, inversement, une société à responsabilité limitée en société anonyme, le tout sous réserve du droit des tiers (art. 41 de la loi du 7 mars 1925).

Cf. HOUPIIN, n° 1023 et s. et 1068.

(2) Bulletin de la statistique générale de la France et du service d'observation des prix.

	1929	1924	1913
	—	—	—
Sociétés en nom collectif.....	498	2464	1627
» à responsabilité limitée ..	2814	»	»
» en commandite simple....	62	370	591
» en commandite par actions	4	14	18
» anonymes	1772	1574	592
» à capital variable	4	29	28
	5154	4451	2856

On constate qu'actuellement le choix des fondateurs ne se porte plus guère que sur les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée.

Et ce à juste titre.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLIX. — *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*, 4^e édition, Paris, 1921.
- ARTHUYS. — *Traité des sociétés commerciales*, Paris, 1906.
- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, 5^e édition, 1920.
- BANES. — *Les amortissements industriels, les réserves et le report à nouveau au point de vue fiscal*. Thèse, Paris, 1925.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — *Précis de droit civil*, 13^e éd., Paris, 1922.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *De la société, du prêt, du dépôt*, 3^e édition, 1907.
- BERTIN. — *Les pouvoirs de contrôle du fisc en matière d'impôt sur le revenu*. Thèse, Nancy, 1928.
- BOCQUET. — *L'impôt sur le revenu cédulaire et général*, 3^e édition, Paris, 1926.
- BOURGUIN. — *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, 3^e édition, Paris, 1907.
- CHAUVEAU (D'). — *Le remembrement de la propriété rurale*, Paris, 1918.
- GIRARD. — *Manuel élémentaire de droit romain*, 7^e éd., Paris, 1924.
- GUILLOUARD. — *Traité du contrat de société*, 2^e édition, 1892.
- HEMARD (J.). — *Théorie et pratique des nullités des sociétés et des sociétés de fait*, 1912.
- HOUPIN. — *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales*, 6^e édition, 1927.
- HUVELIN. — *Etudes d'histoire du droit commercial romain* (publiées par Henri LÉVY-BRUHL), 1929, pages 58-63.
- LE PLAY. — *La réforme sociale en France déduite de l'observation comparée des peuples européens*, 1878.
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*, 4^e édition, Tome II, 1908.
- LACOUR (Léon) et BOUTERON (Jacques). — *Précis de droit commercial*, 2^e édition, 1921.
- MICHOUD. — *La théorie de la personnalité morale*, Paris, 1906.

- MOREAU. — *Avez-vous intérêt à vous transformer en sociétés à responsabilité limitée*, 1927.
- MOURLAQUE. — *Transformation des sociétés existantes en sociétés à responsabilité limitée*, Thèse, Paris, 1925.
- NYSENS et CORBIAU. — *Traité des sociétés commerciales*, 1895.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire du droit civil*, Paris, 1925.
- PONT. — *Commentaire-traité des sociétés civiles et commerciales*, 2 vol., 1872-1880.
- Répertoire pratique Dalloz*, 1925 (Sociétés).
- TROPLONG. — *Du contrat de sociétés civile et commerciale*, Paris, 1843.
- TRUCHY. — *Cours d'économie politique*, Paris, 1923.
- WAHL. — *Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières*, Paris, 1909.

REVUES

- Annales de droit civil et commercial* (1895, n° 1 et 2, p. 10; et 1897, n° 49 à 69, p. 99).
- J. S. — *Journal des sociétés civiles et commerciales*, revue pratique de jurisprudence, de doctrine et de législation, publiée par C. HOUPIN et H. BOSVIEUX (1895, 143; — 1897, 432; — 1898, 250; — 1898, 44; — 1925, 606 et 615; — 1926, 594; — 1927, 108; — 1928, 449; — 1929, 465; — 1930, 401).
- Revue critique de législation et de jurisprudence* (1890, 697; — 1899, 167).
- Revue d'économie politique* (1912, 669; — 1913, 1, 304, 578, 681).
- Revue générale du droit* (1898, 5).
- R. S. — *Revue des sociétés*, jurisprudence, doctrine, législations française et étrangère sur les sociétés fondées en 1883, par A. VAVASSEUR (1922, 193; — 1929, 407).



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	9
APERÇU SUCCINCT DE L'HISTOIRE DES SOCIÉTÉS	13
§ 1. Origine de l'idée d'association.	
§ 2. Les sociétés à l'époque romaine et au moyen âge.	
§ 3. Evolution des sociétés du moyen âge à nos jours.	
§ 4. Avantages résultant de l'union des capitaux et des intelligences.	
 LIVRE I. — Supériorité de la société, spécialement de la société de capitaux, à la fois sur l'entreprise individuelle et sur l'indivision.	
 CHAPITRE I. — LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ PÉCUNIAIRE DES ASSOCIÉS, AINSI QUE DES ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS ANONYMES ET DES GÉRANTS DE SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE.	23
§ 1. Différence dans la responsabilité des associés suivant les différentes formes sociales.	
§ 2. Aléas des entreprises commerciales.	
§ 3. Avantages et légitimité de la restriction de la responsabilité personnelle des associés.	
§ 4. Accession aux fonctions consulaires des associés non commerçants.	
 CHAPITRE II. — FACILITÉS DE CRÉDIT.	31
§ 1. Emprunt par une société et émission d'obligations.	

§ 2. Placement des obligations.	
§ 3. Modalités avantageuses d'emprunt.	
§ 4. Les obligataires et les associations d'obligataires.	
§ 5. L'émission d'actions.	
CHAPITRE III. — AVANTAGES DE TOUTE CONCENTRATION ÉCONOMIQUE DE CAPITAUX	41
§ 1. Comment la forme sociale conduit à la concentration.	
§ 2. Avantages de la concentration, intégration.	
CHAPITRE IV. — FACILITÉS DE TRANSMISSION ENTRE VIFS	45
Nature du droit de l'associé dans l'actif social.	
Section I. — <i>Facilités de transmission des parts et actions.</i>	
Section II. — <i>Economies réalisées sur la transmission des parts et actions.</i>	
§ 1. Modicité des droits de transmission.	
§ 2. Aisance apportée à la circulation des biens. Fusions et alliances de sociétés.	
§ 3. Restrictions apportées par la loi du 30 décembre 1928.	
§ 4. Avantages successoraux.	
§ 5. Commodité en cas de partage.	
CHAPITRE V. — INFLUENCE FAVORABLE A LA NATALITÉ PAR LA FACILITÉ DES PARTAGES SUCCESSORaux.....	59
§ 1. Le problème démographique et le régime successoral du code civil.	
§ 2. Effets qui pourraient être obtenus par l'apport des propriétés rurales à une société à responsabilité limitée.	
CHAPITRE VI. — PÉRENNITÉ DE LA SOCIÉTÉ	67
CHAPITRE VII. — AVANTAGES FISCAUX.....	77
Variabilité des impôts selon qu'ils s'appliquent à un individu isolé ou à une société de forme déterminée.	

Section I. — Application aux sociétés de la contribution des patentes (centimes additionnels).

§ 1. Aperçu sur l'origine et l'importance des centimes additionnels des patentes.

§ 2. Différents modes d'application.

Section II. — Avantages accordés aux gérants, administrateurs et directeurs en matière d'impôt cédulaire.

§ 1. Cas des sociétés anonymes.

§ 2. Cas des sociétés à responsabilité limitée.

Section III. — Faculté de constituer des réserves.

§ 1. Notions générales sur les réserves.

§ 2. Avantages fiscaux des réserves.

§ 3. Exemples concrets.

Section IV. — Exemption de l'impôt général sur le revenu.

LIVRE II. — Supériorité particulière de la société, spécialement de la société de capitaux, sur l'indivision.

CHAPITRE I. — PERSONNALITÉ JURIDIQUE DE LA SOCIÉTÉ. 107

§ 1. Extension de la personnalité à toutes les formes sociales.

§ 2. Conséquences diverses de la personnalité juridique.

CHAPITRE II. — AUTRES AVANTAGES DE LA SOCIÉTÉ SUR L'INDIVISION 115

§ 1. Analogies de la société et de l'indivision.

§ 2. Comparaison entre la constitution d'une société et la naissance de l'indivision.

Section I. — La transformation de l'indivision en société est-elle réalisable ?

§ 1. Difficulté du problème.

§ 2. Incapacité de la femme mariée.

§ 3. Incapacité du mineur.

Section II. — L'administration du patrimoine dans la société et l'indivision.

Section III. — Précarité de l'indivision comparée à la société.

- § 1. Instabilité de l'état d'indivision.
- § 2. Des conventions d'indivision.
- § 3. Partage amiable ou judiciaire. Inconvénients du partage judiciaire.

Section IV. — Examen de quelques cas particuliers.

- § 1. Société constituée par un chef d'entreprise ayant des enfants mineurs.
- § 2. Mise en société d'un patrimoine indivis.
- § 3. Répercussions possibles du mariage d'un commerçant quant à l'avenir de son entreprise. Effets de la dissolution de ce mariage.

LIVRE III. — Inconvénients de la mise en société.

CHAPITRE I. — CHERTÉ DES FRAIS DE CONSTITUTION ET COMPLEXITÉ DES ROUAGES SOCIAUX	143
§ 1. Cherté des frais de constitution.	
§ 2. Complexité des rouages sociaux.	
CHAPITRE II. — LES SURCHARGES FISCALES	147
§ 1. La taxe de mainmorte.	
§ 2. L'impôt du timbre.	
§ 3. L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.	
§ 4. Les doubles impositions.	
CONCLUSION	159
BIBLIOGRAPHIE	163
TABLE DES MATIÈRES	165



Vu:

Le Doyen de la Faculté de droit de Dijon,

A. GUILLOIS.

Vu:

Le Président de la thèse,

M. VIGNES.

(17 février 1933)

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Le Recteur de l'Académie de Dijon,

C. SPENLÉ.

Imp. Lépaignez, Dijon.
